



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13717 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 4 MARS 1989

SERVICES	TELEPHONE
Abonnement	21
Abonnement étranger	22
Carte	23
Carte internationale	24
Carte postale	25
Carte de crédit	26
Carte de débit	27
Carte de paiement	28
Carte de retrait	29
Carte de transfert	30
Carte de virement	31
Carte de crédit	32
Carte de débit	33
Carte de paiement	34
Carte de retrait	35
Carte de transfert	36
Carte de virement	37

Sur le rif
Métro poubelle

La grève des enseignants assez bien

La grève des enseignants a été assez bien menée, selon une enquête menée par le journal. Les enseignants ont obtenu des résultats satisfaisants, notamment en matière de salaires et de conditions de travail. La grève a été menée de manière pacifique et les enseignants ont obtenu des résultats satisfaisants.

La grève des enseignants assez bien

La grève des enseignants a été assez bien menée, selon une enquête menée par le journal. Les enseignants ont obtenu des résultats satisfaisants, notamment en matière de salaires et de conditions de travail. La grève a été menée de manière pacifique et les enseignants ont obtenu des résultats satisfaisants.

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS

Le journal propose des observations et diagnostics pour les enseignants. Ces diagnostics sont basés sur des données recueillies lors de la grève et sont destinés à aider les enseignants à améliorer leur pratique professionnelle.

Les Douze et l'ozone

La journée du jeudi 2 mars doit être marquée d'une pierre blanche dans la vie de la Communauté européenne : ses douze ministres de l'environnement ont, en effet, décidé d'accélérer notablement les efforts décidés en 1987 à Montréal pour lutter contre la destruction de la couche d'ozone, essentielle pour éviter un réchauffement de la Terre, protéger ses habitants d'une recrudescence de cancers de la peau et empêcher une grave perturbation de la chaîne alimentaire.

Si aucune mesure n'est prise rapidement pour réduire la production des agents « mangeurs » d'ozone — les chlorofluorocarbones (CFC) — les dangers seront énormes pour la vie de la planète dans quinze ou vingt ans. Trente-deux pays ont bien ratifié le protocole de Montréal, mais la liste ne comprend pas des producteurs comme le Japon, l'Inde, la Chine : les normes fixées à cette occasion sont, en outre, jugées tout à fait insuffisantes par la communauté scientifique, puisqu'il s'agit de ne réduire que de 50 %, d'ici à 1999, la production et l'utilisation des CFC.

D'où l'importance du coup d'accélérateur des Douze, qui ont décidé de réduire de 85 % la production des gaz destructeurs d'ozone « dans les meilleurs délais », c'est-à-dire avant la fin du siècle.

La décision de la CEE ne relève pas du vœu pieux : elle a été prise parce que l'enjeu est réalisable, grâce à la coopération des industriels et de leurs services de recherche : ceux-ci ont réussi à mettre au point des produits de substitution aux CFC, utilisés pour l'essentiel dans la fabrication des aérosols, dans celle de tous les éléments de la chaîne du froid et dans les mousses. Il faut saluer le cas — trop rare — d'adaptation rapide de l'industrie aux exigences de la protection de l'environnement.

Il faut aussi se féliciter de la prise en compte par la CEE de ce genre de problèmes. Elle relève, certes, du simple bon sens, pour ne pas dire d'un egoïsme bien compris, mais elle n'était pas évidente, loin de là. Il y a seulement quelques années. Les progrès de la construction européenne, l'adoption de normes communes, a grandement facilité cette évolution en imposant à tous les fabricants de produits sensibles les mêmes obligations, c'est-à-dire en les plaçant tous sur un pied d'égalité quant aux coûts de production. Ce n'est pas encore le cas pour les autres producteurs hors CEE. D'où l'intérêt de la réunion qui se tiendra dans quelques semaines à Helsinki pour tenter d'étendre la portée du protocole de Montréal.

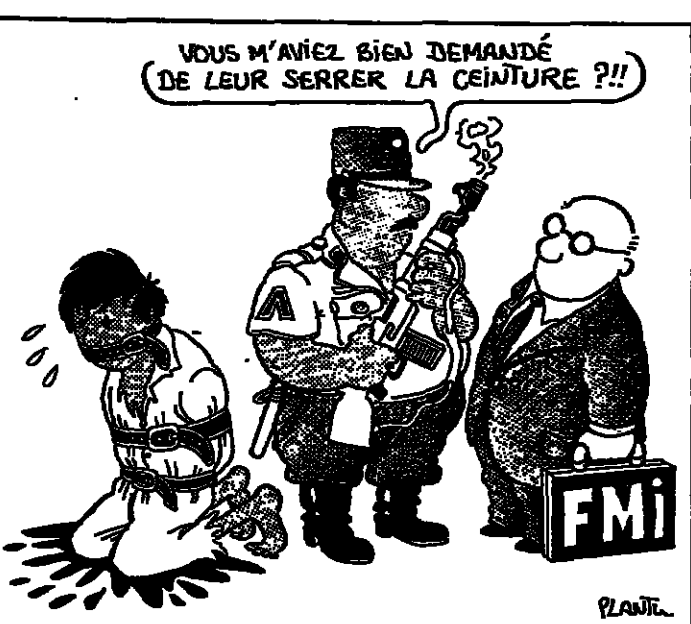
D'ici là, certains des Douze vont encore faire la preuve de leur nouvelle sensibilité : c'est samedi 4 mars que se tient, à Paris, un colloque sur la protection de l'atmosphère à l'initiative de M. Fabius.

Dimanche et lundi prochains, c'est Londres qui sera le théâtre d'une réunion convoquée par M. Thatcher sur un sujet voisin. Et, le 11 mars, une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement se rencontreront à La Haye pour sensibiliser l'opinion publique à la nécessité de ne pas transformer la planète d'abord en poubelle puis en enfer. Efforts dans le désordre, et non dénués d'arrière-pensées, diront certains. Peut-être. Mais vaut tout de même mieux crier trop fort aujourd'hui que rester silencieux en attendant la catastrophe.

(Lire nos informations page 13.)

Le chef de l'Etat maintient son plan d'austérité Nouveaux accrochages au Venezuela où les émeutes ont fait trois cents morts

Des incidents, parfois graves, ont encore eu lieu, jeudi 2 mars, à Caracas entre tireurs isolés et forces de l'ordre. La capitale vénézuélienne est toujours en état de choc après les émeutes du début de la semaine. Selon la presse locale, le bilan s'élevait jeudi à plus de trois cents morts et trois mille blessés. Le président Carlos Andrés Pérez paraît toujours décidé à maintenir les grandes lignes du plan d'austérité dont l'entrée en vigueur a été la détonation de l'explosion de violence. Le gouvernement continue de négocier avec le FMI et les créanciers du pays pour tenter de sortir du « piège de la dette ».



Les collines de la misère

CARACAS
de notre envoyé spécial

« La situation est pratiquement normalisée dans tout le pays. Les collisions se poursuivent en vigueur tant que subsisteront les quelques foyers de désordre qui sont en voie d'être réduits. » Le président Carlos Andrés Pérez, venant de survoler Caracas en hélicoptère, affirme, jeudi, à l'intention des journalistes que « le calme règne dans tous les quartiers » après les événements

« absurdes » des derniers jours. Cinq heures plus tard, alors que la nuit tombe sur la capitale vénézuélienne, l'insurrection du couvre-feu est marquée par des « épiques » d'armes. Jusque tard dans la nuit, détonations et rafales résonnent d'un bout à l'autre de la ville. Plusieurs hélicoptères survolent les bidonvilles qui ceinturent Caracas. Les blindés tirent à El Valle, un faubourg misérable où « des éléments subversifs et anarchistes »,

comme les désignent les commentateurs officiels, n'ont toujours pas été réduits. Sur les autoroutes qui sillonnent cette capitale en état de choc, seuls circulent quelques ambulances, des jeeps et des camions militaires.

Depuis le début des troubles, lundi 27 février, plus de trois cents personnes ont été tuées et plus de trois mille blessées, estiment les journaux de Caracas.

JEAN-MICHEL CAROIT.
(Lire la suite page 5.)

Arrestations en Yougoslavie La peur au Kosovo

Après la grève générale de la population de souche albanaise du Kosovo observée la semaine dernière, l'état d'urgence a été décrété mercredi 1^{er} mars dans cette région du sud-est de la Yougoslavie. Les blindés de l'armée ont pris position autour des principales entreprises de la région, et des patrouilles de police sillonnent les routes menant à Pristina, la capitale de la province.

PRISTINA
de notre envoyé spécial

« Mais qu'êtes-vous donc venus faire ici ? »

— Euh, couvrir l'actualité, monsieur...

— Oui ? Eh bien, vous pouvez rentrer chez vous maintenant, il n'y a plus d'actualité au Kosovo. C'est terminé !

Jeu 2 mars, à 10 kilomètres de Pristina, sur la route de Skopje. Quelques journalistes étrangers, parmi lesquels l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse, ont eu le tort de s'approcher un peu trop près des unités anti-émeutes déployées sur place par Belgrade avec armes lourdes, blindés et chars d'assaut.

Les reporters en seront quittes pour quelques heures de « retenue » et la destruction de leurs films. Somme toute mineure, l'incident n'en est pas moins révélateur d'un climat lourd de menaces et de tension.

PATRICE CLAUDE.
(Lire la suite page 4.)

Révélation sur le dopage de Ben Johnson

Ben Johnson suivait depuis 1981 un traitement à base de stéroïdes anabolisants qui lui a permis d'améliorer le record du monde du 100 mètres en 1987 et en 1988. Depuis vingt ans la progression des performances en athlétisme a été réalisée grâce à l'usage de produits interdits. C'est ce qu'a révélé l'enquêteur du champion olympique déchu, Charlie Francis, en témoignant sous serment devant une commission d'enquête canadienne.

(Lire page 14.)

Le Monde
SANS VISA
■ Promenade dans les jardins chinois de Suzhou et dans la région de Shanghai
■ Gastronomie ■ Escapes ■ Jeux
Pages 15 à 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 D. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

Une étude de l'INSEE sur l'horizon 1993

L'industrie française reste très fragile

Le rapport annuel de l'OCDE sur la France rendu public le vendredi 3 mars estime que tout relâchement, notamment sur les salaires, remettrait en cause les progrès obtenus depuis 1983. De son côté, l'INSEE analyse les structures industrielles à l'horizon de 1993 et conclut à leur grande « fragilité ».

L'OCDE affirme qu'il ne faut rien modifier dans la conduite actuelle. Ce qu'on appelle depuis 1983 la « rigueur » porte ses fruits et l'économie française « devrait continuer à enregistrer au cours des deux années à venir de nouveaux progrès sur la voie d'un redressement durable ». L'ajustement restant « inachevé », il faut surtout éviter un dérapage salarial.

L'étude de l'INSEE affirme de son côté que le déficit commercial industriel français se creuse. Pour l'OCDE cette faiblesse se corrige : il suffit d'être patient. Or, les conclusions de l'INSEE sont tout autres : le tissu industriel est beaucoup plus abîmé qu'on ne l'a cru. Il n'a aucun point fort. Autrement dit, la patience ne suffira pas, le pays continué à perdre des parts de marché. Avant 1993, il faudra ressouder et remuscler le tissu industriel. La question posée est : comment ?

(Lire page 26 les articles d'ÉRIC LE BOUCHER et d'ALAIN VERNHOLES.)

Fausse factures

Le président du directoire et le directeur général de la SAE inculpés.

PAGE 11

Espionnage électronique en RFA

Trois jeunes « pirates » travaillaient pour le KGB.

PAGE 32

Affaire Rushdie

Londres rejette les avances de Téhéran.

PAGE 3

Et page 2 l'article de Tahar Ben Jelloun : « Blasphème et liberté ».

Cinq casinos fermés

Les liens du jeu et du milieu.

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve en page 32

La préparation des municipales

L'Europe aux portes des villes

Phénomène nouveau, dans la plupart des grandes villes, l'Europe est au cœur de la campagne municipale. A Strasbourg, bien sûr, mais aussi à Lille, à Toulouse, à Grenoble, à Montpellier... Le grand marché unique de 1993 constitue pour ces cités un défi et un enjeu.

Strasbourg, bien sûr, se cramponne à son siège. Toulouse est sous le charme espagnol. Lille s'empresse d'aménager son carrefour. Grenoble entend, une fois de plus, innover. Marseille et Montpellier se disputent les clés des portes du Sud. Lyon se sent pousser des ailes...

Quelle grande ville de France n'est pas aujourd'hui touchée presque malgré elle, bousculée, interpellée, par l'Europe ?

DANIEL CARTON.
(Lire la suite page 7.)

C'est, assurément, avec la montée du thème de l'environnement (le Monde du 1^{er} mars), l'une des grandes nouveautés de cette campagne municipale. Après l'élection présidentielle, qui avait déjà donné le signal, et avant le rendez-vous européen de juin prochain, l'Europe entre dans nos cités. Presque par surprise, mais elle arrive.

L'Europe s'affiche sur les murs, nourrit les chapitres des programmes électoraux, se discute sous les préaux. Phénomène inévitable, qui, sans doute, continue de prendre de court les auditeurs, mais qui ont commencé à appréhender sérieusement les candidats.

JACQUES DE FOUCHIER

LA BANQUE ET LA VIE

« Ce livre est d'abord et surtout une passionnante réflexion sur le métier de patron... »
Philippe VILLIN — Le Figaro.

EDITIONS ODILE JACOB

ISBN 2-7381-0846-5

M 0147 - 0304 0 - 4,50 F

3790147004500 03040

Débats

L'affaire des « Versets sataniques »

Blasphème et liberté

par TAHAR BEN JELLOUN

DEPUIS six mois une tragédie se joue sous nos yeux. Elle est faite de menaces, de peur et de mort. C'est une nouvelle version de *Chronique d'une mort annoncée*. Sauf que là ce n'est pas une fiction. Le roman s'écrit quotidiennement un peu partout dans le monde. Un homme risque de mourir. C'est un écrivain. Sa vie est d'ores et déjà compromise. Elle ne lui appartient plus. Si on réussit à le retrouver et à l'assassiner, ce sera une grande défaite pour la pensée et pour les libertés.

Il est des principes avec lesquels on ne transige pas. La liberté d'imaginer, de créer et d'écrire en est un. Chaque homme a le droit d'écrire ce qu'il veut. S'il offense le lecteur, si ce qu'il met en scène porte atteinte et blesse des croyances ou des convictions personnelles, le public est libre, non seulement de ne pas le lire, mais aussi de le poursuivre en déposant une plainte en diffamation. C'est ce qui se passe dans un État de droit, dans une société démocratique où chacun a le droit de rêver, de chanter, de peindre, bref de s'exprimer comme il l'entend.

Qui peut sérieusement croire qu'une religion aussi prestigieuse et vivante que l'islam qui regroupe plus d'un milliard de personnes à travers le monde, puisse se sentir menacée par une fiction ? Un roman, même blasphématoire, suffirait-il à ébranler quinze siècles d'histoire ? Ce n'est pas un, ni

même plusieurs livres qui menacent l'islam. Ce qui fait mal à cette religion aujourd'hui ce sont la manipulation politique et l'arnaque qui s'exercent dans le fanatisme et dans l'intolérance.

Il ne suffit pas de condamner ; il faut essayer de comprendre l'ampleur des manifestations, lesquelles expriment un malaise auquel nous devons réfléchir. Certes, on a dit aux musulmans que leur prophète, celui que le Coran présente comme « le beau modèle », celui sur lequel tout musulman doit calquer son comportement, celui qui guide et fonde toutes leurs espérances, celui en qui ils puisent foi, courage et dignité, a été odieusement défiguré et malmené dans sa vie et son histoire par un écrivain.

On leur a dit que quelqu'un s'est permis de le ridiculiser et qu'il essie d'ébranler leurs certitudes et de ruiner leurs croyances.

Il faut savoir que le prophète Mohammed a une présence essentielle et sacrée dans la vie quotidienne des musulmans. Saint des saints, il est l'intermédiaire absolu, celui « par lequel Allah (la miséricorde) s'adresse aux Prophètes et aux Apôtres ». (sourate LXI, v.6).

Cette impressionnante levée de boucliers dans le monde islamique, dans un monde où la plupart des peuples sont déshérités et privés du droit

d'expression, ne répond-elle pas précisément à une ultime forme de résistance, à savoir l'existence par et grâce au secret ? Il y a certes un besoin de ralliement et d'opposition. Le livre de Salman Rushdie est un prétexte pour réaliser, de manière artificielle, une cohésion des musulmans. S'unir contre ! Pourquoi contre et contre qui ? Dernière cette violence, n'expriment-ils pas d'autres frustrations et d'autres blessures ?

Le fanatisme est une muraille de fer qui avance aveuglément. Le fer ne connaît ni le doute, ni le dialogue et encore moins l'humour. Cette porte blindée, verrouillée et encore moins ouverte, c'est ce qui se dresse devant l'écrivain qui a eu le malheur de croire qu'il pouvait tout imaginer, tout écrire et rester libre. « Le fait d'écrire, peut-il jamais entraîner pour celui qui en fait profession un danger qui, pour n'être pas mortel, soit du moins positif ? », se demande Michel Leiris dans les premières pages de *L'Âge d'homme* où il compare l'écrivain qui s'engage au matador qui expose son corps à la corne du taureau.

Voilà aujourd'hui un écrivain jeté dans l'arène, seul et désarmé. Quelles que soient la sincérité et la force du regret qu'il a exprimés, sa voix reste inaudible dans les clameurs de haine et d'intolérance. Parviendra-t-il un jour à recouvrer la liberté ? Cela dépend de la communauté internationale mais aussi des intellectuels de culture islamique qui, même s'ils

ont été blessés par des blasphèmes et une provocation, doivent réagir, s'unir pour d'une part, arrêter l'escalade de la délation et de la violence suscitée par l'appel au meurtre, et d'autre part pour qu'aucun d'eux ne puisse continuer d'écrire dans la dignité et dans la liberté.

Au nom de la tolérance qui caractérise l'islam, il n'est pas donné à l'homme de punir l'offense faite à une conviction. Il est dit dans la sourate « Le tonnerre », verset 39 qu'Allah efface et confirme ce qu'il veut. *La Mère du Livre se trouve auprès de Lui*, comme il est rappelé dans la sourate 35 (Créateur et les anges), verset 18 « Aucune âme pécheresse ne portera le fait d'une autre... »

En l'an 922, le grand poète mystique Al Hallaj, fut supplicié à Bagdad pour avoir dit « Je suis La Vérité ». Son procès avait duré neuf ans. Il avait pu non seulement se défendre mais continuer à dire sa passion de Dieu. Son amour absolu de Dieu lui a fait commettre le blasphème de « se transformer en sa configuration ».

En sacrifiant la tolérance et le dialogue, certains voudraient maintenir les peuples dans le totalitarisme, dressant autour d'eux les fameuses murailles de fer. Or l'islam n'a rien à voir avec ces images hideuses de revanche et de haine. C'est un message de paix. C'est celui qu'on m'a appris et auquel je crois.

Si les dieux existaient...

par MANUEL DE DIÉGUEZ (*)

IL faut nous rendre à l'évidence : si nous sommes piégés par l'appel au meurtre, c'est parce que toute notre culture est bloquée par notre « politique de la raison » depuis Descartes. Car c'est le *Discours de la méthode* qui nous a fait signer un contrat avec les croyances religieuses, aux termes duquel la civilisation serait un combat pour le triomphe de la tolérance et non point un combat pour le progrès de la raison. Ce concordat entre la pensée et le sacré a été confirmé par tout le siècle des Lumières. C'est pour quoi, deux cents ans après Voltaire, les neuf dixièmes de l'humanité vivent encore dans une culture essentiellement mythologique, et les religions ont toutes été réhabilitées, dans notre Occident cartésien, comme des fruits magnifiques et parfois sublimes de la « culture ».

Enseigner la raison

Mais dire à des croyants : « Nous respectons les exploits de vos prophètes et les certitudes qu'ils vous ont mises dans la tête ; nous vous demandons seulement, en échange, de ne pas nous assassiner au nom de vos convictions », c'est leur proposer un marché qu'ils sont condamnés à rejeter. Car si l'univers était réellement régi par trois êtres imaginaires — Allah, Jahveh et le Dieu des chrétiens, qui auraient remplacé Jupiter, Wotan, Mithra, Tot, Krishna et quelques autres, — il serait impardonnable d'admettre qu'on les offensât cruellement. Si les dieux existaient, ils auraient des droits ; et l'on ne voit pas quel intérêt de grands écrivains trouveraient à se moquer d'eux. C'est pourquoi les fidèles d'une divinité savent très bien que les « blasphémateurs » ne croient pas en l'existence réelle des personnages fabuleux qui hantent, hélas ! le cerveau de la « pauvre humanité » (Renan) depuis le fond des âges.

De plus, se moquer, par des procédés exclusivement littéraires ou artistiques, des Céléstes devenus « uniques » à la suite du rétrécissement de la planète, est une insulte à l'humanité pensante, puisque c'est la juger incapable de tout accroissement de son grain de raison par le recours à une saine pédagogie socratique. Mais l'Occident de la pensée a précisément renoncé à une entreprise aussi difficile. Il en est résulté une séparation radicale entre l'édifice scientifique des textes sacrés et les croyances de la masse des fidèles non instruits ; et ce fossé est devenu plus profond qu'au temps où Bossuet accusait Richard Simon d'entraîner l'ordre de l'univers parce qu'il avait changé un iota de l'Ancien Testament. Car notre exégèse scientifi-

que traite, depuis plus d'un siècle, les textes fondateurs du judaïsme et du christianisme comme des documents politiques et poétiques produits seulement par des hommes, alors que, surtout dans les pays catholiques, les chrétiens, même cultivés, ignorent tout de ces travaux et croient encore dur comme fer au catéchisme qu'on leur a fait réciter dans leur enfance.

Cette profonde scission entre le savoir réservé aux spécialistes et la « culture religieuse de masse » est encouragée, en premier lieu, par la plupart des écrivains et des philosophes, qui ne jugent pas utile de faire progresser l'enseignement de la raison dans une civilisation vouée au « tout culturel », et, secondement, par les élites politiques, qui se soucient de théologie comme d'une guigne, mais dont la raison, toute pratique, a réappris que la religion est le plus puissant moyen de doter les peuples d'une identité mythique propre à les discipliner et à assurer l'ordre public par une police du symbolique. « Commander, c'est dominer les imaginations » (Necker). « Jamais l'Etat ne fut fondé que la religion ne lui servit de base » (Rousseau). « La religion, voilà le principe de cohésion de la société, celui qui empêche la confusion entre la destinée des bons et des méchants » (Robespierre).

Le « naufrage de la pensée »

Ce n'est pas pour des raisons mystiques que Gorbatchev assiste à une messe à Varsovie et Mme Thatcher à un service religieux de l'Eglise orthodoxe à Moscou. Nos religions ne sont plus jacobines — conservons donc les avantages d'une superstition détentue, qui rassure encore les Etats.

Seulement, les vrais croyants ne sont pas seulement des rêveurs ; ils savent aussi que l'appel à la « liberté de création » est une incitation à croire mollement ; et que la tolérance n'a jamais progressé qu'à la faveur de l'indifférence religieuse qu'elle suscite.

Comment lutter contre le fanatisme si la raison doit céder devant les droits de l'imaginaire, et si la civilisation est la bonne gestion des lâchetés de la raison ? Interdire à l'intelligence de marcher et bloquer sa vocation naturelle à la lucidité, c'est s'exposer à de cruels déboires ; et d'abord à la plus terrible régression mentale, qui s'appelle le « naufrage de la pensée ».

Si la croyance a été le premier pédagogue de l'humanité, peut-être le second sera-t-il un Abraham de la Responsabilité ?

(*) Ecrivain.

Au courrier du Monde

Hypocrisie

Bien que d'un naturel consensuel, j'avoue ne pas partager l'unanimité condamnant, d'une même voix, l'appel au meurtre de l'imam Khomeiny. Non pas, évidemment, que j'approuve un tel appel, mais je ressens dans cette affaire, une forte dose d'hypocrisie qui me gêne profondément.

Lorsque j'étais enfant, je me souviens que, face à un camarade puissant mais irascible, le technicien consistait souvent à l'exciter en douce, par petites touches répétées, pour le faire sortir de ses gonds : il suffisait alors d'appeler les parents avec des cris d'innocence effarouchés pour assister, avec une fausse commisération, au châtiment escompté. Remplacez le camarade puissant et irascible par Khomeiny, le camarade excitateur par l'auteur des *Versets sataniques* et les parents par l'opinion mondiale et vous aurez une toute autre vue du problème.

Et cela me paraît d'autant plus grave que cette technique a tendance à se généraliser (cf. le film de M. Scorsese) comme si elle apportait d'une part une notoriété assurée à l'auteur et de l'autre la satisfaction morbide, à un Occident qui a perdu

toute forme de foi, de salir celle des hommes qui préservent encore en eux une part de sacré.

GEORGES HENRY (Paris)

Savoir se désolidariser

Comme chrétien, je ne ressens aucune solidarité avec une foi religieuse quand elle prétend pouvoir appeler au meurtre au nom du Dieu vivant ! Cet appel même est le plus grand blasphème possible, celui auprès duquel les « offenses aux croyants » sont vulgaires peccadilles.

N'en déplaise au premier des évêques de France, comme chrétien, je suis proche de l'athée que réveille l'appel au meurtre et très loin du musulman qui, « offensé », ne criait pas sa rupture avec ceux qui appellent à l'assassinat !

Et j'oserai dire que le croyant inspiré d'Abraham, peut pleurer et vivre le désespoir, même quand l'impie insulte le Dieu d'amour ; mais il ne saurait rien entreprendre qui porte atteinte à la libre conscience et encore moins à l'inté-

grité physique ou morale du révolté contre Dieu !

C'est pourquoi la notion de scandale des croyants, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans, n'a aucun sens pour moi, sauf quand ils prétendent posséder Dieu comme leur bien à eux, ce qui les rend idolâtres.

Disciple du Crucifié, comme croyant, je ne puis que prier pour l'éventuel persécuteur. Les croyants n'ont pas un droit spécial au respect. La déraison et la révolte, bien plus que l'indifférence, ne sont-elles pas encore un dialogue avec le Dieu caché ? Qui peut sonder les âmes en leur essence libérée ?

GUY COQ, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

Insulter l'islam ?

Question simple. Qu'est-ce qui offense le Islam : une fiction ou un assassinat ? Un écrit de papier ou un crime de sang ? Des morts réhabilités ou la mort sans appel ? Qui ? Le présumé satanique ou l'avéré fanatique ? Rushdie ou Khomeiny ?

L'homme serait autorisé à tuer l'homme pour servir Dieu ? Pour

servir Dieu ! Est-ce cela l'islam ? Ou est écrit ce verset satanique ?

Qui offrira 3 millions de prières pour Khomeiny venant simplement son Dieu ? Dans un silence fanatique.

G. ABEILLE.

Jurisprudence française...

Partout on n'entend parler que de la barbarie de Khomeiny. Le monde entier paraît indigné, et les Français autant que les autres. Amuseons notre caquet, car, en 1825, sous le ministère Villèle, sous le roi Charles X, sous la pression de l'Eglise, une loi fut faite, appelée Loi sur le sacrilège. Elle punissait très sévèrement le vol dans les églises, et de la peine du parricide la profanation des vases sacrés et des hosties : le condamné, la tête couverte d'un voile noir, avait le poing droit amputé avant d'être exécuté. Par chance, il ne s'en trouva pas.

Cette loi fut abolie en 1830, avec l'expulsion de Charles X.

P. BERGER (Paris.)

AU SOMMAIRE DE MARS

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

la collection du pôle Sud par voie aérienne

- La collection de la France complète
- Gauguin : la série complète
- de ses timbres
- Journal de la philatélie
- des 111 villes de France
- La collection des télécartes

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 860672 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Selin

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-90-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 095 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 490 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse détaillé en postscripture ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Etranger

et ses prolongements diplomatiques

Le Foreign Office rejette les tentatives de Téhéran de renouer le dialogue avec Londres

L'agence iranienne IRNA a estimé que les propos conciliants tenus jeudi soir 2 mars par le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, dans l'espoir de désamorcer le contentieux anglo-iranien, n'étaient que « jeu de mots » futile (voir ci-dessous). Faisant vraisemblablement référence aux appels téléphoniques d'officiels iraniens proposant une rencontre à Genève pour discuter les termes de la décision du Parlement

iranien et dont fait état notre correspondant à Londres, l'agence IRNA affirme que l'Iran a « clairement fait comprendre au gouvernement britannique que des discussions entre les deux pays étaient parfaitement inutiles du moment que la position du Parlement iranien », qui avait voté, mardi, la rupture des relations bilatérales entre Téhéran et Londres, était « très claire » à ce sujet.

LONDRES
de notre correspondant

Le Foreign Office a calmement rejeté jeudi 2 mars les tentatives un peu désordonnées de Téhéran de renouer le dialogue avec Londres, et même d'estimer une sorte de négociation sur l'affaire Rushdie, tant que la menace de mort pesant sur l'écrivain n'aura pas été levée. Pour les diplomates chargés du dossier, l'« action » des responsables iraniens avec lesquels ils sont en contact est certes « intéressante », mais il ne modifie en rien la ligne qui a été fixée ici au plus haut niveau. Celle-ci est très ferme sur le fond.

M^{rs} Thatcher n'aime pas Salman Rushdie, qui le lui rend bien, et elle n'a ni le temps ni l'envie de lire les 547 pages des *Versets sataniques*. Mais, à la fin de la semaine, le premier ministre, l'affaire a pris une ampleur telle qu'il faut, pour préserver l'honneur du Royaume-Uni, maintenir une position de principe : l'Iran doit d'abord retirer la « condamnation à mort » prononcée, au défi du droit international, contre un ressortissant britannique ; ensuite, on verra.

M^{rs} Thatcher est d'autant plus furieuse qu'elle doit accorder la protection de la brigade antiterroriste de Scotland Yard à un « terroriste intellectuel », qui n'a cessé de dire plus que pendre d'elle depuis qu'elle est au pouvoir, et se situe à l'extrême gauche de l'intelligentsia britannique. Salman Rushdie est un provocateur né, qui adore attaquer tout le monde à la fois. Mahomet n'était pas sa première cible. Dans un précédent ouvrage, il avait présenté M^{rs} Benazir Bhutto comme la « vierge à la culotte de fer ». Il a même réusé, dans les *Versets sataniques*, à dénoncer au détour d'une phrase le racisme supposé des Anglais, quasiment assis au nazisme. Cette rumeur supplémentaire visant le pays qui l'a accueilli (mais où il ne se sent toujours pas entièrement accepté) n'est pas passée inaperçue dans les milieux conservateurs.

Le gouvernement est donc obligé de maintenir le pavillon haut pour défendre un sujet de Sa Gracieuse Majesté, spontanément insolent avec tous les

pouvoirs et toutes les religions, et qui est en outre un opposant politique déclaré. Une mise au point était nécessaire. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, s'en est chargé avec son professionnalisme habituel.

Dans une interview à la BBC, Sir Geoffrey a déclaré jeudi : « Le gouvernement britannique, le peuple britannique n'ont aucune affection pour ce livre. Celui-ci est extrêmement critique, et même grossier, à notre égard. Il compare la Grande-Bretagne à l'Allemagne de Hitler. Nous n'apprécions pas plus cela que les musulmans n'aiment les attaques contre leur religion que contient l'ouvrage. Nous ne patronnons donc pas ce livre. Mais nous défendons le droit à la liberté d'expression et de publication ».

Une activité frénétique

Cela veut-il dire que Londres est prêt à céder aux exigences de Téhéran, en retirant par exemple les *Versets sataniques* de la vente ? Pas du tout, évidemment, et ce fut l'erreur de M. Akouzadch Basti, qui était jusqu'à ces derniers jours, souvent de façon très efficace, chargé d'affaires iranien en Grande-Bretagne. Poliment prié de rentrer dans son pays, M. Basti est parti jeudi matin, et ce fut l'erreur de M. Roger Cooper (un homme d'affaires emprisonné à Téhéran) et des trois otages du Liban, MM. Terry Waite, John McCarthy et Brian Keenan.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La prudence de l'Académie suédoise

STOCKHOLM
de notre correspondante

L'Académie royale de Suède, qui décerne chaque année le prix Nobel de littérature, maintient son refus de s'associer au mouvement général et de dénoncer la mise à prix par Téhéran de la tête de Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*.

Plusieurs académiciens ont néanmoins fait des déclarations à titre individuel pour critiquer l'attitude de leur secrétariat et condamner celle des autorités iraniennes. Mais l'Académie royale a un principe ferme, qui ne tolère pas la dérogation, et

Le Conseil de sécurité ne traitera pas de l'affaire Salman Rushdie, a estimé, jeudi 2 mars, l'ambassadeur népalais Jai Pratap Rana qui présidait cet organisme pendant le mois de février. Les membres du Conseil, a précisé le diplomate népalais, ont estimé au cours de contacts informels qu'il ne fallait pas donner « le sentiment d'isoler » Téhéran avant la reprise de ces mois-ci des négociations de paix entre l'Iran et l'Irak sous l'égide du secrétaire général Javier Pérez de Cuellar.

Le Parlement européen, pour sa part, a décidé de ne pas inviter l'auteur des *Versets sataniques* à participer à une conférence sur le racisme organisée par l'Assemblée de la CEE le 14 mars à Strasbourg. Le député européen Marco Pannella (radical italien) avait lancé cette invitation à la fin de février. La conférence doit réunir les présidents des Parlements nationaux des Douze et des experts ou personnalités impliquées dans la lutte contre le racisme, dont le « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal. Cette invitation, souligne-t-on de source parlementaire, aurait posé d'énormes problèmes de sécurité personnelle pour l'écrivain, qui vit sous la protection de la police britannique depuis sa condamnation à mort par l'imam Khomeiny.

● A Dakar, M. Ahmed Khalifa Niassé, connu au Sénégal sous le

nom de « l'ayatollah de Kaolack », du nom de sa ville natale, a indiqué jeudi que l'imam Khomeiny n'avait pas le droit de condamner à mort Salman Rushdie « puisqu'il n'a pas été jugé et qu'il ne se trouve pas en terre de juridiction islamique ». M. Niassé, intégriste musulman longtemps considéré comme proche de la Libye, a estimé, au cours d'une conférence de presse où il était entouré de plusieurs ambassadeurs de pays arabes accrédités à Dakar, qu'« aucun homme d'Etat ne peut prôner une condamnation s'appliquant en dehors de la terre de l'Islam ».

● A Beyrouth, le guide spirituel des intégristes pro-iraniens au Liban, le cheikh Mohamad Hussein Fadlallah, a affirmé jeudi que l'Occident avait réagi de manière « impulsive » dans l'affaire Rushdie, ce qui a « profité » selon la loi, au courant radical en Iran. Il a souligné que « si l'Occident avait réagi d'une manière raisonnable et mesurée, et avait tenté de résoudre cette affaire par le dialogue et par les canaux diplomatiques, l'affaire Rushdie n'aurait pas mené à ces résultats ». Le cheikh Fadlallah, par ailleurs, estime que l'affaire Rushdie allait « compliquer » le problème des otages occidentaux détenus au Liban.

● A Tokyo, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a

déclaré que le Japon avait décidé de ne pas rappeler son ambassadeur à Téhéran, car il considère que son maintien est le meilleur moyen d'obtenir que l'Iran « révoque son appel au meurtre ».

● A Paris, le gouvernement français a rejeté jeudi une note de protestation qui lui avait été adressée par l'Iran après une vive condamnation de l'imam Khomeiny, dimanche dernier, par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, qui avait qualifié le « guide de la révolution » d'« assassin ». M. Fabius a, entre-temps, ajourné une visite au Pakistan prévue pour la fin de mars, officiellement « pour des raisons de calendrier ». Le Pakistan est le pays musulman où les réactions au livre de Salman Rushdie ont été les plus violentes.

D'autre part, plusieurs organisations musulmanes, dont la Mosquée de Paris, la Fédération nationale des musulmans de France, l'Association des étudiants islamiques en France, ont créé un comité de coordination des musulmans de France, qui s'est donné pour mission « de tout mettre en œuvre, par les moyens légaux, dans le cadre des lois de la République, pour éviter la diffusion de l'ouvrage de Salman Rushdie qui offense gravement la foi des musulmans ».

La France souhaite réduire ses importations de pétrole iranien

Le gouvernement français, par l'intermédiaire du ministère de l'Industrie, a recommandé, jeudi 2 mars, aux compagnies pétrolières opérant en France de réduire leurs importations de brut iranien (l'embargo avait été levé le 2 décembre 1988) et de conserver un équilibre de leur approvisionnement. Paris veut éviter de se retrouver en porte à faux dans l'affaire Rushdie et d'avoir à recourir à un nouvel embargo si les achats de brut iranien, souvent bon marché, devenaient trop importants. Au cours du mois de décembre dernier, après la levée de l'embargo, les ventes de l'Iran à la France se sont élevées à 582 687 tonnes et ont représenté 7,3 % des importations.

Le « Keyhan » de Téhéran en français

Pour 20 francs seulement, les Français peuvent, depuis vendredi matin, acheter le numéro « historique » que le grand quotidien d'information du soir *Keyhan* a consacré, le 15 février, sous le titre « Sacrifice contre l'Islam », à la sentence de l'imam condamnant à mort Salman Rushdie. L'idée des organisateurs de cette opération — Kiosque international — qui a déjà à son actif une traduction de la *Pravda*, est de familiariser les Français avec ce qui se fait en matière de presse en Iran. Il est dommage, cependant, qu'ils n'aient pas choisi de traduire un des nombreux journaux d'opinion — *Risalat*, *Abrar* ou *Jomhourieh Eslami* — qui reflètent mieux que *Keyhan*, contrôlé par le ministre de l'orientation, la diversité des opinions divergentes qui caractérisent la presse iranienne.

Asie

VIETNAM

Retour de soixante-quinze « boat people »

Hanoï (AFP). — Le premier groupe de Vietnamiens réfugiés à Hongkong est arrivé, jeudi 2 mars, à Hanoï dans le cadre de l'accord anglo-vietnamien sur le rapatriement volontaire des « boat people ». Ces soixante-quinze personnes, en grande majorité des hommes jeunes, arrivés à bord d'un Boeing-737 de la compagnie de Hongkong Dragon Air, étaient accompagnés par des responsables du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Elles ont été conduites vers un centre d'accueil provisoire proche de l'aéroport pour remplir des formalités administratives et passer des examens médicaux, sans pouvoir rencontrer leurs familles menacées à l'aéroport depuis plusieurs heures.

Ce premier retour de réfugiés fait suite à l'accord signé à Londres en octobre aux termes duquel le Vietnam s'est engagé à accueillir les Vietnamiens actuellement à Hongkong et désireux de regagner leur pays. Le groupe, qui devait comprendre quatre-vingt-une personnes, a été réduit à soixante-quinze en raison de déficiences de dernière minute, a-t-on précisé au HCR. Tous sont originaires du Nord du pays. Les autorités de Hanoï se sont engagées à ne pas exacerber de représailles contre ces Vietnamiens « en dépit du fait qu'ils ont violé la loi ».

Le HCR, qui dispose de contributions financières de plusieurs pays occidentaux, doit aider à la réinsertion de ces réfugiés, notamment en leur fournissant des vivres. Quelques vingt-six mille « boat people » vietnamiens sont actuellement dans des camps à Hongkong.

MALAISIE

Le sultan de Perak monte sur le trône

BANGKOK
correspondance

Les souverains de neuf des treize Etats de Malaisie, réunis à Kuala Lumpur, ont élu, jeudi 2 mars, le sultan de l'Etat de Perak, Azlan Muhiuddin Shah, âgé de soixante ans, comme roi, une fonction qu'il occupera à son tour pendant cinq ans. L'Etat de Perak était le seul à n'avoir pas encore occupé le trône.

La personnalité du nouveau roi et l'évolution récente de la vie politique malaisienne donnent à cette élection une signification particulière.

Le premier ministre Mahathir, qui, à la différence de ses prédécesseurs, n'était pas issu d'une famille princière, s'était heurté aux sultans à l'occasion d'un débat ouvert en 1983 sur l'étendue des pouvoirs constitutionnels du roi. Le compromis adopté à l'époque permit au roi de renvoyer un projet de loi devant le Parlement pour une éventuelle révision. Mais, si les députés persistent, la loi est adoptée avec ou sans la signature royale.

Les tensions nées à l'occasion de ce débat avaient éloigné encore un peu plus le souverain régnant, le sultan Mahmud Iskandar, de l'Etat de Johore, du docteur Mahathir. Mais, ces deux dernières années, on a assisté à un rapprochement entre ces deux hommes au tempérament vif, également peu enclins au compromis. Dans la grave querelle qui, en 1987-1988, opposa le premier ministre au pouvoir judiciaire, le roi prit fait et cause pour le chef du gouvernement et avait démis de ses fonctions le lord président de la Cour suprême, Tun Salleh.

Or le nouveau souverain, à la forme personnelle modeste, est un

juriste de réputation internationale, qui fut lui-même président de la Cour suprême en 1982. Intellectuel et sportif, ouvert sur le monde moderne, il entretient dans son Etat d'excellents rapports avec les minorités chinoise et indienne. L'un des plus respectés parmi les sultans, il devrait contribuer à apaiser les tensions raciales qui, depuis l'indépendance, pèsent sur l'unité d'une fédération par ailleurs prospère et bien gérée.

JACQUES BEKAERT.

Proche-Orient

Selon Jérusalem

Le commando palestinien intercepté au Liban sud préparait une prise d'otages

Le commandant de la région nord d'Israël, le général Yossi Peled, a accusé le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatme d'avoir tenté une « opération terroriste à vaste échelle » contre Israël, à la suite de l'interception, jeudi 2 mars au Liban sud, d'un commando de cette organisation par l'armée israélienne.

Le général Peled a confirmé que quatre membres d'un commando du FDLP avaient été tués, jeudi 2

l'aube, au cours d'un accrochage avec une patrouille israélienne dans la « zone de sécurité » établie par l'Etat hébreu au Liban sud.

Il a précisé que des tracts saisis sur les corps des victimes soulignaient la détermination du FDLP de poursuivre la « lutte armée » dans le cadre des résolutions du Conseil national palestinien (Parlement en exil) tenu à Alger en novembre 1988.

De source proche du commandement militaire dans le nord d'Israël,

on estime que les membres du commando préparaient une « prise d'otages ». On précise de même source que les cinq combattants du FDLP se sont heurtés à l'aube à des parachutistes israéliens à quelques kilomètres de la frontière, près de la localité de Zayit, située à 25 kilomètres de la côte méditerranéenne.

Quatre membres du commando ont été tués alors que le cinquième réussissait à s'enfuir. L'armée israélienne ne signale ni tués ni blessés dans ses rangs et ne fait pas état de dommages matériels.

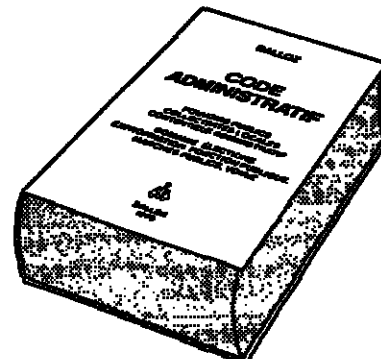
Trois membres d'un commando du FDLP avaient été abattus le 23 février dernier lors d'une précédente tentative d'infiltration dans le même secteur par des miliciens pro-iraniens de l'Armée du Liban sud (ALS). — (AFP)

Les Etats-Unis pensent que les Libyens sont en train de reconvertir l'usine de Rabta

Selon le *New York Times*, qui cite des responsables de l'administration américaine, la Libye est en train de réconvertir son usine de Rabta, originellement prévue pour fabriquer des gaz toxiques en usine de produits pharmaceutiques.

Le colonel Kadhafi a toujours affirmé que l'usine de Rabta était destinée à produire des substances pharmaceutiques, alors que les responsables américains assurent que sa vraie vocation était la fabrication de gaz toxiques. Toujours selon les responsables américains cités par le *New York Times*, la fabrique de Rabta a déjà produit des petites quantités de gaz mortels.

Les codes Dalloz ne cessent de grandir : régulièrement mis à jour, enrichis des annotations de jurisprudence et complétés de bibliographies, toujours accessibles grâce à de nombreuses tables. Code administratif 1989.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

Versets sataniques

Si les dieux existaient...

par 1222

Les Versets sataniques de Salman Rushdie ont provoqué une grande polémique. L'ouvrage, paru en 1988, est considéré comme une œuvre satirique et blasphématoire. Il a été condamné à mort par l'imam Khomeiny en Iran. L'auteur, Salman Rushdie, a dû fuir son pays et se réfugier en Grande-Bretagne. Le livre a été traduit en plusieurs langues, dont le français. Il a suscité de nombreuses réactions, tant positives que négatives. Certains y voient une œuvre d'art, d'autres une insulte à la religion musulmane. Le débat sur la liberté d'expression et le respect des religions reste ouvert.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, M. _____, déclare avoir lu et approuvé le présent bulletin d'abonnement. Je m'engage à verser la somme de _____ francs par an, à l'adresse suivante : _____.

Signature : _____

Date : _____

Europe

POLOGNE : en dépit de « divergences et difficultés »

Le pouvoir veut accélérer la conclusion des accords avec l'opposition

VARSOVIE
de notre correspondante

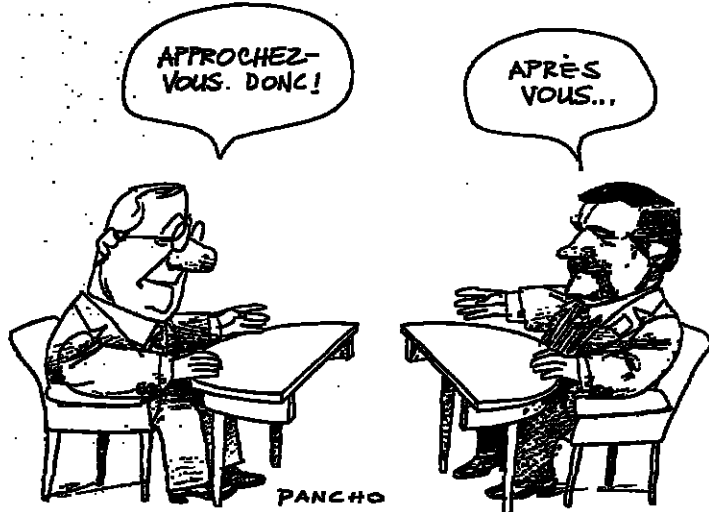
« Le gouvernement est allé aussi loin que possible, nous aussi. Malheureusement, nous ne nous sommes pas rencontrés », disait Jacek Kuron, l'un des chefs de l'opposition. Il y a quelques jours, après trois semaines de négociations à la table ronde. Les deux parties ont donc cherché, jeudi 2 mars, à donner un nouvel élan aux pourparlers afin de les faire aboutir rapidement. Y sont-elles parvenues ? La lecture du communiqué adopté par Lech Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, au terme de plusieurs heures de discussions à huis-clos au palais de Magdalena, en dehors de Varsovie, n'est guère convaincante.

Les deux hommes indiquent qu'ils ont passé en revue les « rapprochements », ainsi que les « divergences et difficultés » constatées depuis l'ouverture de la table ronde, le 6 février. MM. Walesa et Kiszczak s'adresseront donc aux participants à la table ronde pour leur faire accélérer les travaux en commission de manière à ce qu'une seconde séance plénière puisse se tenir dans la deuxième quinzaine de mars. C'est alors que pourra commencer « le processus d'entrée en vigueur des accords conclus à l'issue du dialogue ».

Résumant cette journée à sa manière en début de soirée sur les marches de l'épiscopat, M. Walesa a expliqué qu'on avait essayé d'« éliminer les obstacles politiques. Est-ce qu'on y a réussi ? Un peu oui, un peu non ».

En réalité, les deux côtés sont d'accord sur l'essentiel puisqu'ils étaient déjà officiellement avant d'entamer les pourparlers de la table ronde. L'essentiel, c'est le principe de la légalisation de la participation de l'opposition au système politique, à commencer par des élections parlementaires anticipées, et les désaccords rencontrés sur les modalités de ce schéma suffisent à faire traîner les travaux.

A vrai dire, les dirigeants de Solidarité ne sont pas à une semaine près... Le pouvoir, en revanche, l'est car c'est lui qui tient à organiser des élections anticipées avant les



vacances d'été. Or, pour organiser ces élections dans les conditions imaginées, avec la participation de l'opposition, il faut élaborer une nouvelle loi électorale et faire adopter la nouvelle loi sur les associations, qui fournira une existence juridique à l'opposition. Tout cela prend du temps, d'autant plus que la Constitution prévoit des délais à respecter entre la convocation et la tenue du scrutin. Bref, le temps presse.

Pourquoi le pouvoir tient-il tant à des élections anticipées, alors qu'il pourrait attendre l'automne ? Pour M. Mikolaj Kozakiewicz, député et membre de la direction du Parti paysan, considéré comme un satellite du PC, l'explication est simple : « Le pouvoir s'attend à une nouvelle dégradation économique et il craint que, cet automne, personne n'aille voter ».

L'urgence des élections

M. Ryszard Wojna, député du POUP et esprit ouvert, explique que le gouvernement attend de la table ronde un « effet de soulagement psychologique » qui « décrisperait » la population. Dans la foulée, « il nous faut au plus vite un nouveau Parlement avec la participation de l'opposition ». Psychologiquement,

en effet, celle-ci est déjà associée à la vie publique et supporte mal que des décisions comme le vote, la semaine dernière, de pouvoirs spéciaux au premier ministre pour l'application de la réforme économique soient prises dans son dos alors qu'elle est en train de négocier.

La démocratie par étapes ?

Il est donc impératif que tout cela rentre dans l'ordre du bel ordonnance prévu pour le futur Parlement : 60 % des 460 sièges seront détenus par la coalition POUP-Parti paysan-Alliance démocratique (la répartition des sièges entre ces trois formations restant à définir) et 40 % seront réservés à l'opposition.

Mais c'est là que le bât blesse. Tout le monde, certes, convient que des élections libres ne sont pas encore possibles. « Des élections libres aujourd'hui risqueraient d'entraîner la déstabilisation des ministères du pouvoir, ce qui, dans cette partie de l'Europe, serait catastrophique », estime M. Kozakiewicz, car, selon lui, le pouvoir, qui dispose d'un excellent institut de sondage, sait parfaitement à quoi s'en tenir : « L'effet de soulagement du soutien de 10 % à 17 % de la population adulte et de 3 % à 4 % des jeunes ».

D'autre part, l'opposition n'est ni préparée ni intéressée à prendre le

pouvoir dans un tel marasme économique. Le maître-mot est donc « autolimitation » des appétits. La population, elle, comprend moins bien : « Quand on dit qu'il faut aller vers des élections démocratiques par étapes, ça me fait penser à la blague du pays qui veut introduire la conduite à gauche, mais progressivement... Demain, on commence par les poids lourds », ironise un jeune Polonais. Le système de scrutin est donc actuellement le principal point de division entre le pouvoir et l'opposition, le premier refusant toute confrontation entre ses candidats et ceux de l'opposition et l'autre exigeant qu'au moins un minimum de députés soient élus à l'issue d'une compétition démocratique.

Autre point de friction notable : l'accès de l'opposition à la radio-télévision avec des garanties pour l'avenir. Solidarité a obtenu le principe d'une allocation de papier pour des organes de presse légaux, et un compromis se dessine sur l'assouplissement de la censure. Mais la question de l'accès aux masses médias est capitale. « En sept ans, expliquait mercredi à la télévision Bogdan Lis, l'un des héros de la clandestinité, je suis apparu trois fois à la télé : à mon arrestation, à mon passage au tribunal et quand j'ai signé ma caution. C'est ça l'accès de Solidarité à la télévision ? ».

Les principaux acquis de la table ronde jusqu'ici portent donc sur la légalisation de Solidarité et de Solidarité rurale, et sur la création de commissions intersyndicales dans les entreprises. Par ailleurs, les discussions sur la réforme des tribunaux ont relativement bien progressé. Mais des conflits subsistent sur le statut de la nomenclature du parti, sur plusieurs points économiques, sur les revendications des mineurs et sur celles de la jeunesse.

Indifférentes aux séances d'apprentissage de la démocratie à la table ronde, la population et la jeunesse s'impacientent devant la détérioration des conditions de vie. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mars, on a enregistré 1 250 conflits sociaux et 268 grèves. Ce que le général Jaruzelski appelle « le festival grèves-protestations » a déjà commencé.

SYLVIE KAUFFMANN.

Arrestations en Yougoslavie

La peur au Kosovo

(Suite de la première page.)

Un peu plus tôt dans la journée du 2 mars, les autorités yougoslaves avaient annoncé l'arrestation de trois personnes : M. Azem Vllasi, ancien chef du Parti communiste du Kosovo, et les deux directeurs de la mine de Trepcia, MM. Aziz Abrasi et Burhan Kavaja, paralysés la semaine dernière par une grève « politique » de plusieurs centaines d'ouvriers. C'est bien entendu à ces arrestations que l'officier des forces anti-émeutes se référait pour annoncer fièrement aux journalistes que tout était désormais « terminé au Kosovo ». Accusé d'être l'organisateur en chef des troubles « contre-révolutionnaires » qui se produisent depuis quelques mois dans la région, M. Azem Vllasi, quarante et un ans, de souche albanaise comme le sont 90 % des deux millions d'habitants du Kosovo, est censé avoir non seulement encouragé mais incité à la

grève générale de la semaine dernière dans la région.

Le mouvement a abouti à la démission de trois dirigeants communistes locaux réputés opposés aux autochtones albanais. Surtout, d'après la thèse officielle, cette grève devait être le prélude à un soulèvement armé de la population, suivi d'une sécession pure et simple de la province. Bref, il y aurait eu « complot », la direction du Parti communiste serbe — dont dépend le Kosovo — en est certaine, et elle a pris les mesures qui selon elle s'imposaient pour le décapiter. Ici, on appelle cela une « épuración », et tant pis si au passage c'est un homme qui fut protégé par Tito lui-même qui se trouve en cellule. L'essentiel est de montrer à la face du monde que « s'ils ne sont pas incités », au désordre, les Albanais du Kosovo n'ont finalement pas plus à se plaindre du système que les autres populations.

Lorsque M. Vllasi fut limogé de ses fonctions en novembre dernier avec M. Jasari, ex-président du comité central de la région, près de cent mille personnes leur avaient bruyamment manifesté leur soutien dans la rue. Jeudi soir, rien de tel ne s'est produit après les arrestations, et Pristina, noyée sous un crachin froid, paraissait presque indifférente. Pas de manifestations, aucun mouvement d'humeur perceptible. Se peut-il qu'une ville de 200 000 habitants présentée à Belgrade comme un virgule repaire de « séparatistes chauvins et contre-révolutionnaires » réagisse si peu à la mise à l'ombre de l'un de ses prétendus leaders ?

« Écoutez, s'écrit un jeune metteur en scène albanais local, d'abord Vllasi n'est pas notre leader. Nous n'en avons pas. Ensuite, même ceux qui souhaitaient manifester pour lui ne le peuvent pas puisque, depuis l'instauration de l'état d'exception il y a deux jours sur tout le Kosovo, tout rassemblement est interdit, même les grèves. Nous sommes censés par les tanks, enfin, croyez-moi, les protestations vont reprendre, demain, dans une

semaine ou dans un mois, mais nous redescendrons dans la rue pour nous faire entendre ».

Jour « J » moins vingt-deux. En principe c'est le 25 mars que les autorités du Kosovo devront dire si elles acceptent ou non la révision constitutionnelle votée à Belgrade et aux termes de laquelle le Kosovo sera un peu moins autonome qu'il ne l'est aujourd'hui. Dans les cafés enfumés de Pristina, on ne parle que de ça. A voix basse le plus souvent, et il faut plusieurs verres de ce petit vin blanc du cru pour que les langues se délient un peu devant l'étranger. Pour une partie de l'opinion locale, l'épuration en cours vise essentiellement à mettre en place à la direction du parti « des Serbes ou des vendus albanais qui accepteront sans rechigner de brader nos droits communautaires ». Mais rien n'est simple.

Polémique avec Tirana

La direction collégiale de l'Etat s'est réunie de nouveau jeudi 2 mars à Belgrade, rapporte notre correspondant dans la capitale yougoslave, Paul Yankovitch. Elle a constaté que les « mesures de stabilisation » décidées par le régime sont « appliquées » et qu'elles ont donné jusqu'à présent « les premiers résultats encourageants ». Les responsables yougoslaves ont appelé les habitants du Kosovo à se consacrer « à leurs tâches quotidiennes » tant dans les établissements scolaires et universitaires que dans les entreprises. Les fauteurs de troubles seront défrétés devant la justice militaire.

Jeudi, l'Albanie a rejeté « catégoriquement » les accusations yougoslaves selon lesquelles les services secrets de Tirana seraient impliqués dans les derniers événements du Kosovo. Selon un communiqué du ministère albanais des affaires étrangères, Belgrade « falsifie les faits (...) en qualifiant de contre-révolution les justes aspirations des Albanais de Yougoslavie à sauvegarder l'autonomie du Kosovo et à défendre leur histoire, leur langue et leur culture ».

URSS

Une revue officielle de Moscou publie un texte de Soljenitsyne

MOSCOU
de notre correspondant

Avant, tout était simple. Si un auteur interdit était soudainement publié par une revue, cela voulait dire qu'une décision avait été prise en haut lieu et que l'indiscutable d'hier était désormais persona grata. C'était simple, mais cela ne l'est plus. Le Vingtième Siècle et la Paix, organe officiel de l'archi-officiel Comité de la paix, vient de publier l'un des plus fameux textes de Soljenitsyne. Ne pas vivre dans le mensonge.

Tournant au Kremlin ? Nouvelle impulsion donnée à la libéralisation ? Pas du tout. A ce jour du moins le comité central n'a aucunement décidé que les Soviétiques pourraient bientôt lire l'Archipel du goulag. Il se trouve seulement qu'un comité de rédaction, quelques journalistes ne bénéficiant pas même en l'occurrence d'un renom particulier, ont pris sur eux de braver un interdit. Et cette décision de quelques individus est en fait bien plus significative que la n'aurait été un tournant à la commission idéologique du comité central. Le tournant officiel. Cela aurait évidemment été capital, mais cela serait resté une décision du sommet. Une manifestation d'un pouvoir toujours sans partage.

Le contrôle de l'autocensure

Il s'agit au contraire là de la manifestation d'une évolution beaucoup plus profonde, fondamentale, générale : le recul de la peur. Car ce qui empêche, en système totalitaire, de se comporter en homme libre, ce n'est pas tant la crainte de la répression et l'absence de tout ; ce n'est pas tant la force du contrôle qui empêche les rédactions de publier ce qu'elles souhaitent publier que l'intériorisation de l'interdit. On sait qu'il ne faut pas, donc on ne fait pas, et cela est si évident que l'autocensure des rédacteurs et des journalistes en chef est devenue depuis longtemps le meilleur des contrôles exercés sur les publications.

Or cette peur est en passe de devenir un souvenir. Début novembre, juste après qu'il eût été interdit à Novy Mir de publier des lettres de Soljenitsyne, un petit quotidien de Kiev, organe du syndicat local des chemins de fer, avait osé demander quelque autorisation que ce soit

et publié ce même Ne pas vivre dans le mensonge.

C'était Kiev et un organe d'union syndicale, mais c'est maintenant Moscou et l'organe du Comité de la paix, qui ne cesse, de mois en mois, et malgré l'irritation croissante des autorités, de briser des tabous, organisant par exemple avant Noël une « table ronde » sur les dangers des coups d'Etat militaires. On s'en était écroulé d'indignation au ministère de la défense.

Briser les tabous

Beaucoup pensent à Moscou que le jour du Vingtième Siècle et la Paix sont comptés, mais le fait est que les « mesures administratives » n'ont plus très bonne presse en URSS et qu'un tabou a été brisé. « Face à eux, nous sommes impuissants », [mais], en fait, nous pouvons tout. Nous nous mentons à nous-mêmes pour nous rassurer, lit-on sous la plume de Soljenitsyne dans une revue soviétique. Ce n'est pas « eux » qui sont responsables de tout, mais nous, nous seuls ! [Car] la violence n'a que le mensonge pour se voiler et le mensonge ne peut se maintenir que par la violence [...]. Nous pouvons au moins refuser de dire ce que nous ne pensons pas [et] ne jamais soutenir consciemment le mensonge ».

Commentaire de la revue : « Cet appel a-t-il été entendu ? N'est-ce pas finalement les sceptiques (...) qui ont eu raison ? » « Mais, demandons-nous, poursuit-elle, ces changements qui ont commencé dans notre pays auraient-ils été possibles si, dans notre société, dans toutes ses couches, n'avaient pas mûri un mépris général, un dégoût pour tout ce qui personnifiait le mal, et pour ses pauvres serviteurs qui royaient le pays sous la démagogie et la violence ? N'a-t-il pas joué un rôle, le comportement de ceux — même peu nombreux, mais en fait bien plus nombreux qu'on ne le pense — que la lettre-appel de Soljenitsyne avait conduits à changer de vie ? ».

Horizon, une revue de Moscou qui avait demandé l'autorisation de publier un texte de l'écrivain Lydie Tchoukovskaïa consacré à l'organisation au début des années 70 de la « colère du peuple » contre Soljenitsyne, vient de se voir opposer un refus. Contrairement au Vingtième siècle et la Paix, Horizon avait demandé.

BERNARD GUETTA.

Deux candidats par siège dans un millier de circonscriptions

Moscou. — Le vice-président de la commission électorale, M. Dmitri Golovko, a fait, mercredi 1^{er} mars, le point de la campagne en vue des élections législatives qui doivent avoir lieu le 26 mars en URSS. Il a notamment indiqué que pour un millier de circonscriptions le nombre moyen de candidats par siège était de deux. Mais dans un district sur quatre, un seul candidat se présentera devant les électeurs. Plus de 80 % des candidats sont membres du Parti communiste.

M. Golovko a admis que la loi électorale présentait quelques « formulations imprécises » et que la commission électorale se pencherait

sur ces questions après les élections pour présenter ses conclusions aux autorités du pays.

En réponse à une question, M. Golovko, après avoir consulté un bref moment la loi électorale, a expliqué que si un candidat n'obtient pas plus de la moitié des suffrages, un deuxième tour était prévu qui ne pourrait avoir lieu plus de quinze jours après le premier tour.

En ce qui concerne les résultats des élections, ils seront publiés dans un délai de dix jours. Pour Moscou, les résultats seront connus dans un délai de deux à trois jours. — (AFP.)

EN BREF

● RFA : la fille d'Albert Speer, vice-présidente du Parlement de Berlin-Ouest. — La fille d'Albert Speer, ministre de l'armement d'Adolf Hitler, a été élue, jeudi 2 mars, à la vice-présidence de la nouvelle Chambre des députés de Berlin-Ouest, sous les couleurs des alternatifs. M^{me} Hilde Schramm, cinquante-deux ans, est la première députée de la gauche alternative écologiste (AL) à être élue à la vice-présidence du Parlement de Berlin-Ouest. — (AFP.)

● GRÈCE : grève générale de vingt-quatre heures. — Les transports ferroviaires, aériens et maritimes ont été pratiquement paralysés jeudi 2 mars, en Grèce, par une grève générale de vingt-quatre heures, organisée à l'appel de la Confédération générale des travailleurs grecs (CGTG). Près de deux millions de salariés ont participé au mouvement, qui a également perturbé les services de santé, les télécommunications et la Compagnie nationale d'électricité.

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite ! Plus vite, moins cher !

la griffe du lion

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

مكذبا من الأصل

Amériques

VENEZUELA : après les émeutes qui ont fait trois cents morts

Les collines de la misère

(Suite de la première page.)

Les autorités, qui n'ont toujours pas publié de bilan officiel, admettent que le nombre des morts dépasse la centaine. La morgue centrale de Bello Monte et les hôpitaux sont débordés. Les stations de radio sont assaillies d'appels angoissés de familles à la recherche de disparus. Depuis l'instauration du couvre-feu et la suspension des garanties constitutionnelles, mardi, plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées. Si de vives réactions au plan d'austérité de la mi-février étaient attendues, la violence de l'explosion a surpris tout le monde, à commencer par le président Pérez, qui pensait pouvoir profiter de l'état de grâce post-électorale pour faire avaler l'amère potion. « On avait oublié que Caracas était une bombe à retardement. Le contraste est trop brutal entre la richesse des privilégiés et la misère des barrios, qui encerclent la ville », nous explique Luis Orlando Balza, un jeune économiste. Du fait de sa configuration géographique, Caracas est, en effet, l'une des villes latino-américaines où l'opposition entre les nantis et les démunis est la plus saisissante. Des collines couvertes de masures misérables surplombent d'arrogantes tours de béton truffées de boutiques au luxe ostentatoire. Il a suffi d'une étincelle pour que la poudrière explose : les laissés-pour-compte ont fait brutalement irruption dans les temples de la consommation.

José Sanchez, né en Colombie, depuis quinze ans chauffeur de taxi à Caracas, raconte : « Tout a commencé par une petite manifestation contre la hausse des prix des transports et de l'essence. Elle a très vite dégénéré, et les gens se sont mis à piller les commerces... Les magasins d'électroménager ont leur rideau de fer entré ; les nombreuses petites épiceries de quartier n'ont pas davantage été épargnées. Des milliers de petits commerçants, souvent d'origine portugaise, sont ruinés. Le président de la Fédération des chefs d'entreprise (FEDECAMARAS), M. Hugo Fonseca Biso, estime que le montant des dommages subis par les commerçants dépasse 500 millions de bolívares (plus de 80 millions de francs), et que près de vingt mille personnes ont perdu leur emploi ou leur gagne-pain du fait des saques.

Le bâton et la carotte

Les quelques commerces qui ont échappé au pillage ont entrouvert leurs portes jeudi. Protégés par des militaires le doigt sur la détente, la plupart gardaient leur rideau de fer à demi baissé et ne laissaient pénétrer les clients qu'au compte-gouttes. Tôt le matin, de longues queues se sont formées devant les supermarchés, les boulangeries et les banques. Pour tenter de mettre fin à la pénurie de produits de première nécessité, le gouvernement a acheminé vers la capitale 7 millions d'œufs et plusieurs tonnes de viande de porc et de bœuf ainsi que des légumes. Le métro circulait à nouveau jeudi ; mais la plupart des autobus, dont plusieurs ont été incendiés au cours des émeutes, n'ont pas réapparu.

Afin de briser la « normalisation » — c'est le maître-mot des commentateurs de télévision — le gouvernement manie la carotte et le bâton. Depuis l'instauration du couvre-feu, la répression s'est durcie. Selon plusieurs témoignages, les opérations de nettoyage et les perquisitions menées par l'armée, depuis vingt-quatre heures dans les quartiers populaires sont d'une grande brutalité. La mort d'un capitaine, tué par des franc-tireurs, dans le quartier El Valle, au sud-est de la capitale, et les blessures reçues par deux colonels et plusieurs hommes de troupe paraissent avoir excité des soldats fatigués et qui avaient été nettement débordés au début des troubles.

Au cours des dernières heures, quatorze bataillons ont été transportés par avion de province vers la capitale, où plus de dix mille soldats sont désormais mobilisés. Des milices constituées par les résidents de certains quartiers pour se protéger des pillards ajoutent parfois à la confusion. Appelant à la télévision, la population à collaborer avec l'armée, le ministre de la défense, le général Italo del Valle Alliegro, a insisté sur le caractère « structurellement démocratique » de l'institution militaire. Le président de la République a repris à son compte,

jeudi, la thèse du complot « subversif » exploitant la colère des « secteurs marginaux » de Caracas.

Il a annoncé que l'armée et la police enquêtaient à ce sujet et que les coupables seraient « sévèrement châtiés ». Les immigrants, nombreux à Caracas — on estime ainsi à huit cent mille le nombre des Colombiens — sont également montrés du doigt par les autorités. Des marchandises volées ont été retrouvées lors de perquisitions dans des maisons où résident certains d'entre eux, et M. Carlos Andres Perez a menacé d'expulsion immédiate tout étranger coupable d'infractions.

Maniant aussi la carotte, le gouvernement a annoncé une hausse immédiate de 2000 bolívares (environ 350 francs) des salaires les plus bas, et la création d'une grille de réajustement pour les salaires supérieurs. Les prix des articles considérés comme essentiels dans le panier de la ménagère ont été gelés, de même que ceux des médicaments les plus courants, et aussi les tarifs des transports. Pour lutter contre la spéculation et l'accaparement des produits alimentaires, les autorités ont annoncé le renforcement de la protection des consommateurs. Un nouveau Conseil national contre la pauvreté va se pencher sur le sort des plus déshérités.

« Au mieux des palliatifs »

M. Cesar Ojarte, secrétaire général de la Confédération des travailleurs vénézuéliens (CTV), a accueilli ces mesures avec une satisfaction modérée : « Il s'agit au mieux, dit-il, de palliatifs face à l'augmentation du coût de la vie résultant du train de mesures économiques du gouvernement. » Pour ce leader, comme pour les responsables de toutes les institutions qui compte le pays, la tâche prioritaire est « le retour à la normale ». « Nous demandons aux ouvriers de reprendre le travail. Nous sommes pour les revendications, à condition qu'elles s'expriment par les voies légales. » Une chose est sûre : le président n'a pas l'intention de renoncer au plan économique qui a mis le feu aux poudres. « Nous devons mettre en œuvre ces mesures pour sortir le Venezuela de cette insécurité économique et de cette illusion dans laquelle nous vivons », a-t-il déclaré jeudi. C'est son engagement, et je le ferai. Mais, a-t-il ajouté, « il faut aussi que les grands pays industrialisés se décident enfin à discuter des formules rationnelles et décentes afin que l'Amérique latine puisse, tout en respectant ses engagements en matière de dette extérieure, faire face à des situations sociales aussi graves que celle qui a provoqué l'explosion des quartiers marginalisés de Caracas ».

JEAN-MICHEL CARROT.

CHILI

La justice militaire en accusation

SANTIAGO de notre correspondant

Pour la première fois depuis le coup d'Etat de 1973, la Cour suprême chilienne s'en est prise à la justice militaire : à l'occasion de l'inauguration de l'année judiciaire, le 1^{er} mars, le président de cette institution, M. Luis Maldonado, a déclaré que « les tribunaux militaires jugent plus de civils que de militaires (80 % et 20 % respectivement) ». Selon le magistrat, cette situation « porte gravement atteinte aux garanties judiciaires des incriminés, car ces garanties sont peu respectées » devant ces instances. Le président de la Cour suprême propose l'adoption d'une norme constitutionnelle interdisant l'application de la juridiction militaire aux civils.

Même si elle est décalée bien tardivement, la flèche du pouvoir judiciaire fait mouche, et l'opposition, tout comme les organismes humanitaires, réagissent favorablement aux propos de M. Maldonado. Car la justice militaire est depuis longtemps sur la sellette en raison de sa procédure expéditive et des moyens qu'elle met en œuvre pour obtenir les aveux des détenus.

Une « scandaleuse clemence »

Après l'attentat manqué contre le général Pinochet, en septembre 1982, une commission d'enquête, dirigée par le colonel Torres, a été

Un premier accord, signé mardi 28 février, avec le Fonds monétaire international, a permis au Venezuela de bénéficier d'un crédit de trois cent quarante millions de dollars de tirages spéciaux (1) et, surtout, de reprendre dans de meilleures conditions, le lendemain à New York, les discussions avec les banques sur le rééchelonnement de la dette. Des discussions à l'image de la crise vénézuélienne, explosive.

Deux jours d'émeutes au Venezuela ont transformé en cauchemar le « grand tournant » économique annoncé à la mi-février par le président Carlos Andres Perez. Le dessein du chef de l'Etat, arrivé au pouvoir le 2 février, était clair. Jouer de son charisme et s'appuyer sur les armées de ses prédécesseurs pour faire admettre qu'en dehors d'une cure d'assainissement draconienne les Vénézuéliens seraient condamnés à s'enfoncer dans la crise.

Le risque d'une telle approche semblait calculé. Certes, Caracas acceptait d'en passer par la thérapie du Fonds monétaire international (FMI), un recours jugé impensable il y a peu et rappelant de très vieux souvenirs. Il faut remonter au début des années 60 pour retrouver un accord avec le FMI. Mais les nouveaux dirigeants avaient pu compter avec le soutien d'une majorité de la classe politique, persuadée, parfois à contre-cœur, de l'urgence d'une opération vérité. Le verdict de la rue a dépassé les craintes des plus pessimistes. Il donne un caractère dramatique à une situation qui n'a cessé de se dégrader au fil des ans.

Comme bien d'autres pays latino-américains, le Venezuela a vu le piège de la dette se refermer. Au moment du premier choc pétrolier, en 1974, l'endettement extérieur représentait 1,5 milliard de dollars.

Le mirage de l'or noir a entraîné une gestion économique facile, la multiplication des investissements et le recours massif à l'emprunt. Au lendemain de la seconde flambée du pétrole, en 1981, Caracas avait engrangé 321 milliards de dettes, dans l'euphorie générale sur l'avenir de ce pays pétrolier stable et disposant d'une main-d'œuvre qualifiée.

La fuite en avant

La flambée des taux d'intérêt alourdissait à vive allure les remboursements, alors qu'à compter de 1985, la chute des cours du pétrole réduisait dangereusement les

recettes. Et contrairement aux Etats plus durement touchés par la crise comme le Mexique, le Venezuela ne réagissait que lentement. Aujourd'hui encore, 81 % de ses recettes à l'exportation dépendent des caprices des cours de l'or noir.

Décidés tardivement, les efforts de diversification de l'économie ont été encore timides. Les dévaluations du bolívar n'ont pas permis de rétablir la compétitivité alors même que les investissements baissaient et que les banques étrangères commençaient à boudier ce fleuron de l'Amérique latine.

Une politique de fuite en avant aggravée, en 1982, par les largesses gouvernementales, traditionnelles en période électorale. Durant le dernier trimestre, les importations jusqu'alors soigneusement contrôlées pour économiser les réserves en devises ont fait un bond pour atteindre 2 milliards de dollars. Les biens de consommation affluent pour limiter les pénuries. Lorsque M. Perez entame son mandat, il se trouve confronté à une situation intenable. L'inflation, phénomène inhabituel au Venezuela, dérape et atteint quelque 35 % en rythme annuel. Fiers de disposer d'un des plus hauts revenus par habitant de la région, près de 2 500 dollars, un succès même s'il est très inégalement respecté, les Vénézuéliens n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de vie de 1980. La machine économique se grippe : pour la première fois depuis dix ans, le pays enregistre un déficit de l'ordre de 500 millions de dollars de son commerce extérieur. Le poids du service de la dette creuse à 4,4 milliards celui de la balance des comptes courants.

Etranglé par un endettement évalué à 35 milliards de dollars fin 1982 et par des remboursements totalisant 5 milliards de dollars en 1983, le pays apprend avec stupeur, lors du dernier message de fin d'année

du président sortant, Jaime Lusinchi, qu'il bascule pour la première fois parmi les mauvais payeurs. Le remboursement sur le principal de la dette auprès des banques, qui, avec quelque 28 milliards de dollars, représentent l'écrasante majorité des créanciers de Caracas, est suspendu à compter du 27 janvier. Quelques jours avant l'arrivée du président Perez.

Depuis lors, les décisions s'accroissent. Sans toutes entrer en application. Le vaste plan de redressement annoncé le 17 février dernier tient compte des modifications traditionnelles du FMI : réduction du déficit budgétaire qui représentait, fin 1982, 8 % du produit intérieur brut ; désengagement progressif de l'Etat ; privatisation ; promotion de la production et des exportations non pétrolières, unification du système de change. Curieusement, depuis lors, ce dernier point n'est pas entré dans les faits. Rare exemple d'un gouvernement annonçant une dévaluation sans la mettre en pratique, au risque de déclencher la spéculation.

Flambée inflationniste

Ce flottement est compréhensible. Une opération chirurgicale sur les taux de change se traduira inévitablement par une flambée inflationniste. La revalorisation des salaires, de 30 % incluse dans le plan gouvernemental, n'a pas rassuré les Vénézuéliens en colère. Des mesures monétaires draconiennes effaceraient d'un trait de plume ces compensations. Le gouvernement en est parfaitement conscient. Le FMI et les créanciers de Caracas en mesurent mieux aujourd'hui les conséquences sociales et politiques. L'explosion de violence constituerait-elle un paradoxe alors pour les négociateurs vénézuéliens ? En parti oui, estiment les banquiers

engagés à Caracas. Mais à condition d'accepter l'idée même d'un compromis.

Car si, depuis le 10 février, le comité de coordination des banques retrouve chaque semaine, comme aujourd'hui à New York, les représentants de Caracas, ils ont jusqu'à présent eu la pénible impression de piétiner et de n'avoir pu enclencher les négociations sur le fond. Soucieux de préserver leur présence dans un pays aux ressources et au potentiel flatteurs, les banquiers n'ont pas réussi à réduire des exigences jugées excessives : un crédit-relais de 600 millions de dollars remboursable lors de l'attribution d'une quatrième tranche de crédit du FMI... à la mi-90 au plus tôt ; le rééchelonnement dans des conditions qui restent à préciser de 3,3 milliards de dollars de dettes publiques et sans doute de 1 milliard de dettes privées, venant à échéance en 1989 ; 1,9 milliard de dollars d'argent frais. La pilule est jugée d'écœurement trop amère.

Il s'agirait de marchandages habituels lors de telles discussions si la violence dans les grandes villes du Venezuela n'était venue rappeler l'urgence extrême d'une entente. Si les Vénézuéliens obtiennent du FMI, en plus du crédit annoncé mardi 28 février, un prêt au titre de la facilité dite « élargie », car portant sur trois ans, les négociations pourraient reprendre avec les banques sur une base triennale rassurante pour les créanciers. De tels prêts, même s'ils totalisent comme l'espèrent les Vénézuéliens 4,2 milliards de dollars, impliquent une surveillance rapprochée par le Fonds de la gestion de Caracas. Abouter rapidement à une telle solution tient du défi. Chacun en est persuadé.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) 1 DTS = 1,32 dollar.

FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse
40, Av. George V. Paris
avant fermeture définitive

AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

des plus importants stocks de Paris
Vendredi 3, Samedi 4, Dimanche 5, Lundi 6 Mars, et jours suivants

MANTEAUX				VESTES	
Vison luneraïne	28750	16450		Vison dark	17650 9850
Vison dark Saga	24750	15850		Vison tourmaline	45800 14750
Vison Koh-i-noor	55000	18750		Vison blanc et strass	55000 17250
Vison pastel morceaux	13750	6250		Renard Virginie	18750 6450
Castor Canada	55000	18750		Marmotte	14750 5250
Opossum d'Amérique	9850	5250		Coyote	14850 4650
Renard bleu	24850	11750		Rat d'Amérique	8750 2850
Marmotte Canada	26850	12750		Astrakan beige	8750 1650
Ragondin longs poils	9850	3750		Opossum d'Amérique	5450 2950
Zorinos	4850	1350		Lapin	3500 1450
PELLISSES int. Lapin col vison ou col renard	2850	1450			

à 2 pas des Champs Elysées
Une seule adresse
40, Av. George V. Paris 8^e

G. B.

Deux candidats par siège
un million de descriptions

mandez pas
EUGROT
ou rendu visite!



Amériques

ÉTATS-UNIS : ouverture du débat public au Sénat

L'affaire Tower dégénère

Interminable, et chaque jour un peu plus déplaisante, l'affaire Tower continue à empoisonner l'atmosphère politique à Washington. Jeudi 2 mars, les sénateurs ont entamé leur débat public sur la confirmation, au poste de chef du Pentagone, de celui qui fut leur collègue pendant vingt-six ans, et l'affrontement a été, comme prévu, très âpre.

WASHINGTON
de notre correspondant

C'est le sénateur démocrate Sam Nunn qui a personnellement mené l'offensive contre son prédécesseur à la tête de la commission des forces armées, en soulignant, avec une froide ferocité, les penchants (anciens) de M. Tower pour l'alcool, qui le « disqualifieraient pour être pilote de bombardier stratégique ». L'ancien astronaute John Glenn n'a pas hésité à citer, hors contexte, quelques qualificatifs, parmi les plus désobligeants, à l'égard de M. Tower, qui était censé rester strictement confidentiel. Ce leader républicain du Sénat, M. Robert Dole, a vigoureusement protesté et menacé de le faire expulser...

Des fuites opportunistes divulguées à la presse donnent chaque jour matière à de nou-

velles accusations, souvent sordides. Ainsi le *Washington Post* n'a-t-il pas hésité à publier jeudi à la « une » un article de Bob Woodward fondé sur le témoignage d'un ex-servant accusant M. Tower d'avoir visité une base militaire avec « une bouteille chargée d'alcool » et d'avoir laissé glisser sa main de l'épaule jusqu'à la poitrine d'une femme officier.

Cette croustillante « révélation » a, là aussi, provoqué la fureur des élus républicains, qui ont fait valoir que le soi-disant témoin n'était pas présent lors de la visite en question, et qu'il avait été exclu de l'armée à la suite de troubles psychiatriques. Bref, on ne fait pas dans la dentelle, et même des épisodes rocambolesques mais purement imaginaires, comme celui de la ballerine « venue de l'Est » dansant nue devant M. Tower, ont été évoqués dans l'enceinte du temple de la première démocratie du monde.

Lapidation

Le vieux sénateur républicain — à la retraite — Barry Goldwater, qui fut le pape des conservateurs, a tenté de remettre les choses à leur juste mesure en se demandant qui resterait pour s'occuper des affaires de l'Etat si l'on devait chasser tous ceux qui ont bu quelques verres ou couru

quelques jupons. Il a ajouté à l'adresse des élus que « ceux qui vivent dans une maison de verre ne devraient jamais lancer de pierres ».

Mais, désormais, rien ne semble pouvoir arrêter la « lapidation » publique de M. Tower, pas même le rappel, pour l'instant discret, des propres turpitudes de nombreux sénateurs soudain transformés en parangons de vertu.

Le raidissement de la Maison Blanche, qui a refusé de tenir compte d'un rapport de forces défavorable, a provoqué, par contre-coup, un raidissement chez les démocrates, plus que jamais décidés à gagner cette bataille. Dans l'entourage du président Bush, on se fait de moins en moins d'illusion, d'autant que, malgré les efforts personnels du président, pas un seul sénateur démocrate ne s'est laissé « débaucher » et n'a annoncé son intention de voter en faveur de M. Tower.

Mais, faute de mieux, on espère au moins faire payer aux démocrates leur probable victoire : Si le débat devait dégénérer, a averti un sénateur républicain, M. William Cohen, ce n'est pas John Tower, mais le Sénat qui serait sur le banc des accusés. Le sénateur a au moins tort sur un point : le débat a déjà dégénéré.

JAN KRAUZE.

Diplomatie

Les discussions sur la sécurité en Europe

Vienne : ouverture des négociations sur l'armement classique

Alors que les alliés occidentaux en étaient encore, jeudi 2 mars, à chercher un accord entre eux sur les mesures que proposera l'OTAN la semaine prochaine à Vienne, à l'ouverture des négociations sur les armements classiques, ces négociations donnaient lieu à Moscou à des déclarations apparemment contradictoires.

Le maréchal Akhromiev, l'un des conseillers de Mikhaïl Gorbatchev, a en effet contesté jeudi dans la *Pravda* non seulement les données chiffrées sur les forces en présence avancées par les Occidentaux, mais aussi l'idée, considérée comme fondamentale à l'Ouest, de la supériorité des forces du pacte de Varsovie. L'ancien chef d'état-major soviétique estime notamment que si l'on prend en compte les forces navales (pour l'instant exclues du mandat des négociations de Vienne), « toute l'idée de prépondérance militaire du pacte de Varsovie qui a été élaborée pendant plusieurs décennies est réduite à néant (...) et apparaît comme un mensonge évident ».

Le maréchal Akhromiev reprend ainsi l'idée déjà avancée par le pacte de Varsovie, qu'il existe une « parité approximative » entre les deux blocs ; « depuis quand demande-t-il, la marine a-t-elle cessé d'être un

indicateur de la puissance militaire ? ».

Voilà qui laisse mal augurer des négociations qui débiteront le 9 mars à Vienne. Pourtant, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Edouard Chevardnadze, qui recevait jeudi à Moscou son homologue espagnol, M. Francisco Fernandez Ordonez, se déclarait optimiste quant à ces pourparlers : « Les perspectives sont très très bonnes », a-t-il dit. Il a rappelé que l'URSS prenait actuellement des contacts en vue de l'organisation d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CSCE, c'est-à-dire du « processus d'Helsinki », dans lequel s'inscrivent les négociations sur les armes classiques. Parallèlement à la négociation à vingt-trois (les seize membres de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie), s'ouvriront également, le 9 mars, dans le palais de la Hofburg à Vienne, de nouveaux pourparlers sur « les mesures de confiance » dans le domaine militaire, auxquels prendront part les trente-cinq pays membres de la CSCE (tous les pays européens, sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada).

L'ouverture des négociations proprement dites sera précédée, à partir du 6 mars, des interventions des

ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays, celle de M. Roland Dumas étant prévue pour le mardi 7 mars.

La « troïka » et le Proche-Orient

M. Ordonez, président en exercice du conseil des ministres de la CEE, devait rencontrer, vendredi 3 mars à Moscou, M. Gorbatchev, avec lequel il s'entreprendra, notamment, de la question du Proche-Orient, comme il l'a fait jeudi avec M. Chevardnadze. M. Ordonez est chargé de rendre compte à Moscou des récents contacts pris au Proche-Orient par la « troïka » européenne (les ministres des affaires étrangères français, espagnol et grec). « Les Européens ne peuvent rester à l'écart du règlement des conflits régionaux, que ce soit au Proche-Orient ou en Amérique centrale », a notamment déclaré M. Chevardnadze, en se félicitant des initiatives européennes concernant le conflit israélo-palestinien.

La « troïka » doit aussi rencontrer, lundi à Vienne, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Le chef de la diplomatie américaine s'entreprendra, d'autre part, mardi avec son homologue soviétique dans la capitale autrichienne.

Genève : M. Genscher demande à l'URSS des réductions unilatérales des armes nucléaires tactiques

Le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, a appelé l'URSS, jeudi 2 mars, devant la conférence du désarmement à Genève, à réduire unilatéralement son arsenal nucléaire tactique. Un tel geste de la part de l'URSS, qui dispose en ce domaine d'une « large supériorité », faciliterait, estime M. Genscher, une négociation sur la réduction de ce type d'armement qu'il juge « prioritaire ».

Un vif débat a lieu actuellement au sein de l'OTAN sur la question de la modernisation des armes nucléaires tactiques occidentales et sur l'opportunité d'ouvrir avec le pacte de Varsovie une négociation à leur sujet. Des solutions de compromis sont évoquées ici et là, notamment par la France.

Un équilibre au plus bas niveau

Elles reprennent l'idée d'un retrait d'une partie de l'artillerie nucléaire stationnée en RFA, et celle d'une décision en deux temps sur la modernisation : dans un premier temps, l'OTAN déciderait de développer les armes nouvelles devant remplacer les Lance, la décision de les déployer étant renvoyée à

plus tard. L'idée d'un équilibre à plus bas niveau des missiles à courte portée à l'Est et à l'Ouest est également avancée, avec ou sans négociations.

La question n'agit pas seulement les Allemands, mais aussi, nous indique notre correspondant à La Haye, Christian Charrier, la classe politique néerlandaise, qui n'a pas envie d'aller à la bataille des élections législatives au printemps 1990 en se déclarant sur ce sujet. Un débat a eu lieu mercredi 1^{er} mars à la Chambre des députés. Il en ressort que les trois grands partis sont favorables à un report de la décision.

Mais cette unanimité n'est que de façade. Alors que les formations de la coalition gouvernementale, le Parti chrétien-démocrate (CDA) et le Parti libéral (VVD) acceptent le principe du remplacement à terme des missiles tactiques Lance par un armement plus moderne, le Parti socialiste (PVD) souhaite l'ouverture préalable de négociations avec le pacte de Varsovie. C'est seulement si ces négociations n'aboutissent pas à une troisième « option zéro » que la modernisation des armes nucléaires serait à l'ordre du jour.

● La Thaïlande et les réfugiés laotiens. — « La Thaïlande refuse systématiquement d'accorder l'asile à des réfugiés laotiens en les renvoyant au-delà de sa frontière nord. Cela s'est traduit par des centaines de morts de Laotiens, selon des milliers », a affirmé le Comité américain des avocats pour les droits de l'homme (LCHR) dans un rapport rendu public vendredi 3 mars à Bangkok. Le rapport fait également état de Laotiens tués lors de retours forcés dans leur pays, encadré par les forces de sécurité thaïlandaises. — (AFP.)

● La Thaïlande et les réfugiés laotiens. — « La Thaïlande refuse systématiquement d'accorder l'asile à des réfugiés laotiens en les renvoyant au-delà de sa frontière nord. Cela s'est traduit par des centaines de morts de Laotiens, selon des milliers », a affirmé le Comité américain des avocats pour les droits de l'homme (LCHR) dans un rapport rendu public vendredi 3 mars à Bangkok. Le rapport fait également état de Laotiens tués lors de retours forcés dans leur pays, encadré par les forces de sécurité thaïlandaises. — (AFP.)

EN BREF

● PÉROU : une quarantaine de paysans massacrés. — Les guérilleros du Sentier lumineux ont tué mardi 28 février trente-neuf paysans qu'ils accusaient d'avoir collaboré avec les forces de sécurité dans une petite ville des Andes, a-t-on appris jeudi de source militaire. Lors de ce raid punitif, quelques deux cents guérilleros, puissamment armés, ont brûlé des dizaines de maisons de la ville de Canave et de tuer leurs habitants à l'aide de courtois et d'armes à feu, a-t-il été précisé de même source. (AFP, Reuters.)

● PANAMA : imposante manifestation de l'opposition. — Quelque 180 000 personnes, selon les organisateurs, quelques milliers selon le gouvernement, ont participé jeudi 2 mars à Panama à une manifestation pour réclamer la fin du régime du général Manuel Noriega, la restauration de la démocratie, et des élections libres. Le défilé a coïncidé avec la présence à Panama de la commission interaméricaine des droits de l'homme. — (AFP, Reuters.)

● SALVADOR : violents affrontements dans la banlieue de la capitale. — Une importante offensive de la guérilla du FMLN a eu lieu jeudi 2 mars dans plusieurs quartiers périphériques de San-Salvador. L'affrontement le plus sérieux avec les forces armées a fait au moins cinq morts et sept blessés, ainsi que d'importants dégâts. Les rebelles visaient plusieurs édifices gouvernementaux et différents services publics, tels que la distribution de l'eau et de l'électricité. — (AFP.)

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations, hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

(Publicité)
CHAQUE MERCREDI
DANS LE DATÉ JEUDI

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
du MONDE

C'est + de choix d'affaires
en vente et en location

C'est une exclusivité
du Monde :

« La Sélection des Institutions »

Un équilibre au plus bas niveau

Elles reprennent l'idée d'un retrait d'une partie de l'artillerie nucléaire stationnée en RFA, et celle d'une décision en deux temps sur la modernisation : dans un premier temps, l'OTAN déciderait de développer les armes nouvelles devant remplacer les Lance, la décision de les déployer étant renvoyée à

DANS LE RESEAU DE CONCESSIONNAIRES
ET AGENTS PARIS - ILE DE FRANCE.

VOUS ARRIVEZ...
SANS RENDEZ-VOUS
ON VOUS REPARÉ...
Des pièces d'origine. Des tarifs forfaitaires.
ET VOUS REPARTÉZ
TRANQUILLE!

RENAULT : L'EFFICACITÉ

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

سكنا من الأصل

Politique

L'enjeu européen dans la campagne municipale

Strasbourg : la bataille du siège

STRASBOURG
de notre correspondant

La même question se pose aux sept candidats déclarés à la mairie de Strasbourg : l'Europe va-t-elle faire voter les 12 et 19 mars ? Non pas l'Europe kintaine de 1993, mais l'Europe immédiate, présente dans le Conseil depuis 1949, le Parlement depuis 1958 et les Commissions et Cour européennes des droits de l'homme. L'inquiétude, latente depuis quelques années, est apparue au grand jour avec le vote du rapport Prig, le 18 janvier, par une majorité des parlementaires européens à Strasbourg. Ceux-ci y souhaitent des sessions extraordinaires de leur Assemblée à Bruxelles et le déplacement de nombreux fonctionnaires de Luxembourg vers la capitale belge. Ce vote a interpellé le gouvernement français. Il n'est pas sûr qu'il ait troublé l'électeur strasbourgeois.

De fait, les programmes des candidats et les propos de campagne sont relativement discrets sur le dossier européen. Le maire sortant, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), qui mène une liste commune UDF-RPR, n'a pas choisi d'en faire son cheval de bataille immédiat. Il attend beaucoup du rapport que M. Strasbourg, M. Claude Villain, nommé par le premier ministre, doit remettre le 31 mars sur le rôle européen de la ville et les moyens de le conforter. Mais il peut, pour répondre aux attaques, énumérer ses efforts et ses projets : le second mandat qu'il brigue devrait voir la mise en service de la première ligne du VAL - le métro léger imaginé par Matra - la fin d'importants travaux de voirie urbaine comme le contournement sud de l'agglomération, le ciblage de Strasbourg, et

peut-être les premiers travaux du TGV Est.

Ces « échéances formidables pour la ville », que M. Rudloff a mises en avant en présentant ses soixante-collégiés, cependant dépendent également des collectivités locales alsaciennes et de l'Etat. Sénateur et actuel président du conseil régional d'Alsace - un siège qu'il devrait abandonner en cas de victoire - le maire de Strasbourg peut avancer qu'il est bien placé pour travailler avec tous.

Plus que des réunions publiques ou des comités sur les marchés, il a préféré faire campagne autour de quatre-vingt mille questionnaires envoyés aux Strasbourgeois avec lesquels 25 % de retours. Et continuer à agir : le premier point de l'ordre du jour de l'ultime séance du conseil municipal avant le scrutin, lundi 27 février, concernait la décision de construire un immeuble supplémentaire pour le Parlement européen.

Son principal adversaire, M. Catherine Trautmann (PS), qui mène la liste de la majorité présidentielle, n'a pas voulu l'attaquer directement sur ce terrain. Si elle affirme qu'« à Strasbourg, en six ans, il ne s'est rien passé », elle explique surtout que la ville a vécu sur son acquis, que « quand elle perd des guerres sur le plan européen, ce n'est que la conséquence inévitable de batailles perdues sur le terrain ». Elle et ses amis proposent aussi des équipements pour Strasbourg : ainsi un deuxième centre à vocation internationale sur la zone portuaire reconquise, 35 kilomètres de tramway plutôt qu'une ligne de 12 kilomètres de VAL, un Opéra de mille cinq cents places, place de l'Etoile, et surtout une amélioration de la « séduction » de la ville par une lutte accrue contre les pollutions de l'air et de l'eau et « une écoute

permanente des problèmes de la vie quotidienne ».

Cinq autres listes briguent les suffrages strasbourgeois : le Front national derrière l'ancien député Robert Spielmann, l'ancien ministre André Bord - qui vient de démissionner du RPR et n'a pas trouvé d'accord avec M. Rudloff - le bariste Michel Stourm et le communiste Francis Wurtz. Mais ce sont sans doute les Verts qui tiennent les propos qui détonnent le plus face à l'union européenne : autour de M. André Buchmann, conseiller régional, ils apparaissent réservés par rapport à ces projets et surtout exaspérés par la « bataille du siège ». Leur programme est méfiant : « devant une ville interna-

Toulouse : le rêve espagnol

TOULOUSE
de notre correspondant

L'un, M. Dominique Baudis, maire sortant et candidat à sa propre succession, aime Toulouse d'un amour courtisé, avec la ressource et la distance qu'affectent les élans qui se veulent nobles. L'autre, M. Jacques Lévy, le challenger socialiste, qui a bien du mal à décoller dans les sondages, n'est pas en reste de sentiments. « Il faut un pilote à la ville », dit-il à l'envi, et promet du même coup à ce berceau de l'aéronautique française « des destinations nouvelles. Mirage de l'amour ! »

Mais il y a longtemps que les affiches électorales ne font plus rêver, et Toulouse a bien du mal à se passionner

France et du nord et de l'est de l'Espagne) traitaient leurs voisins d'outre-Pyrénées de « fribusters » incapables de tenir leurs engagements. Pas un responsable d'entreprise, pas un homme politique qui aujourd'hui n'évoque les perspectives du grand marché de 1993 et ne rêve de l'Espagne comme d'un partenaire économique inévitable, avec lequel rééquilibrer une Europe jugée ici sous domination du Nord.

Il est vrai qu'en pays cathare le Nord, c'est Simon de Montfort, ce sont les croisés, Catalans et Aragonais, qui combattirent jusqu'à Muret les troupes françaises, aux côtés du comte de Toulouse et autres seigneurs occitans, savent bien le poids de l'histoire. Même si M. Jordi Pujol, président de la généralité de Catalogne, préfère « regarder vers l'avenir ». Même si M. Santiago Marraco, président de la Communauté autonome, parle encore, à propos de l'Aragon et de Midi-Pyrénées, de « des deux sœurs de sang et de culture ».

Si de frontière sauvage, les Pyrénées, par la grâce d'un décret régional, sont devenues Montagne d'Europe, chacun des deux principaux candidats à la mairie de Toulouse a choisi son coin d'Espagne. M. Baudis, maire de Toulouse, puis président de la région Midi-Pyrénées de 1986 à 1988, ne cache pas ses passions catalanes. Et pour montrer l'exemple, il met dans un avion plus d'une centaine d'industriels et de chercheurs pour leur ouvrir les portes du marché barcelonais. « Je ne fais que répondre à la demande des chefs d'entreprise », explique le maire sortant, qui partage avec M. Pujol une amitié toute politique, au point d'oublier parfois que Barcelone a aussi un maire socialiste... Récemment, la presse barcelonaise n'a pas eu de mots assez sévères pour s'indigner qu'à l'occasion d'un de ses voyages, M. Baudis ne participe pas à la réception organisée en son honneur par M. Antonio Maragall, le premier magistrat de la ville.

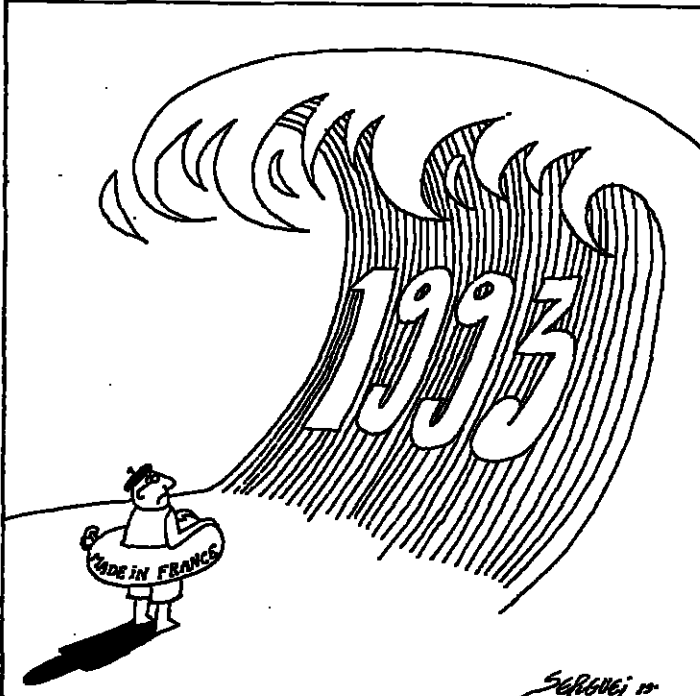
« Il ne faut pas confiner Toulouse dans la seule orbite de Barcelone ».

conteste M. Lévy, qui, pour joindre le geste à la parole, affrète un petit bi-moteur et fait découvrir à une quinzaine d'industriels et d'universitaires les chemins de Saragossa, capitale de l'Aragon. L'initiative est saluée avec enthousiasme par les responsables espagnols. On découvre donc le tapis rouge au candidat de la gauche toulousaine, et la chambre de commerce et d'industrie rappelle malicieusement que les contacts noués en 1982 avec Toulouse ont brusquement cessé en 1983. L'Aragon, qui a déjà ses entrées en Aquitaine, milite pour un axe Toulouse-Saragossa-Madrid. Et puisque le tunnel du Puyornès doit permettre de rallier Barcelone, Saragossa propose un passage par le Somport. M. Maurice Fauriol, alors ministre de l'équipement, a même mis sur pied une commission chargée d'en étudier la faisabilité.

A ce jeu du ménage à trois, les professions de foi européennes des uns sont les arrière-pensées des autres. Saragossa voudrait bien s'allier Toulouse pour rabattre l'arrogance catalane. Barcelone, qui rêve de devenir la capitale de l'Europe du Sud, a besoin du potentiel de recherche toulousain. Et la Ville rose, dont la CCI vient d'ouvrir une antenne permanente dans la capitale catalane, espère bien faire son marché à l'occasion des Jeux olympiques.

Mais quand les candidats toulousains auront épuisé leur stock de slogans, il faudra bien se rendre aux évidences et faire preuve du pragmatisme qu'affichent les Espagnols. Toulouse a besoin de s'ouvrir des horizons au sud pour développer une économie trop dépendante de l'aéronautique. Mais elle aurait tort de se jeter aveuglément dans les bras de l'une ou l'autre des capitales de cette Espagne voisine. Saragossa n'est pas un eldorado de rechange et Barcelone, où Japonais et Allemands ont pris place depuis longtemps, longe sur l'Europe du Nord dont la voie passe par Lyon et Montpellier.

GÉRARD VALLES.



Lille : un nouveau souffle

LILLE
de notre correspondant

Avec Lille, gagnons l'an 2000, proclame M. Mauroy sur ses affiches et ses autocollants. Et l'an 2000, pour le maire de Lille, c'est d'abord 1993. « 1993, proclame-t-il dans son programme, sera l'un de ces moments exceptionnels de nos rendez-vous du destin qui permettent à une ville de prendre une place prépondérante dans un monde en mouvement. » Lille au carrefour de l'Europe, du Nord-Ouest ! Ce thème est battu et rebattu depuis des années. Mais l'idée finit par prendre corps, les hommes apportant leur touche à la géographie régionale : la réalisation d'ici à 1993 du TGV-Nord et le croisement, dans Lille même, des TGV en provenance de Bruxelles, Paris et Londres, où le tunnel sous la Manche vont bien faire de la métropole lilloise un carrefour. Ouverture des frontières, mise en service du tunnel sous la Manche et du TGV nord-européen, « ces trois événements », insiste M. Mauroy, vont placer Lille au cœur d'une grande région européenne, forte de 80 millions d'habitants. A cinquante-sept minutes de Paris, à trente minutes de Bruxelles, à deux heures de Londres, Lille sera très bien placée dans la concurrence que va s'exercer entre les grandes cités de cette partie du continent.

Il ne fanfaronne pas pour autant, car il sait qu'il a dû mobiliser toutes les forces de la région - politiques, économiques, - pour obtenir le passage du TGV dans Lille. Il sait donc ce qu'il a fait, lui ; il sait aussi ce qu'il doit à chacun.

D'ailleurs, la cause est entendue. Et sur les grandes chaises, nul ne proteste. Son challenger, un RPR, Alex Turin, assure que « Lille doit être ouverte à 360° et être accueillante à ses partenaires européens, singulièrement à ses voisins belges ». Tout juste tient-il à rappeler que c'est le gouvernement de Jacques Chirac qui a décidé le passage des TGV dans Lille. « Mais qu'a donc fait Pierre Mauroy pour sa ville quand il était à Matignon ? », interroge-t-il. A défaut de pouvoir s'en prendre à son adversaire sur ce terrain, il l'attaque sur la vie quotidienne, l'habitat, la sécurité, etc. Sur son absence de Lille, aussi. Ce à quoi M. Mauroy se fait un plaisir de lui répondre que ce n'est pas à Lille qu'on travaille au développement de la ville, mais à Paris, Bruxelles, Londres, aussi bien qu'à Milan ou Barcelone.

Les communistes eux-mêmes, présents sur la liste de l'ancien premier ministre, n'y trouvent pas mot à redire, tout au moins sur le fond. Seule, l'extrême gau-

che, qu'incarne dans ce scrutin la liste de Lutte ouvrière, proteste contre le maire de Lille qui ne rêve qu'aux affaires et aux affaires : « Lille est devenue le paradis des promoteurs, des rapaces et de la spéculation foncière ».

M. Mauroy a en projet la réalisation d'un centre international d'affaires, projeté sur 70 hectares de terrain quasi disponible au cœur de la ville. « Un onzième quartier de Lille », assure-t-il. L'étude a été confiée à Euro-Lille - tout un quartier - une société privée constituée pour l'occasion sous la direction de M. Jean Deflessieux, l'ancien président du Crédit lyonnais ; un architecte a été désigné qui a rendu de premières esquisses, le Néerlandais Rem Koolhaas.

Mais, curieusement, c'est à Paris et non à Lille que M. Mauroy a présenté une conférence de presse de présentation des résultats d'une année de réflexion et d'études ; qu'il a encore évoqué l'éventualité de la réalisation à Lille du centre de réservation des places pour le TGV (Nice est également candidate). A Paris et non à Lille, comme s'il craignait sur place d'indisposer les villes voisines, à la fois concurrentes et partenaires : Roubaix notamment, dont le maire centriste, M. André Diligent, a fait lui-même le pari de l'an 2000 pour sa ville, avec la création, lancée déjà depuis plusieurs années, d'un euro-téléport et d'un centre international de communication avancée. Il tempère régulièrement contre le fait qu'on mettra bientôt « cinquante-huit minutes pour aller de Lille à Paris, mais toujours quarante-cinq minutes en voiture de Lille à Roubaix »... pour cause de ligne du métro toujours pas réalisée et de voie rapide urbaine... inachevée.

Le maire de Lille ne veut pas non plus indisposer M. Arthur Notébart, le bouillant président socialiste de la communauté urbaine, avec qui il est en conflit quasi permanent. Ni non plus les maires des petites communes de l'agglomération. Car il sait qu'il ne pourra construire cette capitale européenne avec la seule ville de Lille et ses cent soixante-dix mille habitants, même si celle-ci est au cœur d'une métropole d'un million de personnes. Il sait que pour les scrutins des communes, il faut se faire pour conserver son fauteuil de maire, mais que, en revanche, la véritable échéance pour lui, pour la ville et la métropole, se situera au troisième tour de ces municipales, lors de la mise en place du conseil de la communauté urbaine.

JEAN-RENÉ LORE.

tionale sans âme, incolore et sans saveur ». « Une métropole européenne ne se réduit pas à la présence d'institutions et de bâtiments, explique M. Buchmann, elle s'appuie sur sa région, sur l'identité de ses habitants. » Les Verts, hostiles au VAL et aux chantiers autoroutiers strasbourgeois, plaident pour que Strasbourg soit « une ville pilote en matière de qualité de la vie et de respect de la nature ».

L'incommodité demeure la réaction de l'électeur à l'Europe exaltante des discours s'est superposée depuis longtemps à Strasbourg l'Europe quotidienne du bilinguisme, du travail transfrontalier, de l'audiovisuel du voisin, et de la compensation journalière du prix de l'essence. Il serait étonnant que le Strasbourgeois en prenne argument pour choisir un maire et une équipe municipale. En revanche, au scrutin européen du 18 juin prochain, les électeurs alsaciens seront sans doute très attentifs aux « propos de campagne ».

JACQUES FORTIER.

L'Europe aux portes des villes

(Suite de la première page.)

Comment les candidats ne mesureraient-ils pas l'importance de l'enjeu ? Leurs concurrents et leurs partenaires de demain se trouvent à Milan, à Barcelone, à Amsterdam ou à Hambourg. Ceux qui s'installent à la fin de ce mois dans les fauteuils des mairies auront la mission, chacun à sa place, avec ses moyens, mais aussi en liaison avec les villes voisines de RFA, d'Italie ou d'Espagne, de préparer le grand marché unique de 1993.

Enfin, dans ce pays qui n'a pas encore digéré la décentralisation, il est presque admis que l'Europe sera faite par les grandes villes, qui font moins peur à Paris que des régions au demeurant fort mal préparées à ces nouvelles échéances.

Les grandes villes sont donc aujourd'hui en première ligne, mais c'est en fait une formidable course de vitesse qui commence, qui va affecter aussi, par un effet d'entraînement, toutes les villes moyennes.

Partout, les conséquences de l'ouverture des frontières européennes vont se faire sentir : la libre circulation des capitaux, des personnes et des biens, l'unification des normes, l'ouverture des marchés publics vont contraindre les maires à réviser leur système fiscal. Entreprise 0 combien périlleuse quand on sait que les communes françaises ont déjà, en Europe, la fiscalité locale la plus élevée.

Pour se préparer à l'Europe, les élus locaux vont devoir s'informer, se former, voire se professionnaliser, ce qui rend inévitable

pour cette campagne. Car c'est bien le flood qui manque le plus. Même le candidat de la gauche semble à court d'idées, faute d'audace probable. M. Baudis a bien compris qu'au cours de la fête organisée par sa liste, les 25 et 26 février, a lancé un appel à la participation. M. Lévy en est bien persuadé, qui dans la dernière livraison de son journal de campagne se réclame explicitement du président de la République, dans l'espoir de faire le plein des voix de gauche.

Mais des candidats, c'est comme des duellistes. Il leur faut un pré, un terrain où s'affronter. Et pour une fois, on ne pourra reprocher aux Toulousains d'être trop... toulousains. Ne voilà-t-il pas que la question de savoir si mieux vaut pour la ville rose aller se montrer sur les marches de Barcelone, la belle et fascinante Catalogne, ou renouer avec les Aragonais de Saragossa, portiers sur la route de Madrid.

Comme il est loin en effet le temps où les représentants français de la COPEF (conférence permanente des chambres de commerce, d'industrie et de navigation du sud-ouest de la

Grenoble : projet contre projet

GRENOBLE
de notre correspondant

Grenoble s'est réveillé, il y a quelques semaines, drapé dans les oriflammes de l'Europe. Les panneaux d'affichage avaient été recouverts aux couleurs des Communautés européennes sur fond de capitale des Alpes, et accompagnés d'un texte en caractères gras louant « le temps du partage », celui de la « création », du « dialogue » et de la « conquête ». Ces affiches annonçaient en réalité le lancement de la campagne municipale du maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon. En les regardant de plus près, on découvrait que les douze étoiles représentaient chacune des petites silhouettes, formes humaines savamment calquées sur la représentation graphique des astres. Réunies en cercle, les figures délivraient ainsi leur double message : celui de la solidarité et celui de la construction de l'Europe, enjeu majeur pour la cité du prodige.

« Le prodige est habile, commente l'adversaire socialiste du maire, M. Michel Destot. Une idée qui sort tout droit de la tête des hommes de communication de M. Carignon, qui a comme principal objectif de créer le sentiment d'une grande ambition et d'un grand projet pour Grenoble. Ce n'est pas en rapport avec son programme. »

Un adjoint spécialisé

Effectivement, les cinquante-neuf propositions du maire sortant ne font, à aucun moment, référence expressément à la préparation du grand marché européen de 1993 et à ses enjeux économiques, sociaux et culturels. Pourtant, M. Carignon affirme que « l'Europe, ce n'est pas la France de demain en plus grand mais un autre monde », ce qui, selon lui, va entraîner de profondes reconversions et un changement radical des mentalités des habitants de sa ville.

Il estime avoir préparé depuis plusieurs années sa cité à cette indispensable marche en avant, avec la création, en 1986, d'un lycée international public de sept cent cinquante élèves. Outre le plus grand équipement scientifique de la décennie, la synchrotron, qui renforcera la coopération entre les chercheurs grenoblois et leurs homologues européens, M. Carignon a enfin inauguré en décembre 1988 un « espace européen » au cœur de la ville, pour informer la population sur les enjeux de 1993.

M. Destot ne rejette aucune de ces initiatives. L'une de ses

quatre-vingt-neuf propositions concerne ainsi la création d'une véritable Maison de l'Europe pour l'information, l'animation et la promotion dans les domaines éducatif, économique et culturel. En cas de victoire, un « adjoint à l'Europe » siègerait au conseil municipal. Mais l'objectif principal du candidat socialiste est de renforcer la coopération entre les cités, grandes et moyennes, de Rhône-Alpes pour nouer des liens plus étroits avec les régions de l'Italie du Nord proches de Grenoble - Turin et Milan - mais aussi, plus au sud, avec la Catalogne.

Pour les deux tiers de liste, la priorité doit être donnée aujourd'hui au développement des moyens de communication. L'un comme l'autre souhaitent pouvoir convaincre la SNCF de faire transiter le futur TGV France-Italie par Grenoble pour mieux intégrer économiquement leur cité sur la future liaison européenne Lyon-Barcelone-Grenoble-Turin.

Mais c'est aussi un travail « au quotidien » en faveur de l'Europe que MM. Destot et Carignon entendent mener au cours des six prochaines années, notamment en favorisant l'apprentissage précoce des langues étrangères dans toutes les écoles primaires qui le souhaitent. La ville prendra en charge financièrement, selon M. Carignon, l'enseignement des langues deux heures par semaine. Quant à M. Destot, il a demandé au ministre de l'éducation nationale, que Grenoble soit retenu comme « ville-pilote » dans le cadre de l'expérience sur le bilinguisme dans les écoles primaires et maternelles.

Le projet européen du maire sortant de Grenoble passe nécessairement, selon lui, par « l'expression des solidarités qui doivent, au sein de la ville, se manifester ». « Je ne crois pas que l'Europe ne puisse se faire qu'avec des minorités même les plus agissantes. Je crains par-dessus tout les phénomènes de rejet. Il faut faire comprendre aux grenoblois, même les moins bien préparés, que l'Europe n'est pas une agression contre eux et que nous avons, nous, ville de Grenoble, les moyens de les aider et de les accompagner dans leur adaptation ou leur reconversion. Alors, je pense qu'ils s'engageront à leur tour dans la construction de l'Europe. »

C'est à partir d'une série d'initiatives locales en direction de l'enseignement, de la culture, de l'économie que Grenoble penserait pouvoir préparer d'une façon originale son entrée dans l'Europe de 1993.

CLAUDE FRANCHILLON.

DANIEL CARTON.

Politique

La préparation des élections municipales

Après les incidents de Marseille

M. Le Pen : « Mon public paye il a le droit de siffler la presse »

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, s'est employé, jeudi 2 mars, à l'occasion d'un déjeuner boycotté par de nombreux médias, à dégager sa responsabilité personnelle dans le déclenchement des incidents qui avaient marqué, la veille, à Marseille, son meeting de la salle Vaucluse, au cours duquel les journalistes présents avaient été insultés et menacés par ses partisans avant de quitter les lieux en signe de protestation. Il a estimé, toutefois, que le mécontentement de ses supporters à l'endroit de la presse « est en partie justifié ».

Le PS : « Des méthodes à caractère fasciste »

M. Le Pen, quant à lui, a ajouté : « Le public paye pour assister à nos réunions. Donc, il estime qu'il a le droit de siffler ; c'est peut-être un tort, mais c'est comme ça. Je n'ai pas à condamner les réactions de la salle. Le pouvoir médiatique s'arroge le droit de critiquer ; or un journaliste n'a pas à se rendre justice lui-même : c'est l'institution sur le plan de la démocratie et des libertés. Si un homme politique est comptable de son public, il n'y a plus de démocratie. »

Ces incidents de Marseille ont suscité de nombreuses protestations. Le Syndicat national des journalistes CGT a décidé de se constituer partie civile en soulignant que « si

de tels incidents se répètent », il « ne saurait trop conseiller à ses confrères de ne plus assurer les comptes rendus des réunions du Front national où leur dignité et leur sécurité seraient mises en cause ».

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a déclaré : « Une fois de plus, M. Le Pen s'est illustré par des méthodes à caractère fasciste à l'égard de la presse. Prendre les journalistes pour cible, les jeter à la vindicte publique et se livrer à des agressions contre les choix professionnels autocratiques de M. Le Pen. La presse a le droit d'assister en toute sécurité à des réunions publiques. Chasser des journalistes, c'est révéler le caractère totalitaire de sa pensée. Qu'en pensent les leaders de la droite qui s'approprient à passer des accords avec le Front national dans leurs municipalités ? »

Le président du Parti républicain, M. François Léotard, venu à Marseille soutenir la candidature de M. Jean-Claude Gaudin, a indiqué : « Personne ne peut accepter que les journalistes soient victimes d'une vindicte soigneusement attisée. Cela déshonore ceux qui se sont engagés dans cette voie. »

(Publicité)

RÉPONSE DU MAIRE DE PARIS

Dans le numéro du Monde daté du 23 février, l'association S.O.S. Environnement a fait paraître un placard publicitaire constitué de deux affirmations totalement fausses.

En application de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, la Mairie de Paris a établi un texte dont elle demande l'insertion au titre du droit de réponse de façon à ce que les lecteurs du Monde sachent ce que M. Jacques Chirac a effectivement déclaré sur deux questions qui intéressent, à juste titre, les Parisiens.

1. — Sur le projet dit « Laser » de voies souterraines rapides :

Sous la capitale, ou tout autre projet comparable, voici ce qu'a dit M. Chirac :

« Les projets Laser et 3 R présentent de nombreuses similitudes. En particulier, et c'est le plus important, tous deux comportent des émergences dans Paris. Ils font, l'un comme l'autre, l'objet d'études et je ne me prononcerai dans un sens ou dans l'autre que lorsque je serai en possession de toutes les informations sur les multiples aspects de ces projets. En tout état de cause, la mairie de Paris n'est pas seule partie prenante, les autres communes concernées par les tracés, l'État et la région auront aussi leur mot à dire. »

Interview du Parisien, 13-01-1989.

2. — Sur la construction d'un grand stade :

« Je me suis engagé à l'égard du mouvement sportif national et international à cette réalisation... Il faut cependant avoir conscience des difficultés à surmonter... L'observe-t-on tout d'abord que si la Ville supporte une responsabilité éminente dans cette affaire, elle n'y est cependant pas seule : l'État, la région, d'autres collectivités, le mouvement sportif... auront leur mot à dire. Il faut que ce projet soit soutenu par une grande ambition collective... »

« L'autre difficulté est celle de l'implantation. Nous étudions plusieurs possibilités... D'aucuns qui, décidément, vont vite en besogne me prêtent l'intention de vouloir sacrifier une bonne partie du bois de Vincennes. Ils ont simplement oublié que la municipalité que je dirige a fait — en douze ans — beaucoup plus pour les espaces verts que dans les cent années précédentes... Des études et des réflexions sont en cours, une concertation se développe. Laissons les uns et les autres aller à leur terme normal. Ce que je peux, en revanche, d'ores et déjà affirmer c'est que dans la recherche d'une solution vous pouvez compter sur moi pour que les espaces boisés dont disposent les Parisiens soient protégés. »

Conférence de presse sur le sport du 16-02-1989.

Sans doute les responsables de S.O.S Environnement se sont-ils laissé abuser par des informateurs peu scrupuleux. Sans doute auront-ils à cœur, sachant la vérité, de refuser de servir de caution à une grossière manœuvre électorale.

Carcassonne : la gauche a trouvé son « homme neuf »

CARCASSONNE de notre correspondant

Viticulture et socialisme ont été pendant des décennies les deux maîtres-mots de Carcassonne. Toute carrière politique passait par un soutien aveugle aux luttes viticoles et une adhésion à la SFIO ou, plus tard, au PS. En 1971, deux brèches furent ouvertes dans le système : l'une dans l'est du département où en enlevant, à la surprise générale, la mairie de Narbonne, l'avocat « apolitique » Hubert Mouly mit fin à quatre-vingt ans de socialisme dans la « cité rouge » chère à Léon Blum ; l'autre dans l'ouest, où le gaulliste Jean-Pierre Cassabel devint maire de Castelnaudary. Mais une place forte avait bien résisté : Carcassonne, chef-lieu du département, que les remparts de la cité médiévale semblaient protéger des assauts de la droite.

Aux élections municipales de 1977, le socialisme carcassonnais avait encore tenu bon. Mais un maire vieillissant — Antoine Gayraud devait démissionner avant la fin de son mandat — l'assure du pouvoir, l'effritement de la population, mirent en sommeil une ville qui regardait, impuissante, sa rivalie narbonnaise se développer et lui ravir, peu à peu, la première place. Le déclin de la viticulture de combat, dont le glas avait sonné à Montredon le 4 mars 1976, avec la mort par balle d'un commandant de CRS et d'un vigneron, entraîna celui de Carcassonne. Condamnée à n'être qu'un lieu de passage rapide au moment même où Narbonne, met-

tant à profit sa situation de carrefour entre l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et la Haute-Garonne, multipliait ses activités.

Cette ville, où ne soufflaient plus ni l'esprit de l'écrivain mutilé José Bousquet, ni les cris de révolte de la chanson occitane, excitait pourtant toujours les appétits à gauche au moment des municipales de 1983. Trois équipes se portèrent à son chevet : la liste d'extrême gauche socialiste conduite par le député rose Joseph Vidal, la liste du maire sortant Fernand Ancey, exclu du PS, et celle d'un communiste dissident. C'est une quatrième liste qui fut élue : celle du conseiller général RPR Raymond Chesa (52,64 % des voix). À son tour, Carcassonne, moins de deux ans après avoir voté massivement pour François Mitterrand, passait à droite. Vainqueur par ses propres divisions, la gauche abandonnait un pouvoir qu'elle détenait sans discontinuer depuis la fin de la guerre. Petit prof de physique-chimie à la carrière de ruyon, Raymond Chesa est le triomphe modeste : « Notre victoire est celle de l'unité », proclama-t-il.

La plus large union

Un message reçu cinq sur cinq par la gauche six ans plus tard. Sa cure d'opposition l'obligea à un examen de conscience. Les temps étaient bien finis où l'on pouvait, disaient les mauvaises langues, faire dire un âne avec la carte du Parti socialiste. La gauche avait besoin d'idées neuves. Elle les a trouvées en la personne de Roger Bertrand, séduisant chirurgien au centre hospitalier, le moustache conquérante et la langue de bois dans la poche.

Tout le contraire de ces hommes d'appareil au profil d'instituteurs tatoués qui hantent les bureaux du conseil général. D'abord marginal du parti classé intellectuel, Roger Bertrand choque, met mal à l'aise ses amis politiques. Il se veut, dit-il, « un élu qui ne soit pas verrouillé par un parti, mais ouvert à une majorité d'idées », et il ajoute avec un brin de lyrisme qui fait toujours vibrer les réunions socialistes autochtones : « Il faut prendre le risque de la démocratie. » Il y a quelques mois, Roger Bertrand, devenu conseiller général, s'unifia comme le seul adversaire valable de Raymond Chesa. Pour bien montrer qu'il n'est infodé à aucun appareil, il crée sa propre association « Carcassonne 89 », chargée de propager ses idées. La dynamique étant créée, « toute la famille socialiste réunie » se rallie à ce diable d'homme, même si, secrètement, quelques-uns de ses notables n'aspirent qu'à le voir « se ramasser ».

Les Carcassonnais entendent alors un langage nouveau : « Le

scrutin de mars 1989 n'est pas seulement l'élection d'un municipalité, leur écrit Roger Bertrand ; c'est aussi, ce doit être la prise de pouvoir par les citoyens. Ce qui compte le plus, c'est de faire des Carcassonnais les maîtres de leur ville. »

Les communistes, à leur tour, décident de faire liste commune avec Roger Bertrand. Soutenu par le Parti occitan, observé avec bienveillance par les baristes de l'Association des démocrates, Roger Bertrand réalise la plus large union à gauche et au-delà. Seuls les Verts ne succombent pas — du moins au premier tour — au charme. Avec l'appui du comédien Pierre Richard, reconverti dans la viticulture autochtone, ils ont formé leur propre liste.

Cette unité, qui avait tant fait défaut à la gauche en 1983, lui suffira-t-elle pour reconquérir la mairie en 1989 ? Roger Bertrand dispose d'autres atouts. Ils lui sont fournis à son corps défendant par Raymond Chesa lui-même. Le maire de Carcassonne est l'anti-Bertrand par excellence. Enfant de La Trivaille, quartier populaire au pied de la cité, il a gardé dans son comportement une familiarité de « brave type » qui fait de lui un homme de contact à l'abord facile. Jovial, prompt au tutoiement, toujours prêt à servir une main ou à taper dans le dos d'un « copain », il donne l'impression d'être à l'écoute de tous sans exception.

Amère expérience

Plusieurs « affaires », qui empoisonnent la fin de son mandat, apportent toutefois un correctif à cette image. En premier lieu, le fameux scandale financier du Centre international de séjour (le Monde des 6, 7 et 22 novembre 1988). En posant, le 22 mars 1988, la première pierre de ce qui devait être un des plus beaux fleurons de son œuvre municipale, Raymond Chesa était loin de se douter que non seulement l'ambitieux projet ne verrait guère le jour, mais qu'il allait envenimer de surcroît tous les efforts faits jusque-là pour consolider sa réputation de gestionnaire sérieux et efficace. Au centre de cette affaire, André Orta, président d'Aquitaine Loisirs internationale, à qui M. Chesa confie la réalisation du centre de séjour. Le scandale éclate au mois d'octobre. Il y a un trou de 71,6 millions dans les comptes de M. Orta. Celui-ci a utilisé l'argent pour financer une opération immobilière en Guadeloupe. Depuis, André Orta est en prison. Mais la Caisse des dépôts et con-

signations, principal organisme prêteur, exige que la ville, dont le maire s'est porté garant, rembourse le prêt.

Les adversaires de Raymond Chesa, Roger Bertrand en tête, ont beau jeu de dénoncer, depuis, le « despotisme bonasse » d'un homme qui, ignorant les mises en garde de ses propres amis, a mis en péril les finances de la ville. Le maire fait l'amère expérience des inconvénients qu'il peut y avoir à prendre seul des décisions en ne laissant à ses propres adjoints que la peu stimulante perspective d'être mis devant le fait accompli.

Certains d'entre eux, et non des moindres, l'ont lâché, à commencer par le responsable départemental du Parti républicain, Gérard Larrai, qui fut, un moment, député après le décès, en novembre 1987, du RPR Jean-Pierre Cassabel. D'abord « conseiller privilégié du maire », Gérard Larrai fut écarté de toutes décisions lorsque le destin le fit entrer à l'Assemblée nationale. Il dénonce depuis « la droite la plus nulle » et se retrouve, avec ses amis, exclu de la liste « apolitique » que conduit M. Chesa avec quatre RPR dans les cinq premiers.

Comble de malheur pour M. Chesa, un autre homme de confiance, M. Fernand Allaux qu'il avait bombardé secrétaire général de la mairie, s'est empressé, une fois la retraite prise, d'adhérer au parti de Jean-Marie Le Pen. Il conduit la liste du Front national et attend de pied ferme son ancien « patron » pour les négociations du second tour.

C'est dans ce climat de malaise qu'a éclaté le 13 février une affaire de fraude électorale. Le tribunal d'instance de Carcassonne a radié des listes électorales sept nouveaux inscrits dont deux s'étaient fait domicilier chez le premier adjoint au maire et trois chez la secrétaire particulière de M. Chesa. La gauche a déposé une plainte pour que la justice examine mille trois cent trente inscriptions nouvelles enregistrées à Carcassonne fin 1988. « Pour nous, il est évident que la fraude porte sur un nombre beaucoup plus important de personnes, estiment les amis de Roger Bertrand. Largement de quoi inverser le résultat d'une élection sérieuse. »

Depuis, Raymond Chesa adopte un profil bas, ironise sur le candidat-chirurgien et compte sur son statut de « vieux Carcassonnais sympathique » pour faire la différence. Mais, face à une équipe sortante peu motivée, la liste de gauche exploite à fond son unité et met en avant son homme neuf, paré, puisqu'il n'a jamais servi, de toutes les vertus.

BERNARD REVEL.

Selon la SOFRES

Stabilité des cotes de MM. Mitterrand et Rocard

En dépit de l'agitation sociale et des « affaires », les cotes de confiance de MM. François Mitterrand et Michel Rocard demeurent largement positives, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié, samedi 4 mars, dans le Figaro Magazine (1). Comme le mois dernier, 58 % des personnes interrogées font confiance au président de la République pour résoudre les problèmes qui se posent à la France, 39 % émettant une opinion contraire.

De même, M. Michel Rocard bénéficie, comme en février, du soutien de 55 % des interviewés, 39 % se déclarant sceptiques sur son action. Toutefois, cette stabilité ne doit pas masquer qu'en l'espace de cinq mois le chef de l'État a perdu 6 points

d'avis positifs, tandis que son premier ministre en a gagné 11.

Si les résultats d'un sondage par BVA publié, jeudi 2 mars, dans Paris-Match (2) accordent respectivement 55 % et 45 % d'opinions favorables à MM. Mitterrand et Rocard, seuls 39 % des sondés se déclarent satisfaits de la façon dont la France est gouvernée. La politique du gouvernement mécontente, en effet, 50 % des personnes interrogées, et 44 % (contre 36 %) refusent de lui accorder leur confiance à l'Assemblée nationale.

(1) Sondage effectué du 18 au 22 février auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.
(2) Sondage effectué du 15 au 20 février auprès de 1 003 personnes.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

n° 65

mars

1988 :

l'embellie

de l'emploi

17 F

Passages

Le mensuel : Mars 89. Tout ce qui compte est dans Passages. En vente dans tous les kiosques.

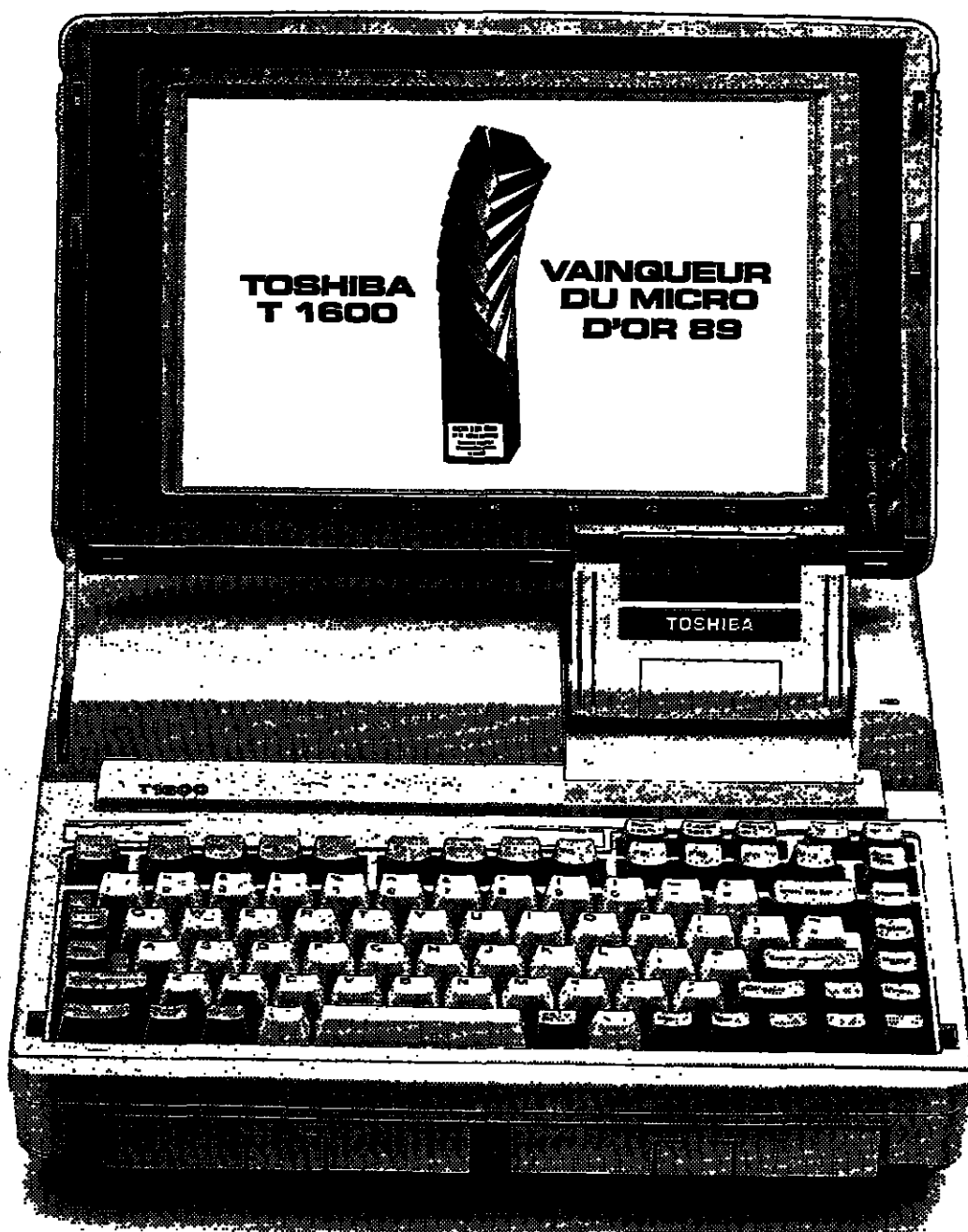
Les démagogues, les autruches, les ambigus, les lâches, les xénophobes, les grands maires, les « mecs bien », les champions de l'intégration.

LES 100 MAIRES QUI FONT LA FRANCE

مَكْذَا مِنَ الْأَمَلِ

TOSHIBA REMPORTE LE MICRO D'OR 1989

CATEGORIE PORTABLES ET PORTATIFS



En couronnant le plus complet et le plus séduisant des micros portatifs autonomes, le jury du Micro d'Or consacre le leadership de Toshiba sur le marché des portables.









Toshiba est aujourd'hui le N° 1 mondial des micro-ordinateurs portables.

Leader et initiateur du marché, Toshiba, qui ne fabrique que des micros portables, a toujours professé que "la micro serait portable ou ne serait pas."

Aujourd'hui Toshiba propose une gamme de 8 micros portables - la plus vaste gamme au monde.

Elle va du T 1000, le fameux Papman, le plus petit portatif autonome avec lecteur de disquette intégré, jusqu'au T 5200, le plus puissant portable du monde, plus puissant que la plupart des micros de bureau traditionnels.

En passant par le T 1600 qui vient d'être couronné "Micro d'Or 1989", catégorie portables et portatifs.

							
T 1000	T 1200FB	T 1200HB	T 1600	T 3100e	T 3200	T 5100	T 5200
80C88 1 x 720 Ko LCD CGA Autonome 2,9 kg.	80C86 2 x 720 Ko LCD CGA Autonome 4,7 kg.	80C86 20 Mo LCD CGA Autonome 5,2 kg.	80C286 20 Mo LCD EGA Autonome 5,2 kg.	80286 20 Mo Plasma CGA 6 kg.	80286 40 Mo Plasma EGA 8,5 kg.	80386 40 Mo Plasma EGA 6,8 kg.	80386 40 ou 100 Mo Plasma VGA 8,5 kg.

L'Empreinte de Demain

TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX

trouvé son - homme neuf.

Stabilité des cotes
MM. Mitterrand et Rocard

ALTERNATIVES
ECONOMIQUES n° 65
mars

1988 :
l'embellie
de l'emploi

... dans tous les kiosques
... les xénophobes
... de l'intégration

FRANCE

Politique

La préparation des élections municipales

« Aucune primaire n'est de notre fait »
déclare M. Lajoinie

Selon un décompte effectué par le PCF, les communistes et les socialistes seront sur des listes séparées au premier tour des élections municipales dans cent cinquante-quatre villes de plus de vingt mille habitants, soit près de quatre sur dix. Affirmant : « Aucune de ces primaires n'est de notre fait », M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central, a indiqué, mercredi 1^{er} mars, que, dans les communes dirigées par le PCF, il y aura soixante-neuf listes d'union et douze listes séparées.

Les douze villes à direction communiste où il y aura une primaire sont Lons-le-Saunier (Jura), Firminy (Loire), Saint-Dizier (Haute-Marne), Avion (Pas-de-Calais), Tarbes (Hautes-Pyrénées), Le Mans (Sarthe), dont le maire a pourtant été exclu du PCF, Dieppe et Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Amiens (Somme), Les Mureaux et Houilles (Yvelines), Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine).

Dans les villes à direction socialiste, il y aura, selon le PCF,

soixante-dix-neuf listes d'union et trente-trois séparées. Dans les villes dirigées par la droite, M. Lajoinie a précisé qu'il y aura quatre-vingt-dix listes d'union à gauche et cent neuf listes séparées. Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a indiqué que, sur la totalité des communes de plus de trois mille cinq cents habitants dirigées par le PCF, il y aura deux cent neuf listes d'union et cent vingt listes séparées.

La plate-forme européenne

Le dirigeant communiste a souligné que ces statistiques ne prennent pas en compte les « primaires sauvages ou pirates », comme celles de Bègles (Gironde) et Thionville (Moselle), où des socialistes conduisent une liste malgré la présence d'une liste d'union entre le PS et le PCF. M. Lajoinie a indiqué qu'au second tour « il n'y aura pas de problème » de désistement là où l'accord du 12 jan-

vier entre les deux partis de gauche est « respecté loyalement », mais « ailleurs, les organisations du parti apprécieront » au cas par cas.

Il n'est pas prévu de réunir le comité central du PCF entre les deux tours des municipales, le bureau politique assurant le suivi des opérations en l'absence d'une consigne nationale de désistement. En revanche, les membres du « Parlement » communiste dirigeront « les enseignements des élections municipales » au cours d'une session, les 29 et 30 mars, selon une décision prise par le bureau politique le 14 février. En dehors du bilan municipal, cette réunion du comité central semble surtout destinée à examiner « les propositions de candidatures soumises à la discussion dans le parti pour les élections européennes », ainsi que l'indique un courrier adressé aux dirigeants du PCF par M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central, en date du 20 février.

La liste des candidats du PCF aux élections européennes sera ratifiée au cours d'une session du comité central, les 26 et 27 avril, en même temps que sera adoptée la « plate-forme du parti » pour cette consultation.

O. B.

Déjà trente-six exclus chez les socialistes marseillais

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a indiqué, jeudi 2 mars, que les militants exclus du parti par le bureau exécutif national, le mercredi 1^{er} mars, en raison de leur ralliement à la candidature dissidente du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux (le Monde du 3 mars), sont au nombre de trente-six sur cent un candidats au conseil municipal.

Parmi eux figurent, en plus de deux anciens députés, MM. René Olmetta et Jean-Jacques Léonetti, tête de liste dans le deuxième secteur, et du député européen Charles-Emile Loo, tête de liste dans le cinquième secteur, huit adjoints ou conseillers municipaux sortants de Marseille dont M. Guy Massias, tête de liste dans le troisième secteur.

Beaucoup exercent des responsabilités dans le parti, dont un membre du secrétariat fédéral, M. Fernand Piétri, de nombreux membres du comité directeur fédéral et une dizaine de secrétaires de section. Une majorité, vingt-et-un sur trente-six, appartiennent au courant A (Mitterrand), neuf à l'ex-courant B (Maurroy) et six au courant

Socialisme et République de Jean-Pierre Chevènement.

La fédération précise, dans son organe, *Le Poinç et la Rose*, que « celles et ceux, membres du parti, dont les noms n'ont pas été officialisés en qualité de candidats sur les listes dissidentes, seront, cela va de soi, également exclus du parti socialiste ». Cette

menace concerne les militants figurant sur les listes Vigouroux en tant que candidats aux postes de conseillers d'arrondissement dont les noms devaient être connus à la clôture du dépôt des candidatures aux élections municipales, vendredi 3 mars.

G. P.

La sortie de « Milou »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Charles-Emile Loo n'est plus membre du PS. Lui, le mémoire du socialisme marseillais, le compagnon de route de Gaston Deffieux, l'ancien grand agent de la rue de Solferino, l'homme de tous les combats électoraux, le populaire « Milou » toujours fidèle à sa famille politique. Exclu, après plus d'un demi-siècle de militantisme.

Amer cadeau d'anniversaire. Charles-Emile Loo fête, le 4 mars, ses soixante-six ans dont, bientôt, cinquante-trois ans passés dans le parti. Il a souvent raconté son adhésion aux « faucons rouges », en juin 1936, à l'âge de quatorze ans et la première de ses dix campagnes électorales municipales, en 1939, au sein de l'historique dixième section de Marseille où Gaston Deffieux l'avait précédé trois ans auparavant. Il en sera, plus tard, le secrétaire

après avoir milité dans les Jeunes socialistes et appartenu à plusieurs organisations de la Résistance (« Milou » est fier de montrer ses « feuilles de cotisation » de « Socialisme dans la Résistance », entre 1940 et 1944, signées de Daniel Mayer). Membre du comité directeur national du PSF à partir de 1968 et trésorier national pendant huit ans, à partir du congrès d'Épinay, il dirigea la fédération des Bouches-du-Rhône de 1985 à 1979, date à laquelle il donna volontairement sa démission après s'être rangé parmi les minoritaires du courant Maurroy au congrès de Metz. « Je n'ai jamais été élu, je ne suis jamais parti », dit-il. Il a également décliné de nombreux mandats électifs dont ceux de député de la deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône, pendant six ans et de député européen (depuis 1979) en ayant siégé au conseil municipal de Marseille de 1965 à 1983.

GUY PORTE.

M. Georges Marchais dénonce
« la volonté d'hégémonie
et l'anticommunisme » du PS

Participant, jeudi 2 mars au soir à la Mutualité, à Paris, à une réunion électorale des communistes de Paris, M. Georges Marchais a dénoncé le bilan municipal « catastrophique » de M. Jacques Chirac, le maire de la capitale, et s'en est pris aux socialistes qui « ont considéré qu'il était bien plus important d'affaiblir le Parti communiste » alors qu'ils avaient l'occasion d'affaiblir Chirac. Revenant sur l'échec des négociations à Paris, le secrétaire général du PCF a déclaré : « Les dirigeants socialistes se sont entêtés jusqu'au bout dans des propositions provocatrices (...) visant à supprimer à peu près toute représentation communiste dans la capitale ».

Selon lui, « la volonté d'hégémonie et l'anticommunisme du PS ont été les plus forts ». Le dirigeant communiste a souligné que les socialistes parisiens avaient approuvé les projets de M. Chirac en matière d'urbanisme. « Le plan de l'Est parisien ? Ils ont voté pour. Les ZAC offertes aux promoteurs immobiliers ? Ils ont encore dit « oui ». Les réhabilitations des HBM et HLM anciennes accompagnées du triplement des loyers, avec les situations de détresse qui en découlent ? Ils les ont également approuvés, ainsi que la transformation de l'Office public HLM en OPAC qui conduit les sociétés privées à mettre la main sur le logement social. S'élevant contre le projet de « Grand Paris », M. Marchais a assuré que « Pantin, Aubervilliers ou Ivry ne deviendront pas le 21^e, le 22^e ou... le 30^e arrondissement de la houlette de Chirac ou le contrôle du pouvoir ! ».

Après avoir réaffirmé que « le PS a pris la responsabilité d'imposer à

la gauche d'aller à la bataille en ordre dispersé, et ainsi de compromettre lourdement ses chances », M. Marchais a donné à son auditoire d'un millier de personnes environ trois raisons de voter pour les listes dirigées par le PCF : « exprimer une condamnation résolue, sans appel, de la politique et des projets de Chirac », « exprimer la volonté de rassembler » et « avoir de bons élus ».

Le secrétaire général a également souligné que ces élections seraient « le bon moyen de se faire entendre du gouvernement » en lui « lançant un avertissement ». Lors des négociations avec son partenaire socialiste, le PCF avait maintes fois souligné que l'objet des municipales n'était pas d'approuver « ou de désapprouver » la politique gouvernementale.

En présence des « Dix de Billancourt », de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, des têtes de liste du PCF dans la capitale, dont M^{me} Gisèle Moreau (13^e) et MM. Paul Laurent (19^e) et Henri Malberg (20^e), membres de la direction du parti, M. Marchais a indiqué que cette consultation constituait « le combat du redressement dans la capitale ».

Dans l'*Humanité-Dimanche*, M. Roland Leroy, directeur de cette publication, membre du bureau politique, estime que ces élections ont « une importance comparable » à celles de 1935, « dans les conditions difficiles de la montée du fascisme », à celles de 1947, « quelques mois après l'exclusion des ministres communistes », à celles de 1959, « six mois après le référendum instaurant la V^e République ».

Deux sondages

Avantage à M. Noir à Lyon
et à M. Vigouroux à Marseille

Les listes conduites, aux élections municipales de Lyon et de Marseille par MM. Michel Noir et Robert Vigouroux apparaissent les mieux placées à l'issue du premier tour, selon l'enquête d'intentions de vote réalisée par BVA du 20 au 24 février auprès de neuf cent soixante-dix-neuf Lyonnais et mille trente-huit Marseillais.

A Lyon, la liste menée par le député (RPR) du Rhône serait créditée de 41 % des suffrages,

contre 22 % à celle conduite par le maire sortant, M. Francisque Collomb (UDF) et 24 % à celle de M. Gérard Collomb (PS).

A Marseille, la liste du maire sortant, exclu du Parti socialiste, M. Robert Vigouroux, arriverait en tête à l'issue du premier tour, en recueillant 38,5 % des intentions de vote contre 31 % à celle de M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) et 20,5 % à la liste d'union de la gauche conduite par M. Michel Pezet (PS).

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

SURVIVRE, Salman Rushdie, qui en jurait ? Pas plus que Cain réfugié dans sa tombe ne cessait d'être regardé par « l'œil » de Dieu, pas plus que Trotski n'a échappé aux tuteurs de Staline, Rushdie ne peut espérer que les assassins de la dévotion cessent de le chercher ou perdent le goût du sang.

Viendra le moment où il en aura par-dessus la tête d'être cloué sous la protection d'un escadron de policiers — dont la présence même le désigne : qui il voudra savourer de nouveau les choses anodines de la vie, acheter son journal, aller au cinéma, déambuler dans la ville, et, alors, une balle, un couteau, on ne sait quoi, une bombe s'il le faut, ferait crier victoire aux fous de Dieu.

Aujourd'hui fanatisés comme étaient jadis enivres les haschichins — qui a donné les « assassins » — du Vieux de la Montagne, les intégristes ne se laisseront pas arrêter par un contre-ordre, à supposer qu'il soit donné. Imagine-t-on Khomèiny balbutiant le pardon après avoir bégayé le meurtre ?

Si même il venait à trépasser, son mandement n'en demeurerait-il pas vivant ? Lui, disparu, qui aurait, pour interdire le crime, plus d'autorité qu'il n'en avait au pour l'ordonner ? Il a trop de partisans pour que sa fin suffise à les disperser ou à les ramener à la raison. Peut-on méconnaître que s'il l'ordre a été à ce point entendu, c'est qu'il était de ceux qui plaisent ?

Ce mort à venir que serait Salman Rushdie, ce mort de trop, après les millions qu'ont engendrés l'Iran de Khomèiny et la guerre avec l'Irak (et qui sont, eux, déjà oubliés, passés par pertes et profits au nom du réalisme des États), c'est la seule certitude vraisemblable dont disposent les gouvernements pour se faire, si l'on peut dire, une religion ; pour déterminer la parole et l'action avant que l'indéfinissable ne se reproduise ; pour prévoir la réplique lorsque le pire sera arrivé.

CETTE extravagante affaire n'est, bien sûr, qu'en apparence et à titre second, du domaine des droits de l'homme. Liberté de pensée, de conscience et d'expression ne sont que l'habillage noble d'un défi aux États par l'un d'eux qui, faisant fi de toute souveraineté, de toute procédure (il), s'investit du droit d'effrayer la mort à qui il veut, où il veut et quand il le veut.

Si ce n'est pas la mort, c'est le silence, comme pour la chanteuse Véronique Sanson, éditeurs et libraires sachant déjà à quoi s'en tenir. Cette impudence-là n'est pas le fait de Khomèiny, pour qui la parole d'une femme est muette, mais des enfants de l'imam.

C'est un privilège inattendu du droit international que se reconnaît un Etat de pouvoir étendre sa juridiction et sa loi à tous les autres et en tout point du globe. A côté de cela, l'enlèvement du duc d'Enghien dans le grand-duché de Bade sur l'ordre de Bonaparte fait figure de conte bleu.

Parce qu'il s'agit de matières religieuses, qui mettent par définition mal à l'aise un Etat laïque, les dirigeants de tout bord et de tout poil, français et étrangers, de la majorité et de l'opposition, se contorsionnent laborieusement pour distinguer le fond de la forme, l'acceptable du scandaleux, et la poêle de la casserole, pour y faire mijoter ensemble la foi religieuse et les élections municipales. Ce n'est pas toujours bien brillant.

Le seul, outre M. Mitterrand, à n'avoir pas commencé par barguigner, ergoter et phallier

pour avoir le beurre et l'argent du beurre, les agios de la tolérance et les dividendes de la fermeté, c'est M. Laurent Fabius, qui n'a pas moins que d'autres le respect des convictions et l'obligation de compter avec des électeurs musulmans dans son fief de Seine-Maritime. Aurait-il eu (ne serait-ce que pour une fois...) un peu de passion en lançant le mot d'« assassin », que c'eût été parfait.

Et si, demain, pour une cause toute laïque, mais qui se couvrirait du voile de la religion, un autre appel au meurtre était lancé, un autre universalisme affirmé, soupçonnerait-on le part de Dieu et celle de César, ce que permet le Ciel et ce que proclame la Terre ? Comprendre, balancer, en de telles circonstances, c'est déjà consentir. Sait-on à quoi ?

Défis

ON peut penser ce que l'on veut de M. Michel Pezet et cependant être séduit du spectacle qu'il donne, bien malgré lui. L'homme qui tombe n'a jamais de quoi régir. A plus forte raison si cette chute n'est pas le résultat d'un combat politique que mène aussi son adversaire, mais d'une haine personnelle qui se sert de la politique pour l'assourdir. On sait laquelle.

M. Pezet n'est pas particulièrement sympathique. Il le devient. Celui qui s'est hissé à la force du poignet, luttant contre tant de hasards qui lui étaient contraires, et que soudain le désastre guette, force plus la compassion (dût le mot le hâter) que ne suscite d'admiration le grand bourgeois qui va son chemin, sur lequel l'attend un succès de plus.

S'il manquait un bouton de gilet à M. Vigouroux pour que ce succès fût assuré (au moins contre M. Pezet), M. Tapie le lui fournirait, sans que le prix en soit connu. Pour le seul plaisir de rendre la monnaie de sa pièce à M. Pezet, qui a peut-être eu le nez creux avant d'autre ? Ce serait trop de modestie. Dans le seul but de battre l'inénarrable M. Gaudin ? Il faudrait voir à ne pas confondre politique et fou rire, morale et bonnes affaires.

De son point de vue, M. Tapie fait coup double. Il fait du futur maître son obligé, mais il affiche qu'il n'est pas socialiste (quelle révélation !) puisqu'il défie le candidat officiel de ce parti. Plus, il démontre son indépendance, y compris à l'égard des principes et des idées.

Si M. Vigouroux l'emporte, ce qui est parait-il aussi certain que deux et deux font quatre, la suite probable est d'une simplicité biblique. Passé un décent délai de viduité, M. Vigouroux, abeille puis vainqueur, est réintégré au Parti socialiste dans un sanglotement général.

Re-Bingo pour M. Tapie qui, sans être le moins du monde étiqueté à gauche, a sauvé la mise de celui que le socialisme retrouve. Scène à la Greuze. Le Retour du fils prodigue, suivi d'un ami intime qui déjà trouve que la fille de la maison a de beaux yeux.

Ensuite ? Puisque le toujours virginal Robert Vigouroux, après vingt-cinq ans de parcours politique, a compris ce qu'était la

politique (le plus cruel des jeux après la roulette russe), il ne peut se borner à avoir gagné. Il lui faut verrouiller ce triomphe et évincer pour jamais celui qui, tout à la fois, l'a permis en voulant l'empêcher : M. Pezet. Celui-ci doit perdre le contrôle de la fédération des Bouches-du-Rhône, au profit de M. Vigouroux, ou de tel de ses (nouveaux) fidèles. Il s'en trouvera.

Voici M. Vigouroux revenant au PS plus fort qu'il n'en était parti. Mais lesté d'une grosse dette (lui semblera-t-on, serait-elle plus surévaluée qu'un bilan) vis-à-vis de son ami tout neuf, celui qui reprend tout. Même Marseille.

Mais il est désintéressé. A-t-il seulement demandé une bonne place sur la liste du maire ? Pas fou. Qu'aurait-il à faire d'aller s'engager à Marseille ? R ! C'est trop petit. Séduisé-qui-sait-tout ne l'a-t-il pas mentionné parmi ceux qui pourraient prétendre un jour à la candidature pour l'Elysée ? Gageons que l'intéressé-désintéressé saurait s'y résoudre. Ce sera épatant.

OU'EST-CE donc qui se vend, s'achète, s'échange, se troque, se négocie, comme s'il s'agissait d'un inerte, politiquement neutre et démocratiquement nul sac de patates ? Presque rien, la culture d'aujourd'hui : la télévision, avec elle l'information, qui fait l'homme libre, et le savoir, qui fait l'homme. Rien, vous dit-on. Pourquoi s'inquiéter puisque veille le CSA, qui ne sera pas moins vigilant sur ce point qu'il ne le fut pour un malheureux mamelon qui dépassait d'une publicité.

Du temps où il régentait tout, l'Etat avait souvent mauvaise presse. Il l'avait plus d'une fois mérité. En contrepartie, de quelle indulgence bénéficiaient les propriétaires privés, quasiment l'immunité ? C'est le plus bel allègement par le bas qu'il ait été donné de subir depuis longtemps, et cela n'empêche personne de dormir, au contraire.

« Que la République était belle sous l'Empire », disait-on à la fin du dix-neuvième siècle. Qu'elle était séduisante la télévision privée (« libre ») quand l'Etat la possédait toute.

SPÉCIAL-COPAINS. Si le texte est décevant (un pastiche du dix-huitième siècle par quelque un qui paraît en ignorer tout et ne sait guère écrire), l'idée est belle, la mise en scène séduisante et maligne, le décor et le costume tout de charme et de distinction, et le jeu des acteurs digne des grandes scènes.

Hélène Duc est cette comédienne pour qui l'on vient. Fabrice Lucchini aurait sa place au Théâtre-Français pour ce qu'il a de meilleur ; la jeune première n'est, à leurs côtés, pas déplacée. Tous trois, avec le metteur en scène Michel Valmer, composent un divertissement qui est un témoignage du bon goût français.

La pièce, qui prend prétexte de Diderot et de personnages réels, s'intitule *Une folie électrique* et se joue dans l'ancien couvent des Cordeliers dont les premiers acteurs célèbres se nommaient Danton, Marat ou Camille Desmoulins. S'y ajoute une surprise, une vraie surprise pour les spectateurs, qui s'en trouvent transportés.

C'est au 15, rue de l'Ecole-de-Médecine (tél. : 43-29-40-63), à 21 heures, du mardi au samedi et le dimanche à 15 heures. Le spectacle dure environ une heure et quart.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 65 mars

EN KIOSQUE

Les risques de l'Europe monétaire

17 F

هكذا من الأصل

L'affaire des fausses factures du Sud-Est

Le directeur général et le président du directoire de la SAE sont inculpés

L'inculpation notifiée, jeudi 2 mars, d'une part à M. Pierre Bentata, quarante-six ans, directeur général de la SORMAE (Société d'entreprises Rhône-Alpes-Méditerranée), société-mère de la SORMAE, et d'autre part à M. Jean-Claude Jammes, cinquante-deux ans, président du directoire de cette même entreprise, a donné un nouveau tour à cette affaire dite des « fausses factures du Sud-Est » dont l'instruction, par décision de la Cour de cassation, est, depuis le 15 février, confiée à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

Président de cette juridiction, M. Pierre Culié a choisi de mener d'abord son instruction en direction des « fausses factures », présumées, attendant, semble-t-il, de procéder, dans une phase ultérieure à l'examen du cas des hommes politiques, maires ou membres de municipalités de tous bords (RPR, UDF, PS) mis en cause, à ce jour, par les divers responsables locaux de la SORMAE depuis le début de l'affaire, c'est-à-dire le début de février, et dont sept sont actuellement inculpés.

La dernière décision de M. Culié ne manquera pas d'avoir une grande résonance dans les milieux du bâtiment et des travaux publics. La SAE est en effet, en France, une entreprise qui occupe une place comparable en ce domaine à celle tenue par Bouygues, et Dumézil.

Elle dispose en France même d'une forte implantation et a bénéficié de chantiers prestigieux, que ce soient ceux du tunnel sous la Manche ou du TGV Atlantique, tandis que son activité à l'étranger est tout aussi importante avec ses implantations aux États-Unis, à Djakarta, à Singapour, etc. Le chiffre d'affaires 1988 consolidé à 23,5 milliards de francs est à la mesure de cette activité (le Monde du 9 février).

Or, en l'état du dossier, il apparaît à la justice que des éléments suffisants existent pour que deux dirigeants de ce géant soient inculpés l'un et l'autre de faux et usages de faux en écritures de commerce, abus de biens sociaux et complicité, recel et corruption.

En fait, les responsables locaux dans le Sud-Est de la filiale de la SAE qu'est la SORMAE (Société d'entreprises Rhône-Alpes-Méditerranée), lors de leurs premiers interrogatoires par la police, avaient non seulement admis des aides financières consenties à telle ou telle municipalité dont il était attendu en retour des attributions de marchés, mais encore avaient fait savoir que l'idée de cette « politique » n'était pas particulièrement venue d'eux : ils ne faisaient qu'appliquer des directives dont la société-mère n'ignorait rien.

On avait pu, d'ailleurs, constater dans la première semaine de février que le juge d'instruction de Marseille alors chargé du dossier, M. Bernadette Augé, avait délivré une commission rogatoire à la police pour que les inspecteurs de la brigade financière opèrent une perquisition à Paris au siège de la SAE. L'opération avait été suspendue in extremis dans la mesure où des élus, des maires ayant été mis en cause, le tribunal de Marseille ne pouvait aller plus avant sans encourir la sanction d'une annulation de la procédure, ce qui fut d'ailleurs le cas (le Monde du 18 février).

4 millions de pots-de-rin

On notera que la décision prise par M. Culié de placer, de surcroît, sous mandat de dépôt provisoire M. Pierre Bentata montre que son rôle, en l'état du dossier, ne fut pas négligeable. Il est vrai que cette mesure de détention devra, pour être maintenue, passer le cap de ce qu'on appelle le débat contradictoire, fixé à la semaine prochaine. M. Bentata a choisi pour défenseur M. Roger Dormith, tandis que M. Georges Kiejman assiste M. Jean-Claude Jammes.

Ces événements judiciaires sont d'ailleurs la conséquence des résultats d'une nouvelle commission rogatoire qu'avait délivrée, au milieu de la semaine, M. Pierre Culié. Elle avait permis la saisie au siège de la SAE, avenue de New-York à Paris,

de nombreux documents. En dépit du caractère tardif de cette « descente » de police, de la disparition vraisemblable de certains dossiers, les éléments fournis sont apparus suffisamment convaincants. En revanche, les explications fournies en même temps par MM. Jean-Claude Jammes et Pierre Bentata, qui avaient été placés en garde à vue, n'ont pas paru de nature à les mettre hors de cause.

Il reste pourtant à comprendre pourquoi les responsables d'une entreprise de semblable envergure ont estimé nécessaire de donner, sur le plan local, des instructions pour des distributions de « pots-de-rin » dont le montant, selon les estimations connues à ce jour (4 millions de francs) apparaît malgré tout assez dérisoire au regard des risques encourus, comme en témoignent les derniers développements judiciaires de cette affaire.

L'épisode du jeudi 2 mars éclaire, provisoirement sans doute, les aspects politiques d'une affaire qui sans eux n'aurait jamais connue la publicité qui est la sienne depuis le premier jour.

Les maires ou adjoints mis en cause par les inculpés de la SORMAE ont donc les noms ont été pour le moins cités par eux en général réagi par des communiqués, des déclarations ou des lettres aux journaux. Mais, à ce jour, aucun d'entre eux n'a encore été entendu dans le cadre de l'instruction. A Marseille,

ils ne pouvaient juridiquement l'être. A Paris, où l'affaire reprend son cours, M. Culié ne paraît pas estimer qu'il y ait urgence de ce côté-là.

Il n'en demeure pas moins qu'il est saisi, depuis le 15 février, d'un réquisitoire de M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel de Paris, tendant à l'inculpation de vingt-trois personnes parmi lesquelles MM. Jean-Pierre Roux, maire (RPR) de Nogent-sur-Marne et José Mattel, collaborateur de M. Michel Pezet, candidat PS aux élections municipales à Marseille.

Les noms de ces personnes figurent en effet tous dans le dossier et ils ont été cités par les dirigeants de la SORMAE, MM. Popis, Pelletier, Mistre, Debrun, Baudet et Bérard, qui, de plus, ont indiqué, pour certains, le montant des sommes qui auraient été perçues.

L'affaire en tout cas a pris, désormais, un régime de croisière au long cours. Il est sûr que, judiciairement, elle ne sera même pas près d'être conclue au lendemain du second tour des prochaines élections municipales.

Réaction de la Société auxiliaire d'entreprises

Dans la soirée du 2 mars la Société auxiliaire d'entreprises, en réaction aux inculpations de deux de ses dirigeants, publiait le communiqué suivant :

« A la suite des récentes inculpations liées à l'affaire SORMAE et concernant des dirigeants du groupe SAE, le président du directoire de SAE déclare que, dans l'hypothèse où les faits reprochés concernent de fausses factures, il ne s'agit pas de faux et de campagnes électorales se révélerait exacts, il prendrait l'initiative, en accord avec la profes-

sion, d'une intervention auprès des pouvoirs publics pour que ces problèmes de financement soient traités au fond et réglés de façon réaliste.

« Dans l'immédiat, le groupe SAE exprime son indignation devant les atteintes au secret de l'instruction qui ont alimenté une campagne appuyée par l'approche des élections municipales, et son inquiétude devant les conséquences de cette affaire qui porte atteinte à son crédit national et international et à celui de ses vingt-cinq mille collaborateurs. »

Devant le tribunal de Nanterre

Le commissaire Jobic et la mêlée de voyous

La première audience, jeudi 2 mars à Nanterre, du procès de l'affaire Jobic, a permis de fixer le calendrier de débats qui vont durer au minimum deux semaines. Prostituées, proxénètes et truands rivaux en ont profité pour se lancer défis et insultes à la tête.

Une simple mise en jambes ! Le procès a commencé comme une partie de rugby. Taillé comme un « flanker » (troisième ligne), Jean-Claude Moustafa, inculpé comparses, a bondi sur le journaliste dessinateur de la 5 et l'a plaqué au sol au beau milieu du prétoire. Le journaliste ne protestait aucun ballon mais son grand carton à dessins. Il a simplement eu le tort de croquer un portrait du frère de Jean-Claude, Jean-Moustafa, qui comparait détenu.

On ne plaisante pas avec les images chez les Moustafa. Cette scène de genre a eu lieu lors d'une suspension d'audience. C'est Jean-Claude, inculpé pour détention et transport de stupéfiants, qui, le premier, a remarqué qu'un portrait de son frère — collier de barbe broussailleux, tignasse noire et blouson de cuir ouvert sur un tee-shirt — figurait sur le vaste croquis d'audience du dessinateur de la 5. Dans son costume bleu, il a pris son air mécontent et exigé que le dessin lui soit remis sur-le-champ.

Le dessinateur n'a pas été assez rapide. Le flic bien armé sur les épaules, Louise Moustafa, la mère, inculpée de proxénétisme, a rejoint son frère. Et le dessinateur a vu ce qu'il allait voir, foi de « Maman Moustafa ». Car Louise a géré le scandale de main de maître, jouant la mère martyre devant des gardiens de la paix médusés et paralysés. « Rends-le ce dessin, tu n'as pas le droit. » Et à la cantonade : « Il a pas le droit de dessiner, il a pas le droit de faire des dessins-robots. » Un peu plus fort : « Les

journaux, on en a marre ! ». Très courtoise et drapée dans le bon droit maternel : « Il va le remettre tout de suite ! »

Louise Moustafa n'a pas précisé si l'opération devait être exécutée en douceur. Son fils a dû mal comprendre. Il a plongé et terrassé le dessinateur. Grand émoi dans le prétoire qui depuis le début de l'audience transpire la menace, les pressions. Policiers, avocats et journalistes s'interposent.

L'un des avocats des Moustafa à madame mère : « L'engueulez pas ce dessinateur, il fait son travail. Visez le vrai voyou, celui qui a plus tard, aux journaux : « Il faut les comprendre ces gens, ils ne savent pas. » Erreur. M^{me} Moustafa sait parfaitement ce qu'elle veut. Elle veut le dessin et pas de mauvaise publicité pour son fils dans le journal télévisé de la 5. Finalement, le dessinateur lui fait cadeau du croquis de son rejeton. Louise Moustafa, encore blanche de colère, esquisse un sourire : « Je m'excuse et merci. »

Le crachat du proxénète

On n'est pas responsable de ses amis... Le commissaire Yves Jobic, inculpé de proxénétisme aggravé et de corruption, a pris tout de même grand soin, tout au long de l'audience, de sauvegarder entre lui et le clan Moustafa un peu d'espace libre, une simple chaise, mais une chaise qui valait de l'or dans l'ambiance surchauffée du prétoire transformé en forum où maqueurs, grands flics, avocats, prostituées et journalistes se marchaient sur les pieds.

Une audience pour faire connaissance. Une audience pour distribuer les rôles, fixer les têtes. D'un signe, avant même d'entrer dans le prétoire, Zoukha Zanatti, dite Zoukha, dite la Balance à Jobic, partie civile dans cette

affaire, s'est vue menacée par un proxénète, inclinant son pouce vers le sol, l'air triomphant.

Et en pleine audience, cette fois, de méchantes rancœurs se traduisaient par gestes et injures. Une prostituée, enroulée dans son vision, fixait sans tendresse un témoin du camp opposé : « Ou'est-ce t'as, toi ! » Et son souteneur, derrière elle, beau voyou paré de ses chaînes en or : « Quoi, tu te l'as fait, alors... » Simple prélude.

Le témoin Pierre Vitallonga, dit Pedro, proxénète détenu dans une autre affaire, surgissait alors entre trois gardiennes. Mais il y avait tellement de monde... qu'il en profitait pour faire parler libre et pour remettre au pas une de ses « filles » : « Lundi, tu viens au travail. » Regard irrité. « Tu vas voir. » Un éclair dans le regard. « Tu vas comprendre. »

Vitallonga, la cinquantaine, gros pull de campagne, crinière blanche rejetée en arrière, piaffait, brèche, tonne, couvert par la brouhaha ambiante : « Où il est le mec de Libération ? Ils ont voulu me défoncer la tête au dépôt. » Le président l'appelle. Un autre témoin détenu, qui se trouve sur son passage, siffle une insulte. Vitallonga lui crache dessus. « J'te couperai ! »

Au président : « Vous m'avez bien vu ? » — Je vous vois. — Vous ne me verrez plus !

A côté de tout ce petit monde grouillant et tonitruant, le commissaire Jobic est apparu très maître de lui. « On va enfin se retrouver en face de la vraie justice, a-t-il affirmé devant la presse. Le dossier est entièrement vide. » Ce n'est pas tout à fait exact puisqu'il compte six mille pages mais pour lui, les choses sérieuses commenceront à partir du 9 mars. Jusque-là, le tribunal présidé par M. Alain Foulquie, examinera le rôle des vingt-cinq autres prévenus de l'affaire.

LAURENT GRELSAMER.

Notamment à Nice et à Beaulieu

M. Pierre Joxe décide la fermeture de cinq casinos

Le ministre de l'intérieur a décidé la fermeture pour irrégularité de cinq casinos, dont ceux de Beaulieu-sur-Mer et de Nice (Alpes-Maritimes). M. Pierre Joxe a aussi prolongé d'un an l'autorisation d'exploiter des machines à sous mais semble toujours déterminé à déposer un projet de loi les interdisant.

Respectivement huitième et vingt-deuxième établissements français, les casinos de Beaulieu et de Nice ont été fermés en raison des soupçons des policiers de la sous-direction des courses et jeux des Renseignements généraux quant à la présence au sein de leurs directions d'hommes liés au milieu du grand banditisme. Pour le Casino-Club de Nice, il s'agit de Jean-Dominique Fraton, en fuite et sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis ses condamnations pour abus de biens sociaux à la fin des années 70 à propos d'un autre casino nicois, le Palais de la Méditerranée. Le fils et le gendre de Jean-Dominique Fraton siègent, en effet, au comité de direction des jeux du Casino-Club.

Dans le cas de Beaulieu, c'est « l'absence de transparence » de son fonctionnement qui est en cause, et en particulier la difficulté de connaître l'identité des détenteurs réels du capital de la société, notamment après la récente condamnation, en Italie, à cinq ans de prison d'un ancien membre du comité de direction des jeux de ce casino.

Pour les casinos de La Rochelle (Charente-Maritime), Royat-Chamalières (Puy-de-Dôme) et Vichy (Allier), ce sont diverses irrégularités qui ont entraîné la fermeture, en particulier le fait qu'à Royat et Vichy l'un des principaux responsables soit interdit de salles de jeux.

Autant de faits qui ont renforcé la conviction de M. Joxe sur l'implication des jeux et du milieu : « Le jeu sert à blanchir l'argent du recel, de la criminalité et de la drogue », a souvent affirmé le ministre de l'intérieur. La réaction du président du Syndicat des casinos de France, M. Robert Lassalle, est cependant modérée : « Je fais confiance aux pouvoirs publics pour avoir pris les décisions qui s'imposent. » a-t-il déclaré à l'AFP. Il s'agit simplement de ne pas faire d'amalgame entre quelques brebis galeuses et l'ensemble du secteur économique, qui assure 15 000 emplois.

En revanche, M. Lassalle a souligné son « inquiétude » devant la volonté de M. Joxe de faire abroger la loi Pasqua introduisant les machines à sous dans les casinos. Le ministre de l'intérieur a cependant prorogé d'un an les autorisations d'exploiter ces machines à sous accordées à trois casinos, ceux de Cannes-Municipal-la Croisette, Mandelieu-La Napoule (Alpes-Maritimes) et Lons-le-Saunier (Jura), qui venaient à expiration le 28 février.

« Une catastrophe pour la commune »

Douze autres établissements disposent de licences provisoires d'exploitation des machines à sous. Dans un communiqué commun, le Syndicat des casinos de France, pour le patronat, la CGT et FO, pour les personnels, ont demandé au ministre de « surseoir à sa décision » d'abroger la loi Pasqua « afin de permettre d'organiser des commissions de travail ».

Certains des maires concernés par les décisions de M. Joxe ont réagi. M. Jacques Médéric, maire de Nice (app. RPR), a déclaré : « Quand M. François Mitterrand et Bérégovoy sauront exactement ce que rapporte l'argent des casinos à l'Etat, ils feront peut-être revenir M. Joxe sur sa décision. » Quant à M. Fernand Dumas, maire (div. droite) de Beaulieu-sur-Mer, il estime que la fermeture est « une catastrophe pour la commune ».

Une équipe de télévision de FR 3 venue filmer, jeudi 2 mars, le casino de Beaulieu, a été agressive par deux hommes, dont M. Armand Chambaz, PDG de l'établissement. La scène, tournée par le caméraman, a été diffusée jeudi sur les chaînes de télévision.

● Prochain tir d'Ariane-4. — La vingt-neuvième tir de la fusée européenne Ariane devrait avoir lieu dans la nuit du samedi 4 mars au dimanche 5 mars. Trois fenêtres de tir, situées entre 0 h 29 et 3 h 31 (heure française), ont été prévues. Deux satellites seront lancés à cette occasion par ce troisième exemplaire de la fusée Ariane-4, la plus lourde des lanceurs européens : le satellite de télécommunications japonais JC Sat-1 (2 280 kg) et le premier satellite météorologique européen opérationnel Mop-1 (681 kg).

L'affaire de la boulangère de Reims

Le ministre de la justice porte plainte contre M. Henri-René Garaud

M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, a décidé de porter plainte pour « complicité en diffamation » contre M. Henri-René Garaud, avocat de la boulangère de Reims, meurtrière d'un jeune Français d'origine maghrébine, Ali Rafa.

Dans une déclaration, reprise jeudi 2 mars par le Quotidien de Paris, l'avocat avait mis en cause le substitut du procureur de Reims, M. Nalati, qui avait fait appel, la veille, contre l'ordonnance de remise en liberté de la boulangère, Marie-Joëlle Garnier (le Monde du 3 mars). Commentant cette décision de faire appel, M. Garaud avait dit, selon le Quotidien : « Ça ne m'étonne pas, dans la mesure où cette personne est très proche des milieux maghrébins. »

Le ministre de la justice a précisé que M. Arpaillange ne souhaitait pas poursuivre le quotidien, auquel, selon la loi sur la presse, pouvait être imputé le délit de diffamation.

Mario-Joëlle Garnier avait tué Ali Rafa, le 12 février, d'une balle dans la tête. Celui-ci faisait partie d'un groupe de jeunes, qui venaient de lui voler des croissants. La boulangère, inculpée d'homicide volontaire, a été placée sous contrôle judiciaire, et ne doit pas séjourner à Reims.

● Non-lieu pour un chauffeur de taxi qui avait tué deux clients. — M^{me} Catherine Sapène, juge d'instruction au tribunal de Bobigny, vient de rendre une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Jean-Claude Bouland, chauffeur de taxi, qui, le 13 février 1987, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) avait tué deux clients qui le menaçaient pour s'emparer de sa recette. Les victimes étaient un Pakistanaise de dix-neuf ans, Djamel Abdurrazzo, et un Français originaire de la Guadeloupe, Jean-Luc Morvan, vingt-quatre ans. M. Bouland avait été inculpé d'homicides volontaires (le Monde des 15 et 17 février 1987). Le juge d'instruction estime dans son ordonnance que les faits reprochés ont été commis « comme un acte de défense contre les auteurs d'une tentative de vol exécutée avec violence ».

DES RÉFUGIÉS EN FRANCE TÉMOIGNENT...

240 p.
89 F.

Un regard aigu sur notre pays porté par des témoins exigeants et lucides.

FAYARD



POUR UN SYSTÈME ÉDUCATIF DÉCENTRALISÉ

L'avenir d'une nation dépend d'abord de la valeur de son système éducatif et de l'ampleur de ses investissements intellectuels. L'égalité de ses citoyens aussi. Bien qu'au cours de ce dernier quart de siècle le niveau de l'éducation se soit élevé dans notre pays, l'échec scolaire n'a pas été jugulé. L'échec à l'école engendre l'échec social.

Écartelée entre les gagners engagés dans la course aux diplômes et les laissés pour compte d'une société indifférente, l'école s'affaiblit.

Un rapport du Conseil Économique et Social rappelait en 87 que 200.000 jeunes abandonnent chaque année l'école sans qualification reconnue : cette faillite coûte à la collectivité 91 milliards de francs, soit près du quart des sommes consacrées à l'éducation.

Alors, de deux choses l'une : ou notre système éducatif est un maillon de la solidarité nationale, ou il est le ferment d'une société éclatée.

Chacun le dit et depuis longtemps : il faut changer l'école et l'université. Commençons d'abord par nous écouter et ensuite nous entendre.

La revalorisation de la situation des enseignants, la modernisation des services et des établissements sont nécessaires à la réussite d'une transformation attendue par tous. Principaux agents du développement de l'éducation, les enseignants sont concernés au premier chef.

Changer l'école, c'est aussi changer de pratiques, de comportements et de mentalités. Pour cela, les réorientations de notre système éducatif doivent faire l'objet d'une concertation sur l'ensemble du territoire, avec les parents, les jeunes, les enseignants, les élus et les partenaires culturels, sociaux et économiques.

Cette mutation se traduira par des changements qui prendront leur véritable dimension grâce à leurs convergences. L'exercice de l'autonomie locale doit être renforcé. C'est ce choix qui déterminera le sens de l'évolution et la rendra perceptible à tous, dans un système décentralisé.

Les activités éducatives culturelles complémentaires de l'enseignement public seront encouragées. Elles se renforceront par le partenariat école-association/collectivité locale.

Pour gagner ce pari sur l'intelligence, la loi d'orientation doit prévoir un engagement financier sur plusieurs années.

Le 1^{er} mars 1989

Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente



3, rue Récamier - 75341 PARIS CEDEX 07 - Tél. : 43.58.9733

مكتبة من الأمل

Société

ENVIRONNEMENT

Avec pour objectif la réduction de 85 % des chlorofluorocarbones

Les Douze accélèrent leurs efforts pour lutter contre la destruction de la couche d'ozone

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

La Communauté accentuera ses efforts pour lutter contre la destruction de la couche d'ozone et cassera d'entraîner à sa suite les autres pays signataires du protocole de Montréal ainsi d'ailleurs que ceux qui n'y ont pas encore adhéré.

Les ministres de l'environnement des Douze réunis jeudi 2 mars à Bruxelles ont souligné « la nécessité, dans la Communauté qu'au moins 85 % des meilleurs délais le niveau actuel de production et de consommation des CFC (chlorofluorocarbones) ».

Le protocole de Montréal, signé par quarante pays et ratifié par trente-deux, conclu en septembre 1987 et entré en vigueur fin 1988, prévoit la réduction de 50 % de la production et de l'utilisation des CFC par rapport au niveau atteint en 1986, d'ici à 1999. Désormais, les scientifiques considèrent qu'il faut être beaucoup plus rigoureux si l'on veut sauver la couche d'ozone et réduire l'effet de serre, c'est-à-dire le réchauffement de la Terre qui s'expliquerait lui aussi, en partie,

par l'accumulation dans la stratosphère du chlore issu des CFC.

La Communauté peut aller de l'avant car ses industriels, qui élaborent puis fabriquent les produits de substitution aux CFC, sont capables de suivre. En France comme dans d'autres États membres, des conventions sont signées à cette fin avec les producteurs ainsi qu'avec les principaux utilisateurs.

Des conversations sont également menées par la Commission de Bruxelles afin, si possible, de « communautariser » de telles conventions et d'éviter des distorsions de concurrence. « Nous allons atteindre en trois ans les 50 % de réduction fixés par Montréal pour la fin du siècle. Nous nous trouvons dans une situation exceptionnellement vertueuse, un cas d'adaptation particulièrement rapide de l'industrie aux exigences de la lutte contre la pollution », commentait un fonctionnaire français. La fabrication est très concentrée, trois grands groupes dominent le marché mondial : ICI (Grande-Bretagne), Du Pont de Nemours (États-Unis) et ATOCHEM, une filiale d'ELF.

Deux principaux problèmes se posaient aux ministres. Jusqu'où s'engager dans l'effort d'assainissement et quelles conditions y poser ?

Jusqu'où aller ? La Commission avait proposé 85 % de réduction des CFC d'ici à 1999. Le débat fut l'occasion d'une certaine surenchère des États membres proposant, chiffres lancés apparemment au hasard, 95 % puis 100 %. Finalement le seuil de 85 % a été maintenu comme celui à atteindre dans « les meilleurs délais » parce qu'il correspond à une double réalité : 1) Les scientifiques affirment que c'est le niveau auquel il faut descendre pour stabiliser le chlore dans l'atmosphère ;

Divergences entre États membres

2) Compte tenu des recherches des industriels, on sait que c'est là un objectif réaliste. Des produits de substitution existent pour remplacer les CFC employés dans les aérosols, et ceux qui seront nécessaires pour les industriels de la chaîne du froid sont pratiquement prêts. En revanche, les techniciens butent encore sur quelques obstacles pour trouver les substituts appropriés à la production de solvants, et en particulier de ceux (marché croissant) utilisés en électronique. D'où la sagesse de ne pas fixer une échéance trop précise pour la réduction à 100 %.

Quelles conditions poser à ce nouvel engagement de la CEE ? Le

texte adopté est relativement ambigu, reflétant la des différences d'accent parmi les États membres. « Il y aurait un problème si tous les grands producteurs n'étaient pas tenus aux mêmes obligations en même temps », expliquait-on du côté français, où l'on soulignait également la nécessité d'élargir le protocole de Montréal.

Des pays gros consommateurs de CFC mais aussi des producteurs potentiels comme le Japon, l'Inde, la Chine, l'Arabie saoudite ne l'ont pas signé. D'autres États membres ne souhaitent pas que le pas en avant accompli maintenant par la CEE soit présenté sous une forme trop conditionnelle. Sur la base de la déclaration politique adoptée, les Douze arrêteront avant mai, c'est-à-dire avant la conférence d'Helsinki qui se tiendra dans le cadre des Nations unies, le mandat de négociation à confier à la Commission européenne.

La mission de celle-ci sera de convaincre les pays tiers, et en particulier les Nord-Américains, de se montrer aussi zélés que la CEE. Si elle n'y parvient pas, la majorité des Douze — c'est ce qui ressortait du débat — plaideront sans doute pour que la Communauté aille quand même de l'avant.

PHILIPPE LEMAITRE.

EDUCATION

Les réactions aux projets de M. Jospin

La grève a été mieux suivie par les instituteurs que par les professeurs de collège

La journée nationale de grève à laquelle appelait, jeudi 2 mars, le SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège), le SNC (Syndicat national des collèges) et le SGEN-CFDT (Syndicat général de l'éducation nationale) a été inégalement suivie.

Les instituteurs sont les plus nombreux à avoir répondu : 52 % d'entre eux ont fait grève selon le ministère (les deux tiers selon les organisateurs) pour réclamer une rallonge budgétaire et une revalorisation des salaires dès la rentrée 1989. Au moment où les instituteurs viennent d'obtenir du ministre de l'éducation la promesse importante d'un relèvement à la licence du niveau de leur recrutement, cette mobilisation dans les écoles est significative du malaise persistant des enseignants du primaire.

En revanche, la grève a été beaucoup plus faiblement suivie dans les collèges. Le SNI-PEGC et le SNC, qui regroupent environ la moitié des PEGC n'ont été suivis que par 14 % d'entre eux, selon les chiffres du ministère. Situation paradoxale, puisque les deux syndicats récla-

ment la reconnaissance statutaire de la spécificité du collège, alors que précisément M. Lionel Jospin a renoncé, à la création d'un corps spécifique de professeurs de collège. Ce qui laisse penser que cette idée était loin de faire l'unanimité parmi les enseignants de collège.

Un tel constat ne peut que réjouir le SGEN qui milite, pour sa part, en faveur du « corps unique » pour tous les enseignants du primaire et du secondaire.

Le ministre de l'éducation devrait avoir rapidement une idée plus précise de l'état de mobilisation de l'ensemble des enseignants contre ses projets puisque le SNEP (Syndicat des professeurs du secondaire), le SNEIAP, les syndicats SGEN-CFDT de Paris et Créteil, et une « coordination parisienne des instituteurs » les enseignants du technique (SNETAA) ainsi que les organisations FO et CGT, le SNALC, la CNGA et même la Société des agrégés se retrouvent samedi 4 mars pour une manifestation nationale à Paris, de Denfert-Rochereau au ministère de l'éducation.

Un amour de « Bruck »

Le Père Raymond-Léopold Bruckberger ne s'est jamais privé d'étonner, sinon de choquer. Ce dominicain de quatre-vingt-un ans, qui fut supérieur de la Résistance et, à ce titre, reçut le général de Gaulle à Notre-Dame de Paris le 26 août 1944, a défrayé la chronique plus d'une fois par des déclarations fracassantes, contre les prêtres progressistes ou les évêques modernes, en faveur du capitalisme ou de la peine de mort.

Cette fois, il va plus loin, dans un ouvrage publié chez Albin Michel, *À l'heure où les ombres s'allongent*, révélant avoir eu pendant dix ans une liaison avec une jeune Américaine. « Si on m'offrait le choix de revivre telles que je les ai vécues mes dix années avec Barbara ou bien d'être dix ans avec une jeune fille par quatre chevaux, je crois que je choisirais la supplice de l'écrou », écrit-il. A cela, je reconnais que, par-delà tous les autres symboles dont est tissée ma vie, j'appartiens à la croix.

« Bruck », qui vit en marge de l'ordre dominicain auquel il appartient toujours, a précisé à *Paris-Match* qu'il ne célèbre plus la messe depuis des années et n'y assiste plus davantage. « Je suis en état d'hétérodoxie spirituelle », explique-t-il.

Questionné par le *Figaro* du 3 mars au sujet de Mgr Gallot, l'évêque contestataire d'Evreux, le Père Bruckberger répond : « Mgr Gallot est bien mieux que moi ! Lui n'a pas de maîtresse, que lui reproche-t-on ? Ses idées ? Je ne l'ai pas lu. Mais, d'après ce qu'on m'en a dit, il serait plus sot que moi-même. Ce qui n'a rien d'original dans l'épiscopat français. »



« Déclic » entre chercheurs et entreprises

L'association Déclic vient de publier le deuxième numéro de sa Lettre d'information. Belle preuve de dynamisme pour cette association originale créée il y a un an et qui regroupe une trentaine d'étudiants de troisième cycle, de thésards et de chercheurs du laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST) d'Aix-en-Provence.

Ce laboratoire du CNRS, dirigé notamment par François d'Iribarne, analyse les relations professionnelles de l'organisation du travail et les conséquences pour l'emploi de l'introduction des nouvelles technologies, en France et à l'étranger. Autant de thèmes de recherche qui lui ont permis de nouer des relations privilégiées avec les entreprises et les partenaires sociaux. C'est pour valoriser et développer ces contacts que les étudiants et chercheurs aixoïens ont décidé de créer Déclic.

Pour Fabien Brochier, l'un des animateurs, il s'agit d'abord de démontrer aux entreprises que « les chercheurs ne sont pas enfermés dans leur tour d'ivoire » et de faire vivre un lieu ouvert de rencontre et d'information entre professionnels et chercheurs. Après un débat l'an dernier sur l'émergence de la fonction gestion des ressources humaines, Déclic prépare, pour le mois de juin, une autre rencontre sur les « rapports entre l'activité de recherche et celle de conseil ».

Enfin, l'association entend s'appuyer sur ce réseau souple pour développer ses actions de conseil et d'étude sur l'organisation interne des entreprises et l'évolution de l'emploi, ainsi que des stages pour les étudiants-chercheurs. Cela devrait favoriser l'émergence de « nouveaux profils professionnels à l'interface recherche/entreprise », par exemple des chercheurs-intervenants, des consultants-chercheurs ou des formateurs-producteurs.

G. C.

(Déclic, 35, avenue Jules-Ferry, 13626 Aix-en-Provence. Tél. : 42-26-59-60.)

Les jésuites à Barcelone

L'ESADE de Barcelone a été fondée par les jésuites et non par l'Opus Dei, comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article sur « Le grand saut d'HEC » dans le supplément « Campus » du 2 mars. C'est l'IESE, autre grande école de gestion de Barcelone, qui a été créée par l'Opus Dei.

Transport et logistique

Un département « Transport et logistique » rattaché à l'IUT d'Orléans ouvrira à Chartres en

septembre prochain. Bacs conseillés : C. D. B. G. La notice d'information doit être demandée avant le 30 avril.

IUT d'Orléans. Service de la scolarité. BP 6729 (rue d'Isaoudun) 45067 Orléans Cedex 2.

Bacs professionnels

L'académie de Créteil propose, du 8 au 11 mars, une semaine d'information sur les baccalauréats professionnels et l'enseignement technique.

Académie de Créteil, 4, rue Georges-Saunders, 94010 Créteil. Tél. : 43-77-12-71.

Académie de Créteil, 4, rue Georges-Saunders, 94010 Créteil. Tél. : 43-77-12-71.

REPÈRES

Sondage

Les jeunes Français craignent avant tout le sida

Le sida inquiète plus les jeunes Français que le chômage, indique un sondage réalisé par CSA pour TF 1 et le journal le Parisien auprès de dix-neuf quatre-vingt-dix-sept jeunes âgés de seize à vingt-quatre ans, entre le 17 et le 23 février. Selon ce sondage, le sida représente leur principale source d'angoisse. La maladie arrive en tête des préoccupations de 57 % des personnes interrogées, suivie du chômage et de la violence.

Hôpitaux

Les infirmières protestent

« Lors des discussions avec les infirmières l'autre jour, le ministre de la santé, M. Evry, nous a dit qu'il venait de faire plus pour elles en dix jours que ses prédécesseurs en vingt ans. Nous constatons qu'en quarante-huit heures il vient de faire bien plus pour les infirmières que pour les autres catégories de personnel », a déclaré, jeudi 2 mars, lors d'une conférence de presse organisée par la coordination des infirmières d'Ile-de-France, M^{me} Nicole Bénévise,

Un projet de loi

Les chiens et les chats devront être tatoués

Le ministre de l'Agriculture, M. Hénault, a présenté, mercredi 1^{er} mars, au conseil des ministres un projet de loi qui devrait être « populaire » : la soumission des animaux à un tatouage à l'occasion de leur inscription au répertoire des animaux de compagnie. Ce projet de loi, qui devrait être adopté par le Parlement à la fin de l'été, vise à lutter contre le trafic d'animaux et à faciliter leur identification. Les associations de défense des animaux ont réagi avec méfiance à ce projet de loi, qui leur semble être une mesure de police.

Il était en effet difficile, pour les responsables d'un refuge ou d'une fourrière, de retrouver en quatre jours le propriétaire d'un chien ou d'un chat perdu, même identifiable. Et il était toujours angoissant, pour un particulier, d'imaginer que son animal pouvait être « euthanasié » faute d'avoir retrouvé sa trace au bout de quatre jours.

Les associations de défense des animaux familiaux demandent plus que ne prévoit le projet de loi, qui devrait être soumis au Parlement à la fin de l'été, elles souhaitent que le délai de huit jours soit raccourci à quatre jours, afin de faciliter la recherche du propriétaire. Certains demandent même la suppression pure et simple de cet article du code rural qui condamne à mort les animaux en fourrière non réclamés.

Le projet de loi de M. Nallet envisage une deuxième disposition pour désigner la portée du tatouage : les chiens et les chats deviendraient obligatoirement à la vente. On ne pourra donc plus acheter un chien ou un chat à un marchand professionnel sans que l'animal soit tatoué et même garanti indemne de « vice rédhibitoire ». Reste évidemment le problème des transac-

tions privées, de loin les plus répandues. Il sera difficile de contrôler ce tatouage qui offre un chien de sa chienne au voisin l'ait au préalable soumis à une opération coûteuse — de 100 F à 350 F selon les vétérinaires. Sans parler des chiots perdus que l'on recueille par hasard.

M. Nallet propose en outre une mesure qui mettra un tatouage à bien des abus : l'interdiction d'offrir des animaux en prime ou comme lots de foire. Combien d'enfants, en effet, n'ont eu un jour la tentation d'élever un animal gagné dans une loterie. Passe encore, lorsqu'il s'agit d'un poisson rouge ou d'une tortue de Floride... Mais cela ne compense pas un canard, un lapin ou un chaton. Avec un chien ou un chat, c'est un minimum douze ans de vie commune qu'il faut prévoir. Les enfants n'en sont pas conscients, et les parents l'ignorent souvent et s'en rendent compte trop tard.

Ce projet de loi, hélas ! n'aborde qu'un aspect de la vie — et de la mort — des animaux familiaux. Les miséreux indigents par leur introduction en ville, à commencer par les croquettes de chien et les aboiements, n'ont pas été abordés au conseil des ministres. Le gouvernement ne tient évidemment pas, à quel-ques jours des élections municipales, prendre à rebrousse-poil les propriétaires d'animaux de compagnie, par exemple en instituant une taxe sur les chiens. Il laisse ce genre d'initiative aux maires dont aucun, jusqu'à présent, n'a eu l'audace de taxer les propriétaires de chiens, ni même de mettre véritablement à l'amende ceux dont les animaux sautillent régulièrement trottoirs et bacs à sable.

ROGER CANS.

DÉFENSE

La visite de M. Rocard à Canjuers

Une armée de terre sans ses missiles nucléaires

CANJUIERS (Var)
de notre envoyé spécial

Ni char de bataille Leclerc ni missile nucléaire stratégique. Hades. Pour sa première visite à l'armée de terre, après deux rendez-vous décommandés l'an dernier, le premier ministre, M. Michel Rocard, n'a pas eu droit, jeudi 2 mars, au camp de Canjuers (Var), à une démonstration des prototypes de ces deux systèmes d'armes qui fondent la stratégie de l'an 2000. L'état-major de l'armée de terre, qui devrait recevoir le Leclerc en 1991 et le Hades en 1992, y avait un instant songé. A Canjuers, M. Rocard a expliqué qu'il souhaitait limiter sa visite aux matériels en service.

L'argument n'a pas convaincu. Le premier ministre a, en effet, assisté aux « prestations », selon ses propres termes, du « démonstrateur » de lance-roquettes multiples (LRM), qui ne sera pas en service dans l'artillerie française avant 1990, et aux évolutions spectaculaires du nouvel hélicoptère de manœuvre Super-Puma, qui vient seulement d'être commandé pour la logistique de la Force d'action rapide (FAR).

En réalité, les deux programmes, qui ont été les grands absents de ce show de l'armée de terre, sont aussi les plus controversés : le Leclerc parce qu'il coûte cher (entre 43 et 49 milliards de francs pour mille trois cents chars) et le Hades parce qu'il a des adversaires qui discutent sa raison d'être dans un contexte de désarmement nucléaire éventuel en Europe. Ces considérations expliquent peut-être l'absence de ces deux systèmes d'armes dans une démonstration de l'armée de terre, qui se voulait néanmoins exhaustive « aujourd'hui et demain », comme le mentionnait le programme.

Le Hades en question

A la différence de ce qui s'était passé lors de présentations précédentes, où des tirs de missiles nucléaires avaient eu lieu devant le chef de l'Etat, même le missile nucléaire préstratégique Pluton, en service dans l'armée de terre depuis 1974, était absent de Canjuers. A croire que toute référence au nucléaire préstratégique était exclue parce que jugée inopportune. M. Rocard a expliqué qu'il n'avait pas voulu déplacer le Pluton depuis ses garnisons de l'est de la France. Mais, dans le même temps, les hélicoptères antichars de la FAR, originaires de la même région, avaient fait le voyage à Canjuers pour illustrer l'intérêt de l'aéronavale.

Devant le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui a déjà en l'occasion de préciser que le programme Hades continuait mais qui s'est tenu à cette fois-ci, M. Rocard a répondu aux nuances à la presse qu'il s'interrogeait sur cette « prestation » d'une armée dépourvue de nucléaire.

Certes, a commenté le premier ministre, « il n'est pas question

d'imaginer de conduire des négociations sur le désarmement dans des conditions qui nous amèneraient à baisser la garde ». Mais il a aussitôt ajouté : « On peut questionner beaucoup de systèmes d'armes et pas seulement le Hades (...). Nous avons, en effet, à réfléchir sur la totalité de nos programmes dont, notamment, ceux qui ne sont pas encore en service mais qui sont les plus voisins de l'être et qui touchent à la zone conceptuellement difficile à traiter du préstratégique. » M. Rocard a rappelé que le président de la République, candidat à l'élection de 1988, avait dans sa Lettre aux Français énuméré sept options fondamentales, et « le désarmement figure parmi ces options importantes ».

Programmé pour entrer en service à partir de 1992, le missile Hades relève, dans l'esprit du premier ministre, de cette catégorie d'armes « qui touchent à la zone conceptuellement difficile à traiter » du nucléaire préstratégique.

Attention au gaspillage

M. Rocard n'en a pas dit plus, sinon que les essais des prototypes du Hades continueraient dans le sud-ouest de la France. Mais, sur place, à Canjuers, de nombreux militaires présents en ont décidé à tort ou à raison, que ce missile pourrait faire les frais d'une révision drastique — à la baisse — des engagements de la loi de programmation militaire en cours de réexamen, si le premier ministre était le seul à en décider. D'autant que M. Rocard n'a pas hésité à mettre son auditoire en garde contre les prochains moyens financiers que la nation peut consacrer à sa défense et qui tournent aujourd'hui, a-t-il dit, « autour de 4 % du PNB ».

« Nous sommes dans une plage pas très loin de la limite haute de ce qui est tolérable pour l'économie nationale, dans l'état actuel des choses », a expliqué M. Rocard. Il va de soi, compte tenu des effets du ralentissement de la croissance des années 70 et de l'augmentation d'un certain nombre de charges civiles, notamment la rénovation de notre système scolaire, que, si nous pouvons acquiescer la certitude que les mêmes besoins stratégiques puissent être servis à un coût un peu plus léger, et cela de l'avis même des autorités militaires compétentes, inutile de vous le dire mais les dépenses publiques n'est pas celle du gaspillage.

Ce terme de « gaspillage » a propos d'une réflexion sur les crédits de la défense a surpris plus d'un officier présent à Canjuers. Au point que certains cadres se sont interrogés sur le fait de savoir si, comme il y a une quinzaine d'années, les socialistes ne se divisaient pas à nouveau entre ceux qui préconisaient le maintien en l'état de l'appareil de défense et ceux qui sont partisans de sa modernisation.

JACQUES ISNARD.

Sports

OMNISPORTS : les Universiades d'hiver

La fac manque de muscles

Les Universiades d'hiver se disputent à Sofia (Bulgarie) du 2 au 12 mars. Les étudiants français sont représentés par vingt et un athlètes, qui concourront dans trois sports seulement sur les sept au programme de ces Jeux d'hiver : esquins, luge, bobsleigh. Le niveau du sport universitaire national ne cesse en effet de baisser.

UN professeur d'éducation physique et sportive pour mille cinq cents étudiants. A l'université, l'encadrement des jeunes qui poursuivent des études supérieures est plus que réduit en matière de sport. Quant aux installations sportives, souvent vétustes, elles sont en nombre insuffisant. A Poitiers, par exemple, sur dix-sept mille étudiants, seul trois mille se sont inscrits pour suivre une activité physique ou sportive. Le service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS), chargé de l'enseignement du sport, est pourtant saturé. Pour les quarante-quatre équipes de volley-ball constituées, le service des sports ne dispose que de douze heures de terrain par semaine. « Les étudiants ne peuvent jouer qu'une fois tous les quinze jours », constate Michel Bonté, directeur du SUAPS, qui reconnaît que, pour faire du sport dans une université, « c'est la croix et la bannière ».

Les élèves des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce ne sont pas logés à la même enseigne. A l'inverse de l'université, le sport y a souvent un caractère obligatoire, les enseignants y sont plus nombreux, les infrastructures moins vétustes, les horaires mieux adaptés. Aussi le taux de pratique dans les grandes écoles se situent-ils selon la Fédération nationale du sport universitaire (FNSU) entre 60 et 65 %, et un élève des grandes écoles sur trois fait de la compétition universitaire.

Pas de base solide

Comment expliquer une telle différence ? Pour Max Mauvoisin, responsable du service des sports de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), « les universités sont des monstres ; il y a une contradiction entre le nombre d'élèves et les possibilités offertes ». Georges Joubert, long-temps président du Comité universitaire Club (GUC), partage cette opinion : « La concentration humaine et le peu de moyens disponibles sont incompatibles avec un sport de qualité ». Georges Joubert complète son analyse par une seconde explication : « Le sport universitaire n'a aucune base solide. A l'inverse, la majorité des grandes écoles ont intégré le sport dans leurs cursus ; sou-

vent, il est obligatoire comme les autres matières. Il existe dans les grandes écoles une réelle volonté de considérer le sport comme une pratique indispensable à la vie d'un étudiant ».

Les universités n'ont pas suivi le développement du sport en France. « Elles ont contribué à son essor, mais elles se sont vite essouffées », avance Colette Andrusyszyn, secrétaire générale du Lille Université Club (LUC) et une des responsables de l'Union nationale des clubs universitaires (UNCU). « Beaucoup d'universités de province ont été dotées dans les années 60 d'infrastructures modernes, mais depuis rien n'a été construit, les ensembles sportifs sont aujourd'hui dans un état lamentable et le nombre d'étudiants a été multiplié par deux ou trois. Il faut du courage pour faire du sport dans ces conditions ».

A ces raisons, il faut ajouter, selon Guy Guezille, directeur de la FNSU, « un manque de cohésion entre les différentes branches du sport universitaire ». Pour Patrick Gadenne, secrétaire général de l'Association sportive de l'Université de Poitiers, « le sport universitaire est divisé. Entre les SUAPS, chargés de l'enseignement du sport, et les AS, qui ont en charge la compétition, il n'y a guère de coordination, chacun joue pour soi ». Parfois même, comme à Paris-III, il règne une véritable guerre de pouvoir entre les enseignants du SUAPS et les étudiants de l'AS. Véronique Le Poitevin, secrétaire générale de l'AS, est « étonnée » par les conflits et la désorganisation complète de l'association. « Les étudiants quittent le navire, personne ne tient le gouvernail. Le sport à l'université, c'est la galère complète, on ne peut pas compter dessus ».

Un discours qui tranche avec celui qui est entendu dans les grandes écoles : « C'est la volonté de la direction qui est à la base du développement du sport dans les grandes écoles », affirme Sylvain Dumazet, adjoint au responsable du service des sports d'HEC et ancien professeur de sport dans une faculté parisienne. « Tout est fait pour faciliter les activités sportives. Comme dans toutes les autres matières, les horaires sont adaptés, les infrastructures sont opérationnelles, les enseignants et les moyens financiers sont suffisants ».

Si beaucoup de grandes écoles disposent d'ensembles sportifs, leur absence, cependant, n'entraîne pas la vocation sportive de l'institution. Ainsi l'ESCP, installée en plein cœur de la capitale, est dans l'obligation de louer des locaux à Courbevoie, à la porte de Bagnolet et à la porte de Clignancourt. Malgré cette situation « très difficile », il y a quatre-vingt-cinq étudiants sur neuf cent quatre-vingts qui sont membres

de l'AS et détenteurs d'une licence FNSU. Selon Max Mauvoisin, « ce handicap n'entraîne rien d'assurément des élèves, parce que la direction leur libère le temps nécessaire et que les enseignants sont à leur disposition ». Jacques Raynaud, responsable étudiant du bureau des sports, va même plus loin : « Le fait d'être coté dans Paris nous motive encore plus. Le sport devient une nécessité, la direction encourage la pratique de la compétition ».

La politique de l'entraîneur

Cette idée même effraie l'université : « Les étudiants veulent faire du sport, mais nous sommes de moins en moins capables de les recevoir. Les facultés ne font rien pour déboucher la situation, elles appliquent la politique de l'entraîneur », affirme Michel Bonté. A Caen, Jean-Jacques Biré, directeur du service des sports, ne cache pas que son gymnase accueille des cours de sports collectifs avec plus de soixante-dix étudiants. Même écho à Grenoble : « Dans beaucoup d'activités, on limite volontairement le nombre de participants. Nous n'avons pas les salles et les professeurs pour les accueillir. Nous sommes saturés, il est heureux que le sport ne soit pas intégré dans le cursus universitaire car ce serait l'explosion », commente amèrement Claude Labrousse, directeur du SUAPS (service inter-universitaire des activités physiques et sportives).

Ne pouvant trouver à l'université à satisfaire leur besoin de dépense physique, les étudiants pratiquent dans les clubs privés ou s'orientent vers d'autres structures d'accueil. La chaîne de salles de sport Gymnase-Club a réussi à attirer douze mille étudiants des facultés parisiennes avec un droit d'entrée annuel réduit à 1 600 francs : « Nous offrons aux étudiants ce que les universités sont incapables de leur fournir : des horaires à la carte, du matériel performant et des locaux accueillants ».

Le même constat peut être fait avec la compétition universitaire. Alors qu'il y a dix fois plus d'étudiants de faculté, ils ne sont pas plus nombreux que les licenciés des grandes écoles. Les tournois inter-grandes écoles prennent une place importante dans l'animation des écoles supérieures et les sponsors sont nombreux. On ne peut pas en dire autant des rencontres inter-facultés ou inter-universités.

La désorganisation du sport universitaire va même jusqu'à décourager des entreprises dans leur volonté de monter une opération auprès des étudiants des facultés. Alors que certains s'étonnaient que le Challenge Renault-Grandes Écoles ne soit pas aussi celui des universités, Pierre Zigmant, responsable de la promotion du challenge, leur a répondu : « Dans les universités, les structures d'accueil sont multiples et désorganisées, il est difficile de trouver un interlocuteur ». Seule l'université Paris-Dauphine, qui a fait la démarche, a été retenue.

Esprit de corps, plus petites structures ou tout simplement structures mieux organisées, volonté générale de la direction, il y a un mur qui sépare le sport universitaire du sport dans les grandes écoles. Il y a aussi de différences entre ces deux facettes qu'il y a en outre le mur d'escalade d'une université parisienne et celui d'HEC. Le premier est enterré dans un garage, de simples lattes de bois clouées dans les parpaings y servent de prises. Le second, flambant neuf, a été conçu par une société spécialisée.

PIERRE-YVES GRAVIER.

ATHLÉTISME : le dopage par les anabolisants

Des révélations accablantes de l'entraîneur de Ben Johnson

Au moment où, à Budapest, commencent les deuxièmes championnats du monde en salle, les révélations faites sous serment devant une commission d'enquête canadienne par Charlie Francis, l'entraîneur de Ben Johnson, champion olympique de 100 mètres disqualifié pour dopage, donnent un éclairage anabolisant dans l'athlétisme.

MONTREAL
de notre correspondante

Le sprinter canadien Ben Johnson, déchu de sa médaille d'or sur 100 mètres aux Jeux olympiques de Séoul, est pris au piège. Il ne pourra plus continuer de prétendre sans se ridiculiser qu'il n'a jamais pris « sciemment » de substances illicites. Son entraîneur, Charlie Francis, a longuement et posément vidé son cœur pendant trois jours à Toronto, devant le juge Charles Dubin, qui préside la commission royale d'enquête sur le dopage des athlètes canadiens.

Avec une certaine dose de courage et de candeur, Charlie Francis, ancien champion du

Selon Charlie Francis, le champion n'a pas diminué sa consommation de stéroïdes en 1988. Ils ont servi à « traiter » les blessures que Johnson s'était infligées à la cuisse gauche, en février puis en mai, à quatre mois des Jeux de Séoul. A cette époque, rien n'allait plus entre les deux hommes : l'athlète, stressé, fatigué et déprimé avait congédié son entraîneur avant d'aller rejoindre le docteur Astaphan sur l'île de Saint-Christophe, dans les Caraïbes, où ce dernier vit depuis 1986.

Ces révélations n'étaient que les dernières d'une longue série. Devant la commission d'enquête, Charlie Francis a repris l'histoire à son tout début, en 1977, lorsqu'un « gringalet » immigré de Jamaïque lui a été présenté. Quatre années plus tard, Johnson, alors âgé de vingt ans, réalisait des performances fort prometteuses : il courait le 100 mètres en 10 secondes 25. A cette époque, l'entraîneur, qui avait lui-même utilisé des produits dopants pour « rester dans la course » à la fin des années 60, a voulu mettre le jeune athlète « devant ses responsabilités ».

« Ben devait décider. S'il choisissait de s'abstenir de consommer

relais au docteur Astaphan, devenu le grand spécialiste des mélanges et des dosages de plus en plus sophistiqués, comprenant, outre les stéroïdes, des hormones de croissance.

Graphiques à l'appui, baguette à la main, Charlie Francis a tenté de démontrer au juge Dubin que les performances réalisées en sprint depuis 1979 s'écartaient beaucoup trop de la course normale de l'amélioration des résultats pour ne pas être suspectes. Au 100 mètres chez les dames, le record du monde s'est amélioré de 11 centièmes de seconde entre 1960 et 1972. Il a gagné 58 centièmes de seconde entre 1972 et 1988, comment cela a-t-il été possible sans utiliser des anabolisants ?

Tous coupables

Aux yeux de Charlie Francis, tout le monde est coupable mais certains s'en sortent mieux que d'autres. L'entraîneur canadien affirme que l'Union soviétique amarrée systématiquement dans les ports des villes olympiques un navire-laboratoire où les athlètes de ce pays viennent subir des contrôles comparables aux tests officiels. S'ils sont positifs, ils se retirent discrètement de la compétition, évitant ainsi l'opprobre (1).

Le comité olympique américain, poursuit Francis, permet à ses coureurs de « s'autocontrôler » sans pénalité. Les athlètes peuvent ainsi déterminer le nombre de semaines durant lesquelles ils devront arrêter leur consommation avant une compétition, afin d'être certains que les contrôles seront négatifs au moment fatidique.

Devant le juge Dubin qui lui demandait s'il s'était jamais inquiété des effets secondaires que pouvaient avoir « toutes ces drogues » sur ses athlètes, Charlie Francis a affirmé, sûr de lui, que les stéroïdes et autres substances « ne peuvent pas être dangereux à petites doses ». Il n'y a rien de comparable, a-t-il déclaré, entre les 5 milligrammes que ses athlètes prenaient chaque jour au moment des « cures » et les quelque 500 milligrammes que les haltérophiles ingurgitent quotidiennement.

Le juge n'a cette fois pas eu besoin d'un dessin. Les premières audiences qu'il a tenues le mois dernier à Montréal lui ont permis de constater la grande popularité des stéroïdes auprès des haltérophiles canadiens, qui avaient l'habitude de se fournir en Tchecoslovaquie, où ils allaient régulièrement s'entraîner, avec la complicité de leurs entraîneurs. Parmi ces derniers, certains ont même fourni « de l'urine propre » aux haltérophiles de manière à déjouer les contrôles.

Devenues de véritables feuilletons à épisodes pour le public, les audiences de la commission d'enquête, qui n'a pas de pouvoirs judiciaires (elle est chargée de faire des recommandations au ministre de la jeunesse et des sports) se poursuivront au cours des prochaines semaines avec notamment les témoignages de Ben Johnson et de son médecin aux procédés douteux.

MARTINE JACOT.

(1) Charlie Francis a notamment cité le cas de Valery Borzov, champion 1972, subitement retiré des compétitions à Montréal.



Ben Johnson était devenu le premier en utilisant, selon son entraîneur, des stéroïdes anabolisants.

Commonwealth sur 100 mètres sélectionné aux Jeux de Munich, a avoué jeudi 2 mars qu'il avait lui-même injecté à Ben Johnson du furazodol — un type de stéroïde anabolisant fourni par le médecin de l'athlète, le docteur Janie Astaphan — moins de deux mois avant que Big Ben ne pulvérisé le record du 100 mètres en 9 s 83, au championnat du monde de Rome en août 1987. Les contrôles effectués à cette occasion sur « l'homme le plus rapide du monde » avaient été négatifs. Pris au dépourvu, le secrétaire général de la Fédération internationale d'athlétisme amateur, M. John Holt, a constaté depuis Budapest qu'il était « impossible, légalement, d'agir rétroactivement en disqualifiant des athlètes ».

des stéroïdes, il s'infligeait un handicap d'un mètre par rapport aux autres, au départ des courses », a expliqué Francis, qui a tenu le même discours à ses autres poulains, parmi lesquels Angella Issajenko, Tony Sharpe et Desai Williams. Tous ont commencé à peu près en même temps, en 1980 ou 1981, à suivre « le programme pharmacologique » de leur entraîneur-fournisseur. En 1984, après les jeux de Los Angeles, Charlie Francis a passé le

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats du monde en salle. — Budapest (Hongrie), jusqu'au dimanche 5 mars.

Automobilisme

Championnat du monde des rallyes. — Jusqu'au samedi 4 mars, Rallye du Portugal.

Basket

Championnat de France. — Douzième tour retour, samedi 4 mars. Coupe d'Europe des clubs champions. — Limoges-Barcelone, mercredi 8 mars.

Cyclisme

Paris-Nice. — Départ dimanche 5 mars.

Football

Coupe du monde. — Éliminatoires du groupe 5. Mercredi 8 mars à Glasgow. Écosse-France. TF 1 à 20 h 45.

Rugby

Tournoi des Cinq Nations. — Samedi 4 mars, Angleterre-France à Twickenham et Écosse-Irlande à Edimbourg. Antenne 2 à partir de 15 h 30.

Sports équestres

Jumping international de Paris. — Palais Omnisports de Paris-Bercy, jusqu'au dimanche 5 mars. FR 3, dimanche de 18 h 30 à 17 h.

Ski alpin

Omnisports. — Universiades d'hiver à Sofia (Bulgarie), jusqu'au 12 mars. Coupe du monde. — Épreuves messieurs et dames à Furano (Japon), jusqu'au dimanche 5 mars.

Tennis

Tournoi de Nancy. — Jusqu'au dimanche 5 mars. FR 3 samedi 4 mars à 16 h, demi-finales ; dimanche, finale à partir de 14 h 30.

Clubs sans champions

À côté des associations sportives des grandes écoles et des universités, chargées de l'organisation et de la promotion du sport de compétition entre étudiants de l'enseignement supérieur, il existe les clubs universitaires. Ce sont des clubs omnisports essentiellement fréquentés par des scolaires (42 %), des étudiants (32 %) en grande majorité en provenance des universités et des personnes entrées dans la vie active qui sont souvent sorties de l'université (24 %).

Ces clubs ont une très grande activité de formation et d'encadrement. Ils ont aussi pour vocation la participation de leur licenciés aux différentes compétitions fédérales des sports qu'ils accueillent. Les clubs universitaires ont longtemps été le fer de lance du sport de compétition à l'université. Une grande majorité des étudiants qui désiraient participer aux compétitions fédérales s'inscrivaient dans les clubs universitaires.

Avec la montée en force du sport et l'apparition de l'argent dans les milieux sportifs, les clubs universitaires n'ont pas réussi à conserver la place qu'ils occupaient dans le sport de haut niveau. « Par éthique, les clubs universitaires ont essayé de freiner au maximum

l'influence de l'argent dans le sport de haute compétition, affirme Georges Joubert, l'ancien président du GUC, mais cette politique ne va pas dans le sens du sport d'aujourd'hui ».

Dans les sports les plus en vue, face à des clubs municipaux ou corporatifs de plus en plus riches, les clubs universitaires ont du mal à attirer les meilleurs éléments pendant leur passage à l'université ou à conserver des athlètes qu'ils ont formés pendant leur scolarité.

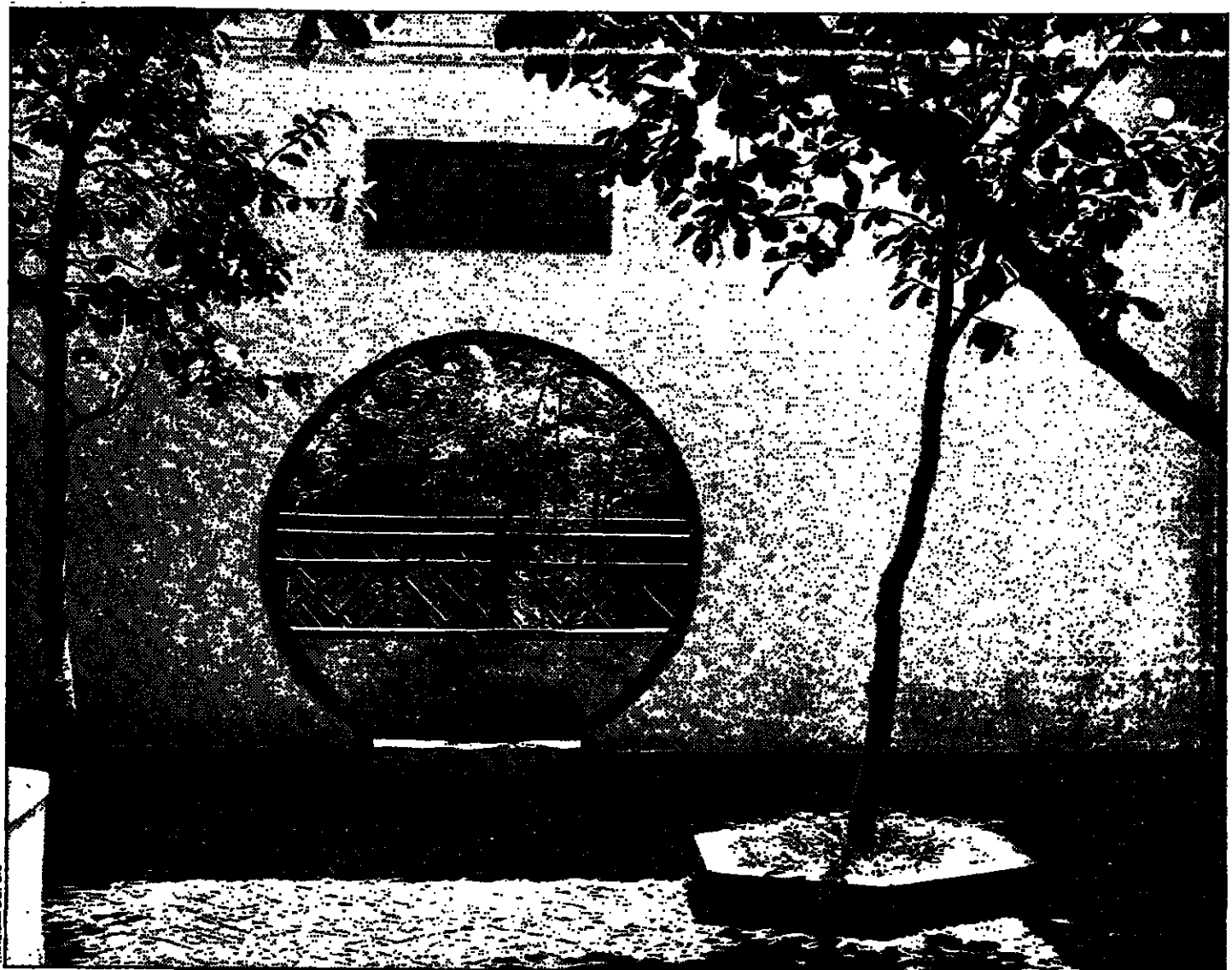
Non seulement les clubs universitaires ne réussissent plus, faute de moyens financiers, à avoir une élite aussi performante qu'avant, mais ils éprouvent également des difficultés à attirer les étudiants de base. Pour Jean-Jacques Biré, directeur des sports à l'université de Caen, le club universitaire n'est plus ressemblant comme le club des étudiants, il n'y a plus « l'esprit » ; « ils préfèrent rester dans leur club d'origine ou s'inscrire dans d'autres clubs disposant de moyens supérieurs ». En 1978, sur 58 000 membres il y avait près de 30 000 étudiants. Dix ans plus tard, ils ne sont plus que 21 000, alors que le nombre d'adhérents des clubs universitaires a dépassé les 65 000.

P.-Y. G.

مكتبة الأممي

Le Monde SANS VISA

**Le jardin chinois,
lieu d'une dispute millénaire
entre deux visions
de l'homme dans l'univers,
est un monde en soi.
Du « Pavillon des vagues »
au « Jardin où l'on s'attarde »,
promenade savante à Suzhou
et dans la région de Shanghai.**



Jardins de Chine

par Luc Girard

QUATRE heures du matin. Avaler sur la pointe des pieds deux verres d'eau chaude, la boisson nationale en Chine, et partir, quelques mandarines en poche, par Zhushan-lu, la rue principale de Guilin, sur une bicyclette louée la veille. Se mêler aux feux de circulation des cyclistes éparpillés et nocturnes, qui vaquent déjà, sans éclairage, comme des chats. Le vélo de location, un Drapeau rouge de base, ignore lui aussi la dynamo. A quoi bon ? Savoir se servir de sa sonnette comme d'un phare.

Parvenu à la colline « des couleurs accumulées » je poursuis à pied par un long chemin éboulé, qui grimpe en pleine végétation. Guilin veut dire : la forêt de cannelliers. J'ai réglé pour aborder la Chine mon compas sur le jardin chinois et mis le cap, d'abord, sur les grands « paysages naturels » dont il est entièrement redevable, avant de poursuivre vers les transpositions miniaturisées de l'univers que sont les jardins de l'empire et des lettrés.

Mais la province aquarielle du Guangxi, depuis une interminable semaine, s'étiole au gris fixe de la pluie. Une chance que ce matin le ciel s'éclaircisse à nouveau au-dessus de la vallée du Li-Jiang, mot à mot : la « rivière qui s'écarte », cette mémoire primordiale d'un univers exclusivement chinois, miroir tendu depuis toujours aux peintres et poètes venus se pencher sur l'improbable réalité de ses paysages flottants et déjà imaginaires.

Les répétitions pluvieuses

La langue chinoise a besoin de deux mots pour dire paysage : « shan shui » (montagne et eau). Deux mots pour une vision du monde, qui fait de l'Harmonie sa clé de voûte, deux mots que le français renvoie en écho à tout hasard : paysage, pays sage. Le jardin chinois, paysage de la sagesse ?

Je presse le pas. Après des jours de zigzags à travers les collines en pain de sucre j'avais fini par dénicher un perchoir de choix, au sommet d'un piton abrupt, pour assister au lever de la vallée. Mais je n'avais en droit jusqu'alors qu'à des répétitions pluvieuses, avec sur le devant de la scène un petit kiosque vide, trace légère de l'homme dans la nature, puis l'eau du fleuve Li momentanément brouillée avec le ciel, puis les montagnes en frise humide mais lunaire. Ce matin-là, le spectacle de la « rivière qui s'écarte » dans la « forêt de cannelliers » pouvait commencer. Sur

le chemin de ma loge aérienne je croise un transistor insomniaque, des ombres feutrées, un hurlleur solitaire qui fait claquer de courts cris rauques dans la nuit. Je surprends des amoureux à l'entrée d'une grotte. Qu'ils me pardonnent.

A peine calé en place, protestations carabinées d'une bande de chauves-souris. Les anciens leur prêtaient, comme aux grues à tête rouge et aux scarabées une longévité exceptionnelle. Mes quelques peaux de mandarine jetées pour les éloigner n'y font rien, et ce n'est qu'un petit jour qu'elles fini-

tier de fils, ballotté depuis d'avant en avatar, jusqu'à servir d'école avant de redevenir jardin, mais public, de la République populaire. Bien sûr le sentiment d'apaisement résiste mal à la multitude. Il y a foule dès l'ouverture. Dès sept heures et demie, les vieux du quartier processionnent derrière les hauts murs vers la maison de thé de leur mahjong et de leurs palabres habituels.

Des étangs couverts de lotus

Eux ont déjà fait le tour de l'univers, les plus âgés sont nés



ront par décamper. La nature entraine en scène telle que les Chinois l'affectionnent, comme une apparition, un « paysage emprunté ». Des silhouettes montées à la fraîche se détachent maintenant aux abords du kiosque dans la lumière précoce. Le paysage monochrome commence à capter son propre pollen, ce que l'esthétique chinoise appelle « qi », c'est-à-dire un souffle qui passe : courant vital, appel d'air, élan d'énergie. Dans toute la vallée les vapeurs des brumes matinales entrent en mouvement. Image des origines, et origine du « qi », qui désigne la vapeur échappée du riz qui cuit. Le « qi » est une émotion, celle de l'apaisant.

Je redescends de la montagne, mais celle-ci est maintenant miniature, deux à trois rochers sans plus, cimentés en formes globuleuses près du pavillon : « où l'on s'assied avec un ami ». Je suis à Suzhou - ville de deux millénaires et demi d'âge, à une heure de train de Shanghai - dans l'un des plus beaux jardins de lettrés de Chine, le Zhuozheng Yuan, le jardin « de la Politique des Simples ». Histoire compliquée, construit sous les Ming au seizième siècle par un haut fonctionnaire, perdu au jeu par son héri-

tier dans les fantastiques fontaines des derniers Yuan (quatorzième siècle). Sans oublier l'horloge à eau du Palais d'été et ses animaux de pierre grandeur nature et cracheurs d'heures (dix-huitième siècle), une commande de l'empereur à un Père jésuite. Facéties sophistiquées des princes !

La « Politique des Simples », l'eau, plus philosophale, s'abandonne aux lotus et aux carpes dorées. Ce qui frappe surtout dans le jardin chinois, c'est l'allure agitée de la pierre, son côté « yang », partout des rochers noueux qui affleurent en rhizomes, tracent comme du lierre autour des pavillons, recouvrent les collines artificielles, camouflent des grottes et contournent les rives. On dirait de la loupe de pierre.

L'un des secrets de fabrication du jardin chinois se trouve à une vingtaine de kilomètres de Suzhou, au fond du lac Tai-Hu, où il était de tradition d'immerger les plus beaux spécimens de rochers et de les confier pour des décennies à l'érosion naturelle de ses eaux.

Le yin et le yang

L'œuvre de la nature accomplie, les « hu shi », pierres de lac - devenues de véritables pierres précieuses, étaient sorties pour être installées dans les plus

raffinés des jardins environnants à Suzhou, Hangzhou, Yangzhou, Wuxi, Shanghai, quand elles n'étaient pas balées vers de bien plus lointaines destinations, par le Grand Canal, jusqu'à Pékin. Symboles du « Tao », c'est-à-dire de la voie vers l'Harmonie, ces sculptures philosophiques rejoignent des socles somptueusement ouvragés par la main de l'homme.

« Agir », « ne pas agir », on retrouve au cœur de la pensée chinoise cette oscillation permanente entre les contraires qui s'affrontent et se complètent, le yin et le yang, eau et montagne, lac et pierre. Le vide importe autant que le plein, le silence est l'architecture de la musique. Le jardin chinois est le lieu d'une dispute millénaire entre deux visions du monde : la morale confucéenne selon laquelle l'homme occupe le centre du monde tout en respectant avec la nature un code de bonne conduite, et la métaphysique taoïste, qui considère l'homme comme de la poussière d'univers ne pouvant que laisser le monde suivre son cours naturel. Et voilà plus de vingt-cinq siècles que Confucius et Lao Tseu ont mis en mouvement le balancier chinois, qui égrène depuis l'histoire d'une civilisation à n'en plus finir, en quête d'une conjonction harmonieuse entre l'homme et l'univers.

De l'autre côté des murs d'enceinte de la « Politique des Simples », la rue chinoise débordante d'une petite ville de plus de 600 000 habitants, à l'allure encore villageoise. Roulements de

sonnettes des vélos vibronnants, cornes incessantes des trains de péniches qui s'époumonent là-bas dans les embouteillages du Grand Canal, carottes de « petites nourrices » chargées de soupes et de nouilles fumantes, qui déboulent dans les vapeurs de ciboulette et d'huile de sésame. Rue Yuan-Lin, la rue du jardin-forêt. En effet le jardin de la forêt des lions - Shizi-Lin - est à deux pas du Zhuozheng-Yuan, et la ville et tout le tohu-bohu s'effacent à nouveau, gommés par les murs. Passé une porte de lune, une autre en bourgeois de prune, c'est l'Amazonie. Une inextricable jungle de pierres, construite sous les Mongols Yuan vers le milieu du quatorzième siècle, dans le périmètre d'un temple bouddhiste.

Image frocée d'un univers qui, de quelque côté qu'on l'aborde, que ce soit depuis le kiosque « où l'on interroge le prunier », ou depuis le pavillon « de l'ombre qui gagne », semble être en rébellion. Un monolithe sur le qui-vive, cette « forêt des lions », un fauve brut de décoffrage. Jardin d'inquiétude plus que de plaisir, de méditation plus que de fête. Et la foule. Cavalcades d'enfants dans les labyrinthes, déboulades dans les galeries, escalades des montagnes à trous. On passe la tête à couvert d'une petite fille à travers une « hu shi » majestueuse, sourdre fluo des nœuds roses dans les cheveux, photo de famille.

(Lire la suite page 16.)

EXPLORATOR EXPLORATIONS

Du Sahara au Tibet,
de l'Éthiopie
à l'Amazonie, du Yémen
au Guatemala,
du Mali au Groënland...

**CENT
ITINÉRAIRES
INÉDITS**

BROCHURE 1989, GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE
EXPLORATOR 18, PLACE DE LA MADELEINE 75006 PARIS
TEL. (1) 42.35.00.24

Nom, Prénom

Adresse

LAC 3

LA TABLE

L'orchestre des saveurs

Je ne sais qui et quand, du monde de la cuisine, appela, le premier, le classique fourneau un « piano », mais l'expression, aujourd'hui courante, me paraît heureuse.

Le fourneau ! Combien y font leurs gammes sans plus loin jamais aller ! Et encore est-il tant de pianos - pardon, de fourneaux - de bastingue ! D'autres ronronnant le banal sous des doigts malhabiles. D'autres, enfin, désaccordés !

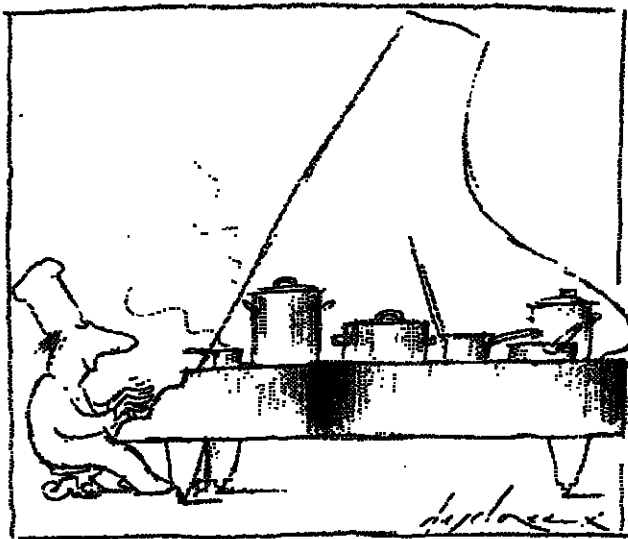
Mais n'oublions point que Lullu débuta comme marmite dans les cuisines de la Grande Mademoiselle. Et que dans son « catalogue d'œuvres inédites » Rossini incluait quelques morceaux pour piano dont « Les Quatre Mandarins » : figures sèches, amandes, noisettes et raisins et « Les Quatre Hors-d'Œuvre » : radis, anchois, cornichons, beurre... »

N'est-ce pas aussi le bon docteur de Pomiane qui distinguait

une cuisine en majeur et une cuisine en mineur ? Et il comparait la fugue à un repas composé seulement d'une viande garnie de légumes : « Une bouchée de viande laissant une impression vite atténuée par une prise de légumes... »

On pourrait ainsi jouer des résonances gourmandes, retrouver Wagner dans un somptueux repas de chasse, Ravel dans la paella d'une auberge espagnole, Mozart savouré en même temps qu'une portion de sauterelle, et Vincent d'Indy à la table rustique d'un gourmet vivarois. Encore ne faut-il pas que les petits messieurs à grande toque travestissent en fausses notes et à tout bout... de chant de simples plats de l'ordinaire. Leur si peu nouvelle cuisine devient bien vite une petite musique... d'ennui !

Il est en revanche plaisant de voir un bon cuisinier, sachant que la cuisine peut devenir une mélo-



die d'amour, en faire « une sonate en hommage à l'alliance du réel et de l'insaisissable ». C'est le cas - et l'expression - de Michel

Derbane, qui a voulu que l'enseignement de son restaurant soit, en quelque sorte, un message : *Les Chants du piano*. J'en ai parlé à

sa naissance, il y a deux ans. Le voici à présent bien installé (très belle salle de tons roses fugitifs avec, merveille, un feu de bois !) et maîtrisant tout un orchestre de saveurs, depuis le prélude à cette célébration gourmande jusqu'aux arpegges légers et points d'orgue du dessert, en passant par la symphonie des cuivres. Traduisez, par exemple, ces rappels musicaux par un sorbet de foie gras glacé au sauternes remarquable, un simple croustillant de blancs de poireaux, des crêpes de petits gris vapeur ou une bombe aux deux boudins, puis la cocotte de Bresse, les médaillons de lapin farcis aux queues de langoustines ou un extraordinaire rognon de veau aux grains de café grillés (ce dernier invisible et présent comme un lointain et lancinant rappel de samba), puis, après le duo pastoral salades-fromages, les petits pots de crème au citron, la tarte Tatin (la vraie, nous ne sommes

pas ici chez M. Bardet ?), les sorbets, etc.

Honorable carte des vins et tables bien espacées. Prix sans exagération, car, si le menu-dégustation est à 210 F (quatre plats, fromages et dessert), le menu-carte est à 130 F (avec des suppléments pour quelques plats et le fromage, mais permettant, vin compris, de goûter ces chants pianistiques pour 180 F environ). La bien jolie jeune personne portugaise qui vous accueille vous dira-t-elle si le grondin mariné au jus d'anis étoilé et le bavaris aux fruits exotiques chantent en chœur - et en cœur - avec son natal fado ?

LA REYNÈRE.

• LES CHANTS DU PIANO, 10, rue Lambert (75018 Paris). Tél. : 42-62-02-14. Fermé dimanche soir et lundi midi. Parking : 50, rue Custine. A.E.D.C.C.B. Chiens acceptés.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONNABLES ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-46. Tél. 476-418.
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-35-60
Plaisir centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, 18 direct, minibus.

Montagne

05350 SAINT-VERAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Pure rig. Site classé. Stat. village. Piste, forêt. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-94-92-55.

Provence

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision, 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-84-27.
Tél. 400-290 F CALANQUE
Spécialités : POISSONS.

26110 NYONS

4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Saunage. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Biblio. Chamb. gd confort. TV. Tél. Dr. Mireille COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES
Tél. 75-26-12-89.

Sud-Ouest

EN PERIGORD

24570 LE LARDIN
HOTEL SAUTET **
Piscine chauffée. Grand parc. Pension en 1/2 pers. de 180 F à 305 F. Tél. 53-51-27-22.
Weekend. Prix hors saison.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
Saint Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721
Tél. : 41150 FENICE 1.

VERONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Delle Ceste, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE

EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-378-4111. Tél. 916228.
Télécopie 19-44-1-378-4270.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Suisse

ZERMATT

PARKHOTEL BEAU-SITE ***
Moderne. Piscine. Sauna.
Arrangements spéciaux
Avant/après saison.
Tél. 1941/28/67 12 71
CH 3520 ZERMATT TX 472 116.

SAINT-MORITZ (ENGADINE)

KULM-HOTEL
L'Hôtel de 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondialisé et sportif.
CH 7000 St-Moritz - Tél. : 19-41 82/11 51
Fax 82/3 27 38, Tx/85 21 72

TOURISME

LOCATION DE HOUSE BOAT SUR LE CANAL DU MIDI ET LA CHARENTE
Catalogue gratuit.
SAINTONGE RIVIERES, R.P. 55
17413 SAINT-JEAN-D'ANGELY Cedex
Tél. (16) 46-32-80-16.

LA CORRÈZE

ACCUEIL D'ENFANTS à la ferme et au village par des familles agréées.
TOUTES VACANCES SCOLAIRES
A part, de 770 F/semaine en pers. compl.
LOISIRS-ACCUEIL CORRÈZE
quai Balzac, 19000 TULLE
Tél. 55-26-46-98.

TOURISME FLUVIAL

Le plaisir de découvrir la nature sur le canal de NANTES à BREST. Dans le confort et l'agrément d'un véritable appartement flottant pour 7 à 9 pers.
Renseignements et documentation
CLAUDEM, 16 (1) 48-55-99-66.

VOYAGE

Jardins de Chine

(Suite de la page 15.)

J'ai parcouru les jardins de Suzhou au ralenti, du plus ancien, le jardin Song du « pavillon des vagues » (onzième siècle) au plus récent, le jardin Qing « de l'Harmonie », du plus délicat, le « Maître des filets », à celui qui porte le nom que je préfère : le « jardin où l'on s'attarde ». Les visiteurs par milliers n'y excluent par la lenteur, et comme en Chine la ligne droite n'est pas la meilleure idée pour aller d'un point à un autre, j'ai laissé faire les chicanes, les galeries ondulantes et ces ponts en zigzag conçus pour dérouter les mauvais esprits, qui eux ont le travers de ne se déplacer qu'en ligne droite.

L'art des jardins est dans la multiplication des paysages et des déroutes. Masques et écrans foisonnent pour tromper l'œil, cloisonnent pour surprendre, enlacent l'espace pour mieux le dilater. Ce sont des jardins d'artifices dont le propos se situe aux antipodes du triomphalisme des jardins à la française et de la stylisation ascétique des jardins zen. Il ne s'agit de mettre la nature ni au garde-à-vous ni à jeun, mais de l'égaliser. Les animaux en ont aujourd'hui disparu, reste à la « politique des Simples » une bande de canards mandarins en cage au pied du pavillon « des trente-six canards mandarins », je ne les ai pas comptés, et des arbres plutôt que des fleurs, l'air effaré et crochu, des vieux pins surtout, des arbres à fleurs aussi, l'*Osmanthus fragrans* à l'inoubliable parfum d'automne. De rares fleurs en pots, des chrysanthèmes... Le jardin chinois n'est pas beau à l'œil occidental et s'il reste si méconnu, ceci explique sans doute cela.

A Shanghai de lourds cargos patinés remontent le Huang Pu en soufflant vers la vieille ville, et laissent à tribord le marché aux anguilles et les maisons de bois à un étage. Une ménagerie qui épluche des pommes de terre sur le trottoir avec un coquillage, m'indique la direction du jardin du mandarin Yu. La sérénité s'en

est évanouie. Des guirlandes d'ampoules multicolores ont pris position sur le dos des dragons qui couronnent les murs d'enceinte. Pour le lettré, même les dragons sur ces murs sont un contresens, car par leur manque d'ambiguïté ils appauvrissent l'imagination au lieu de la stimuler. La nuit le mandarin Yu allume sa savanture de manège forain.

Une exception végétale

Le portrait géant de Mao - accroché pour combien de temps encore ? - à l'entrée de la Cité interdite, sur la porte Tian-An-Men, manque lui aussi d'ambiguïté pour ce qui reste de lettrés en Chine. Les jardins y ont souffert comme les livres, comme tout le reste. Le jardin Hu-Hua, tout au fond des vastes étendues

d'architecture minérale de la Cité interdite, est l'exception végétale, le soulagement après tant de rectitude de pierres, de marbres et de bronzes. Une oasis impériale aux portes du Palais de la tranquillité terrestre, palais où vécurent les impératrices Ming, puis palais des nuits de noces mandchoues de toute la dynastie des Qing jusqu'au dernier : Pu Yi. Ce jardin est la compression d'un univers, qui semble avoir du mal à tenir dans ses murs. Tout s'y mêle, eaux, montagnes, pavillons, pierres « tao » du lac Tai-Hu, prestidigitations botaniques, arbres enlacés, siamois, troncs à deux jambes... Les jardins chinois ne sont pas des jardins d'Eden, pas seulement. Ils s'efforcent en toute incertitude de forger de l'infini avec du fini.

C'est au sommet du mont Tai-Shan que se trouve le jardin le

plus proche du ciel, un jardin virtuel, implicite, qui domine tout l'Orient du haut de la plus sacrée des cinq montagnes sacrées de Chine. L'Olympe chinois. Confucius, les empereurs, Mao Zedong, bref, toute la Chine a gravi les 6 293 marches de nuit pour venir applaudir le lever de soleil au-dessus de la mer de nuages et redescendre aussitôt vers son grouillement quotidien, perclus d'une bonne douzaine de milliers de crampes ailes-retour. Il a fallu que la modernité s'en mêle. Un téléphérique, plus un émetteur de télévision au sommet du pic de l'Empereur de jade en font aujourd'hui une montagne tatouée à l'effigie des nouveaux dieux de la Chine. Dédicace intempestive sur fond de cosmos.

LUC GIRARD.

LIVRES

Sur le sujet, on pourra lire : *On Chinese Gardens*, du spécialiste chinois Chen Congzhou, publié par Tongji University Press et disponible dans les librairies chinoises de Paris, *The Chinese Garden*, de Maggie Keswick (Academy éditions, London) et *Classical Chinese Gardens* (Joint publishing Company, Hongkong) / *China Building Industry Press*, Beijing) deux sommes abondamment illustrées et *Die Gärten Chinas*, de Marianne Bauchert (Diederichs) qui est une contribution plus botanique.

Si l'on hésite à entrer dans les deux volumes de la *Pléiade* du : *Rêve dans le pavillon rouge*, de Cao Xueqin, la lecture de *Lune de printemps*, de Bethe Bao Lord (Albin Michel) est un bon travelling sur le jardin de la saga d'une famille depuis la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à nos jours.

Dans *Vie et Passion d'un gastronome chinois*, de Lu Wenfu (Editions Philippe Picquier-UNESCO), un écrivain chinois parle d'une même passion pour

sa ville natale (Suzhou) et sa non moins célèbre gastronomie.

Restent enfin les ouvrages de Pierre Ryckmans, le traducteur des *Entretiens de Confucius* chez Gallimard, et Simon Leys, l'auteur de *La Forêt en feu* (Hermann), qui sont une seule et même personne, l'un des meilleurs lettrés occidentaux sur la culture et la politique chinoises.

Ne pas oublier le Tao Tê King de Lao Tseu, la Bible taoïste.

L. G.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

VENISE

ALDOER
Luxe mini-appartements entièrement aménagés. Quartier Saint-Marc centre.
3/5 personnes.
Séjour minimum : une semaine.
Appartement luxueusement aménagé.
Vue sur le Grand Canal.
Séjour minimum : une semaine.
Tél. 193941/5228933.
Tél. 193941/5263721.

BOURGOIN-JALLIEU

20° de LYON

VILLA TS jumelés
Dans lotissement « VERT VILLAGE ».
3 ch., salon, séjour, s. de b., 2 w.c., garage. 89 m² habitables sur 480 m² de terrain. A 5' commerces, école et bus.
420 000 F
Tél. 74-93-46-13.

LES ILES MALDIVES

12 îles, des croisières, des extensions de séjour à Sri Lanka, Singapour et en Inde du Sud.
Une semaine à partir de - 8.555 Frs. -

Séjours plage, école détente pour hommes d'affaires...
Le spécialiste de Maldives
SUREXPLORE
17, bd Montmartre 75009 Paris.
Téléphone : (1) 45.23.51.51.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALFESIA - PORTE D'ORLÈANS

ALA BONNE TABLE, 45-39-74-91
42, r. Fland. PARKING. Spéc. POISSONS.

BASTILLE - OPÉRA DE LA

EL BOLICHE, 43, rue Faidherbe, 11.
F. dim. 43-79-97-93.
Le rest. sud-américain du 11°.

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BELMAN, 37, r. Fland.-Fr., 47-23-54-42. Juss. 22 à 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.

142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41
COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA, et son jardin r.d.c.
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.

GOSLINS

ENTOTTO, 45-47-48-51 - F. dim.
43, r. L.-M.-Nordman, 13°
Spécialités éthiopiennes.

LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec.
42-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. dim.
et lundi P.M. 170/200 F.

MONTMARTRE

Nouveau rest. indien (spéc. MUGLAI)
LE TAGORE, 25, av. du Maine, Paris-15°.
T.L.J. 45-44-94-41. Carte 140 F.

ODÉON

INCARI, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6°.
F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain.

RÉPUBLIQUE-BASTILLE

LE REPAIRE DE CARTOUCHE
47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11°). F. sam. midi, dim.

SAINT-AUGUSTIN

LE SARRADAIS, 2, r. de Vienne, 8°.
45-23-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

LA FOUX, 2, rue Clément (9°).
F. dim. 43-25-77-66.
Alex aux fourneaux.

TROCADÉRO

P. CAILLARD, 70, r. de Longchamp.
F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41.
Cuis. classique.

150 من الأصل

Les pénitents de Perpignan

La proximité de l'Espagne donne aux processions de la Semaine sainte, à Perpignan et à Collioure, un cachet austère et solennel. A Perpignan, par exemple, la confrérie de la Sano (du précieux Sang de Jésus-Christ), fondée en 1416, commémore la Passion et l'agonie du Christ en un long défilé de pénitents vêtus de capes rouges ou noires, au son de la cloche en fer du condémné à mort. Jadis célébrée de nuit, elle déroule aujourd'hui ses rites austères dans les rues de la vieille ville, l'après-midi du Vendredi Saint - cette année le 24 mars à 15 heures.

Auparavant, du 13 au 22 mars, un festival de musique sacrée aura préparé les cœurs et les esprits à l'événement. La Grande Eglise et la Chapelle du Roy, dirigée par Jean-Claude Malgoire, le 18 mars (Sébastien Miester de Vivaldi et de Pergolèse, *Laudate Pueri* de Vivaldi), l'Ensemble de violes Orlando Gibbons le 18 (œuvres du XVII^e français et anglais dont Charpentier et Purcell), Gheorghe Zamfir, « le génie de la flûte de Pan », et Georges Hugon au



clavier le 20 (Bach, Mozart, Haendel, Bartok, Purcell), le Nouvel Orchestre de Perpignan-Catalogne le 21 (*Stabat Mater* de Haydn, avec la participation de plusieurs chorales et ensembles vocaux), la Capella Reial de Barcelone le 22 (du baroque catalan au XVII^e). Tous ces concerts seront donnés à

21 heures à la chapelle Saint-Dominique, sauf celui du 21 mars qui aura lieu à la cathédrale Saint-Jean. Le forfait cinq concerts : 370 ou 240 F selon la catégorie. Réservations au Palais des congrès (tél. : 68-34-13-13, poste 331 ou 332). Renseignements sur les hôtels : même numéro, poste 372.

Raid en Laponie

Pour un changement de décor, cap sur la Laponie où la neige ne fait jamais défaut. Aux sportifs qui aiment les harmonies de blanc et le mouvement, Scanditours (dans les agences de voyage) propose une palette de séjours. Neuf jours Paris-Paris en demi-pension à Ounasvaara, sur le cercle polaire, pour 7 390 F, vols Paris-Helsinki-Rovaniemi et retour compris. L'hôtel est dans un site magnifique, au sommet d'une colline. Ski de fond et randonnées en scooter des neiges : à la ferme des Remmes (3 heures, 460 F par personne), en Laponie sauvage pour découvrir ses espaces préservés (6 heures, 820 F) ou un safari de nuit (4 heures, 760 F).

Plus audacieux et surprenant, un safari en scooter des neiges sur la piste du Grand Nord, du cercle polaire à l'océan Arctique. Il constitue un séjour en soi. Huit cents kilomètres à travers la poudreuse de Finlande et de Norvège, jusqu'à Kirkenes. Chaque participant pilote son propre scooter.

Bonne condition physique nécessaire et suffisante, hébergement simple et confortable. Un jour pour s'entraîner à la conduite de l'engin. Pêche au trou sur le lac Inari, nuit en chalet-refuge. Neuf jours dont cinq au volant, 14 160 F par personne en pension complète. Sont compris le transport aérien sur vols réguliers, les transferts, l'hébergement en hôtel, cottage, chalet ou refuge, les activités, l'assistance des guides et accompagnateurs et les équipements spéciaux nécessaires.

Chez les doges

« La route des doges, villes festives et jardins enchantés des maîtres de la Sérénissime ». Un titre manifeste, un titre qui dit le « pourquoi » et le « comment ». Le pourquoi, ce sont les commandes des grandes familles vénitennes à Palladio et à ses successeurs. Le comment, ce sont leurs réalisations architecturales. De l'austère forteresse des Carrare de Padoue à l'élégante demeure des Contarini ou à la magnifique villa-palais Manin, un itinéraire dense dans la campagne entre Vénice, Trévise et Padoue, qui est aussi une promenade



AGENZIA CONTRASTO

dans un « univers de verdure, de statues et de plans d'eau où résonnent les musiques d'Albinoni, de Vivaldi et de Benedetto Marcello ».

Impossible de tout nommer. Se reporter plutôt à la brochure de l'organisateur, Le Monde et son histoire (82, rue Taitbout, 75009 Paris, tél. 45-26-26-77), qui promet, à l'étape, « une cuisine délicate et des vins parmi les plus spirituels d'Italie... » Trois jours pleins encadrés de deux nuits en couchette

de seconde classe (Paris-Vénice-Paris) : 4 350 F par personne, tout compris. Départ le jeudi soir, retour le lundi matin, une fois par mois, de mars à novembre. Autre horizon, autre histoire, autres architectes, Le Monde et son histoire propose une route différente, celle des grands Moghols, en Inde du Nord et au Népal. Elle va du Taj-Mahal à Katmandou en passant par Bénarès. Du 24 mars au 9 avril, 19 650 F en pension complète (hôtels 4 et 5 étoiles).

• Rectificatif. — Une coquille s'est glissée dans l'article de Jean-Pierre Péroncel-Hugon, « Le Gabon vu du train » (« Le Monde sans visa » du 25 février). Les travaux de construction de la ligne du Transgabonais ont coûté de 15 à 20 milliards de francs, écrivait notre collaborateur, et non de 15 à 20 millions de francs comme cela a été publié par erreur.

OBJECTIF : MONTAGNES & DESERTS

VOYAGES - AVENTURES à pied, en 4x4 sous les étoiles Sahara Kenya Népal Maroc Mali Tunisie, etc.

NOMADE

USA GREYHOUND International

CIRCUITS ACCOMPAGNÉS EN FRANÇAIS

EST/OUEST/Amérique USA : de 2200 F à 10030 F (par personne en double)

- Prix garantis
- Assurances comprises
- Réduction de 500 F pour toute inscription avant le 31/3

DEPARTS SPECIAUX PARIS PARIS

COTE OUEST 17 JOURS

27 juillet et 3 Aout 89 12800 F (par personne en double)

Demandez notre brochure 89

GREYHOUND 12, rue de Castiglione 75001 Paris

Tél. : 42 61 52 01

DES SUPER VACANCES AUX ANTILLES...

Dans un cadre idéal pour une semaine « Repose-Evasion » en hôtels-restaurants tout confort avec une restauration de qualité (cuisine créole).

Demi-pension de 2 ou 3 personnes : par personne et par semaine :

- Jusqu'au 1^{er} mai : 2350 F
- Après le 1^{er} mai : 1950 F

Suppléments de 700 F pour chambre simple.

Voyage aller-retour de 2500 F à 4500 F selon compagnie et période.

En options : scooter ou voiture, 100 à 250 F/jour ; excursions, la Soufrière, 150 F ; les Saintes ou Marie-Galante, 150 à 250 F.

Réduction 10 % pour : les enfants, les jeunes mariés, les retraités.

Appeler JOCELYNE

Tél. vert grat. 05-40-52-21

ou écr.

9, rue de la République-av. Rol, 75011 PARIS

(versement d'un tiers à la réservation)

SÉNÉGAL/GAMBIE

Prix à partir de : **2 180 F**

1 semaine en BUNGALOW/PLAGE

Prix à partir de : **3.680 F**

uniclam voyages

63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris - Tél. : 43-29-12-36

Grenoble. Tél. : 76-46-00-08 Lille. Tél. : 20-30-98-20

Lyon. Tél. : 78-42-75-85 Toulouse. Tél. : 61-22-88-80

Strasbourg. Tél. : 88-35-30-67 Bordeaux. Tél. : 56-44-44-91

Mulhouse. Tél. : 89-56-10-21.

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC

CHYPRE

PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMOUR

Plage de sable fin sous un ciel toujours bleu — 340 jours de soleil par an. Groupes de fleurs accrochées aux monastères, aux vestiges, aux colonnes, ou perché sur la caillasse d'or des mosquées. Trésors d'hier et d'aujourd'hui à découvrir dans le chœur de l'accueil chypriote et le confort de très beaux hôtels dont le prix et la qualité du service vous surprendront agréablement. Venez respirer Chypre, c'est tout près avec les vols directs de Paris et Toulouse.

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE

LE PARADIS A 4 HEURES DE PARIS

AVERTISSEMENT DES CYPRIOIS A L'ÉTRANGER

15, rue de la République - 75001 PARIS - Tél. 47.20.86.15

12, rue de Castiglione - 75001 PARIS - Tél. 42.61.52.01

GAGNEZ 4 SEJOURS D'UNE SEMAINE POUR 2 A CHYPRE

LES ITINÉRAIRES DE NOS VOYAGES ONT PLUSIEURS MILLÉNAIRES...

Depuis 1872, N.D.S. permet à chacun de partir vers ces lieux qui ont fait, qui font les grands moments de notre foi. Vers Jérusalem ou Saint-Jacques, d'Assise à Fatima, N.D.S. fait revivre les grands pèlerinages mais aussi des moments d'exception et d'émotion : la foule des pèlerins sur le Gange (Inde : 18 jours à partir de 16 850 F par personne), ou encore le voyage événement au pays du matin calme, la Corée, lors de la visite du Pape Jean-Paul II.

Avec N.D.S., faire un grand voyage, réaliser un grand pèlerinage, c'est possible et vers de multiples destinations. Pour découvrir les itinéraires de nos voyages, il y a un catalogue, celui de N.D.S., demandez-le en découvrant le bon ci-après.

NDS, D'AUTRES VOYAGES

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Désire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 89. Pour toute information supplémentaire :

Mireille 3615 code NDS

NDS

17, rue de Babylone 75007 PARIS

Tél. (1) 45 49 20 30

JEUX

échecs

N° 1322

TRIPLE SACRIFICE DE TOUR

(Championnat des États-Unis par correspondance, 1986-1988)

Blancs : C. HARMAN
Noirs : N. NEDELKOVIC
Défense Nimzo-Indienne.

1. d4 c5 2. f4 d5 3. c3 e5 4. e4 f5 5. f3 g4 6. g3 h4 7. h3 g5 8. g4 h5 9. f4 g6 10. e3 f6 11. d4 e5 12. c3 d6 13. b4 c5 14. a3 b6 15. a4 b7 16. a5 b8 17. a6 b9 18. a7 b10 19. a8 b11 20. a9 b12 21. a10 b13 22. a11 b14 23. a12 b15 24. a13 b16 25. a14 b17 26. a15 b18 27. a16 b19 28. a17 b20 29. a18 b21 30. a19 b22 31. a20 b23 32. a21 b24 33. a22 b25 34. a23 b26 35. a24 b27 36. a25 b28 37. a26 b29 38. a27 b30 39. a28 b31 40. a29 b32 41. a30 b33 42. a31 b34 43. a32 b35 44. a33 b36 45. a34 b37 46. a35 b38 47. a36 b39 48. a37 b40 49. a38 b41 50. a39 b42 51. a40 b43 52. a41 b44 53. a42 b45 54. a43 b46 55. a44 b47 56. a45 b48 57. a46 b49 58. a47 b50 59. a48 b51 60. a49 b52 61. a50 b53 62. a51 b54 63. a52 b55 64. a53 b56 65. a54 b57 66. a55 b58 67. a56 b59 68. a57 b60 69. a58 b61 70. a59 b62 71. a60 b63 72. a61 b64 73. a62 b65 74. a63 b66 75. a64 b67 76. a65 b68 77. a66 b69 78. a67 b70 79. a68 b71 80. a69 b72 81. a70 b73 82. a71 b74 83. a72 b75 84. a73 b76 85. a74 b77 86. a75 b78 87. a76 b79 88. a77 b80 89. a78 b81 90. a79 b82 91. a80 b83 92. a81 b84 93. a82 b85 94. a83 b86 95. a84 b87 96. a85 b88 97. a86 b89 98. a87 b90 99. a88 b91 100. a89 b92 101. a90 b93 102. a91 b94 103. a92 b95 104. a93 b96 105. a94 b97 106. a95 b98 107. a96 b99 108. a97 b100 109. a98 b101 110. a99 b102 111. a100 b103 112. a101 b104 113. a102 b105 114. a103 b106 115. a104 b107 116. a105 b108 117. a106 b109 118. a107 b110 119. a108 b111 120. a109 b112 121. a110 b113 122. a111 b114 123. a112 b115 124. a113 b116 125. a114 b117 126. a115 b118 127. a116 b119 128. a117 b120 129. a118 b121 130. a119 b122 131. a120 b123 132. a121 b124 133. a122 b125 134. a123 b126 135. a124 b127 136. a125 b128 137. a126 b129 138. a127 b130 139. a128 b131 140. a129 b132 141. a130 b133 142. a131 b134 143. a132 b135 144. a133 b136 145. a134 b137 146. a135 b138 147. a136 b139 148. a137 b140 149. a138 b141 150. a139 b142 151. a140 b143 152. a141 b144 153. a142 b145 154. a143 b146 155. a144 b147 156. a145 b148 157. a146 b149 158. a147 b150 159. a148 b151 160. a149 b152 161. a150 b153 162. a151 b154 163. a152 b155 164. a153 b156 165. a154 b157 166. a155 b158 167. a156 b159 168. a157 b160 169. a158 b161 170. a159 b162 171. a160 b163 172. a161 b164 173. a162 b165 174. a163 b166 175. a164 b167 176. a165 b168 177. a166 b169 178. a167 b170 179. a168 b171 180. a169 b172 181. a170 b173 182. a171 b174 183. a172 b175 184. a173 b176 185. a174 b177 186. a175 b178 187. a176 b179 188. a177 b180 189. a178 b181 190. a179 b182 191. a180 b183 192. a181 b184 193. a182 b185 194. a183 b186 195. a184 b187 196. a185 b188 197. a186 b189 198. a187 b190 199. a188 b191 200. a189 b192 201. a190 b193 202. a191 b194 203. a192 b195 204. a193 b196 205. a194 b197 206. a195 b198 207. a196 b199 208. a197 b200 209. a198 b201 210. a199 b202 211. a200 b203 212. a201 b204 213. a202 b205 214. a203 b206 215. a204 b207 216. a205 b208 217. a206 b209 218. a207 b210 219. a208 b211 220. a209 b212 221. a210 b213 222. a211 b214 223. a212 b215 224. a213 b216 225. a214 b217 226. a215 b218 227. a216 b219 228. a217 b220 229. a218 b221 230. a219 b222 231. a220 b223 232. a221 b224 233. a222 b225 234. a223 b226 235. a224 b227 236. a225 b228 237. a226 b229 238. a227 b230 239. a228 b231 240. a229 b232 241. a230 b233 242. a231 b234 243. a232 b235 244. a233 b236 245. a234 b237 246. a235 b238 247. a236 b239 248. a237 b240 249. a238 b241 250. a239 b242 251. a240 b243 252. a241 b244 253. a242 b245 254. a243 b246 255. a244 b247 256. a245 b248 257. a246 b249 258. a247 b250 259. a248 b251 260. a249 b252 261. a250 b253 262. a251 b254 263. a252 b255 264. a253 b256 265. a254 b257 266. a255 b258 267. a256 b259 268. a257 b260 269. a258 b261 270. a259 b262 271. a260 b263 272. a261 b264 273. a262 b265 274. a263 b266 275. a264 b267 276. a265 b268 277. a266 b269 278. a267 b270 279. a268 b271 280. a269 b272 281. a270 b273 282. a271 b274 283. a272 b275 284. a273 b276 285. a274 b277 286. a275 b278 287. a276 b279 288. a277 b280 289. a278 b281 290. a279 b282 291. a280 b283 292. a281 b284 293. a282 b285 294. a283 b286 295. a284 b287 296. a285 b288 297. a286 b289 298. a287 b290 299. a288 b291 300. a289 b292 301. a290 b293 302. a291 b294 303. a292 b295 304. a293 b296 305. a294 b297 306. a295 b298 307. a296 b299 308. a297 b300 309. a298 b301 310. a299 b302 311. a300 b303 312. a301 b304 313. a302 b305 314. a303 b306 315. a304 b307 316. a305 b308 317. a306 b309 318. a307 b310 319. a308 b311 320. a309 b312 321. a310 b313 322. a311 b314 323. a312 b315 324. a313 b316 325. a314 b317 326. a315 b318 327. a316 b319 328. a317 b320 329. a318 b321 330. a319 b322 331. a320 b323 332. a321 b324 333. a322 b325 334. a323 b326 335. a324 b327 336. a325 b328 337. a326 b329 338. a327 b330 339. a328 b331 340. a329 b332 341. a330 b333 342. a331 b334 343. a332 b335 344. a333 b336 345. a334 b337 346. a335 b338 347. a336 b339 348. a337 b340 349. a338 b341 350. a339 b342 351. a340 b343 352. a341 b344 353. a342 b345 354. a343 b346 355. a344 b347 356. a345 b348 357. a346 b349 358. a347 b350 359. a348 b351 360. a349 b352 361. a350 b353 362. a351 b354 363. a352 b355 364. a353 b356 365. a354 b357 366. a355 b358 367. a356 b359 368. a357 b360 369. a358 b361 370. a359 b362 371. a360 b363 372. a361 b364 373. a362 b365 374. a363 b366 375. a364 b367 376. a365 b368 377. a366 b369 378. a367 b370 379. a368 b371 380. a369 b372 381. a370 b373 382. a371 b374 383. a372 b375 384. a373 b376 385. a374 b377 386. a375 b378 387. a376 b379 388. a377 b380 389. a378 b381 390. a379 b382 391. a380 b383 392. a381 b384 393. a382 b385 394. a383 b386 395. a384 b387 396. a385 b388 397. a386 b389 398. a387 b390 399. a388 b391 400. a389 b392 401. a390 b393 402. a391 b394 403. a392 b395 404. a393 b396 405. a394 b397 406. a395 b398 407. a396 b399 408. a397 b400 409. a398 b401 410. a399 b402 411. a400 b403 412. a401 b404 413. a402 b405 414. a403 b406 415. a404 b407 416. a405 b408 417. a406 b409 418. a407 b410 419. a408 b411 420. a409 b412 421. a410 b413 422. a411 b414 423. a412 b415 424. a413 b416 425. a414 b417 426. a415 b418 427. a416 b419 428. a417 b420 429. a418 b421 430. a419 b422 431. a420 b423 432. a421 b424 433. a422 b425 434. a423 b426 435. a424 b427 436. a425 b428 437. a426 b429 438. a427 b430 439. a428 b431 440. a429 b432 441. a430 b433 442. a431 b434 443. a432 b435 444. a433 b436 445. a434 b437 446. a435 b438 447. a436 b439 448. a437 b440 449. a438 b441 450. a439 b442 451. a440 b443 452. a441 b444 453. a442 b445 454. a443 b446 455. a444 b447 456. a445 b448 457. a446 b449 458. a447 b450 459. a448 b451 460. a449 b452 461. a450 b453 462. a451 b454 463. a452 b455 464. a453 b456 465. a454 b457 466. a455 b458 467. a456 b459 468. a457 b460 469. a458 b461 470. a459 b462 471. a460 b463 472. a461 b464 473. a462 b465 474. a463 b466 475. a464 b467 476. a465 b468 477. a466 b469 478. a467 b470 479. a468 b471 480. a469 b472 481. a470 b473 482. a471 b474 483. a472 b475 484. a473 b476 485. a474 b477 486. a475 b478 487. a476 b479 488. a477 b480 489. a478 b481 490. a479 b482 491. a480 b483 492. a481 b484 493. a482 b485 494. a483 b486 495. a484 b487 496. a485 b488 497. a486 b489 498. a487 b490 499. a488 b491 500. a489 b492 501. a490 b493 502. a491 b494 503. a492 b495 504. a493 b496 505. a494 b497 506. a495 b498 507. a496 b499 508. a497 b500 509. a498 b501 510. a499 b502 511. a500 b503 512. a501 b504 513. a502 b505 514. a503 b506 515. a504 b507 516. a505 b508 517. a506 b509 518. a507 b510 519. a508 b511 520. a509 b512 521. a510 b513 522. a511 b514 523. a512 b515 524. a513 b516 525. a514 b517 526. a515 b518 527. a516 b519 528. a517 b520 529. a518 b521 530. a519 b522 531. a520 b523 532. a521 b524 533. a522 b525 534. a523 b526 535. a524 b527 536. a525 b528 537. a526 b529 538. a527 b530 539. a528 b531 540. a529 b532 541. a530 b533 542. a531 b534 543. a532 b535 544. a533 b536 545. a534 b537 546. a535 b538 547. a536 b539 548. a537 b540 549. a538 b541 550. a539 b542 551. a540 b543 552. a541 b544 553. a542 b545 554. a543 b546 555. a544 b547 556. a545 b548 557. a546 b549 558. a547 b550 559. a548 b551 560. a549 b552 561. a550 b553 562. a551 b554 563. a552 b555 564. a553 b556 565. a554 b557 566. a555 b558 567. a556 b559 568. a557 b560 569. a558 b561 570. a559 b562 571. a560 b563 572. a561 b564 573. a562 b565 574. a563 b566 575. a564 b567 576. a565 b568 577. a566 b569 578. a567 b570 579. a568 b571 580. a569 b572 581. a570 b573 582. a571 b574 583. a572 b575 584. a573 b576 585. a574 b577 586. a575 b578 587. a576 b579 588. a577 b580 589. a578 b581 590. a579 b582 591. a580 b583 592. a581 b584 593. a582 b585 594. a583 b586 595. a584 b587 596. a585 b588 597. a586 b589 598. a587 b590 599. a588 b591 600. a589 b592 601. a590 b593 602. a591 b594 603. a592 b595 604. a593 b596 605. a594 b597 606. a595 b598 607. a596 b599 608. a597 b600 609. a598 b601 610. a599 b602 611. a600 b603 612. a601 b604 613. a602 b605 614. a603 b606 615. a604 b607 616. a605 b608 617. a606 b609 618. a607 b610 619. a608 b611 620. a609 b612 621. a610 b613 622. a611 b614 623. a612 b615 624. a613 b616 625. a614 b617 626. a615 b618 627. a616 b619 628. a617 b620 629. a618 b621 630. a619 b622 631. a620 b623 632. a621 b624 633. a622 b625 634. a623 b626 635. a624 b627 636. a625 b628 637. a626 b629 638. a627 b630 639. a628 b631 640. a629 b632 641. a630 b633 642. a631 b634 643. a632 b635 644. a633 b636 645. a634 b637 646. a635 b638 647. a636 b639 648. a637 b640 649. a638 b641 650. a639 b642 651. a640 b643 652. a641 b644 653. a642 b645 654. a643 b646 655. a644 b647 656. a645 b648 657. a646 b649 658. a647 b650 659. a648 b651 660. a649 b652 661. a650 b653 662. a651 b654 663. a652 b655 664. a653 b656 665. a654 b657 666. a655 b658 667. a656 b659 668. a657 b660 669. a658 b661 670. a659 b662 671. a660 b663 672. a661 b664 673. a662 b665 674. a663 b666 675. a664 b667 676. a665 b668 677. a666 b669 678. a667 b670 679. a668 b671 680. a669 b672 681. a670 b673 682. a671 b674 683. a672 b675 684. a673 b676 685. a674 b677 686. a675 b678 687. a676 b679 688. a677 b680 689. a678 b681 690. a679 b682 691. a680 b683 692. a681 b684 693. a682 b685 694. a683 b686 695. a684 b687 696. a685 b688 697. a686 b689 698. a687 b690 699. a688 b691 700. a689 b692 701. a690 b693 702. a691 b694 703. a692 b695 704. a693 b696 705. a694 b697 706. a695 b698 707. a696 b699 708. a697 b700 709. a698 b701 710. a699 b702 711. a700 b703 712. a701 b704 713. a702 b705 714. a703 b706 715. a704 b707 716. a705 b708 717. a706 b709 718. a707 b710 719. a708 b711 720. a709 b712 721. a710 b713 722. a711 b714 723. a712 b715 724. a713 b716 725. a714 b717 726. a715 b718 727. a716 b719 728. a717 b720 729. a718 b721 730. a719 b722 731. a720 b723 732. a721 b724 733. a722 b725 734. a723 b726 735. a724 b727 736. a725 b728 737. a726 b729 738. a727 b730 739. a728 b731 740. a729 b732 741. a730 b733 742. a731 b734 743. a732 b735 744. a733 b736 745. a734 b737 746. a735 b738 747. a736 b739 748. a737 b740 749. a738 b741 750. a739 b742 751. a740 b743 752. a741 b744 753. a742 b745 754. a743 b746 755. a744 b747 756. a745 b748 757. a746 b749 758. a747 b750 759. a748 b751 760. a749 b752 761. a750 b753 762. a751 b754 763. a752 b755 764. a753 b756 765. a754 b757 766. a755 b758 767. a756 b759 768. a757 b760 769. a758 b761 770. a759 b762 771. a760 b763 772. a761 b764 773. a762 b765 774. a763 b766 775. a764 b767 776. a765 b768 777. a766 b769 778. a767 b770 779. a768 b771 780. a769 b772 781. a770 b773 782. a771 b774 783. a772 b775 784. a773 b776 785. a774 b777 786. a775 b778 787. a776 b779 788. a777 b780 789. a778 b781 790. a779 b782 791. a780 b783 792. a781 b784 793. a782 b785 794. a783 b786 795. a784 b787 796. a785 b788 797. a786 b789 798. a787 b790 799. a788 b791 800. a789 b792 801. a790 b793 802. a791 b794 803. a792 b795 804. a793 b796 805. a794 b797 806. a795 b798 807. a796 b799 808. a797 b800 809. a798 b801 810. a799 b802 811. a800 b803 812. a801 b804 813. a802 b805 814. a803 b806 815. a804 b807 816. a805 b808 817. a806 b809 818. a807 b810 819. a808 b811 820. a809 b812 821. a810 b813 822. a811 b814 823. a812 b815 824. a813 b816 825. a814 b817 826. a815 b818 827. a816 b819 828. a817 b820 829. a818 b821 830. a819 b822 831. a820 b823 832. a821 b824 833. a822 b825 834. a823 b826 835. a824 b827 836. a825 b828 837. a826 b829 838. a827 b830 839. a828 b831 840. a829 b832 841. a830 b833 842. a831 b834 843. a832 b835 844. a833 b836 845. a834 b837 846. a835 b838 847. a836 b839 848. a837 b840 849. a838 b841 850. a839 b842 851. a840 b843 852. a841 b844 853. a842 b845 854. a843 b846 855. a844 b847 856. a845 b848 857. a846 b849 858. a847 b850 859. a848 b851 860. a849 b852 861. a850 b853 862. a851 b854 863. a852 b855 864. a853 b856 865. a854 b857 866. a855 b858 867. a856 b859 868. a857 b860 869. a858 b861 870. a859 b862 871. a860 b863 872. a861 b864 873. a862 b865 874. a863 b866 875. a864 b867 876. a865 b868 877. a866 b869 878. a867 b870 879. a868 b871 880. a869 b872 881. a870 b873 882. a871 b874 883. a872 b875 884. a873 b876 885. a874 b877 886. a875 b878 887. a876 b879 888. a877 b880 889. a878 b881 890. a879 b882 891. a880 b883 892. a881 b884 893. a882 b885 894. a883 b886 895. a884 b887 896. a885 b888 897. a886 b889 898. a887 b890 899. a888 b891 900. a889 b892 901. a890 b893 902. a891 b894 903. a892 b895 904. a893 b896 905. a894 b897 906. a895 b898 907. a896 b899 908. a897 b900 909. a898 b901 910. a899 b902 911. a900 b903 912. a901 b904 913. a902 b905 914. a903 b906 915. a904 b907 916. a905 b908 917. a906 b909 918. a907 b910 919. a908 b911 920. a909 b912 921. a910 b913 922. a911 b914 923. a912 b915 924. a913 b916 925. a914 b917 926. a915 b918 927. a916 b919 928. a917 b920 929. a918 b921 930. a919 b922 931. a920 b923 932. a921 b924 933. a922 b925 934. a923 b926 935. a924 b927 936. a925 b928 937. a926 b929 938. a927 b930 939. a928 b931 940. a929 b932 941. a930 b933 942. a931 b934 943. a932 b935 944. a933 b936 945. a934 b937 946. a935 b938 947. a936 b939 948. a937 b940 949. a938 b941 950. a939 b942 951. a940 b943 9

Culture

THÉÂTRE

Le Monde • Samedi 4 mars 1989 19

« Une folie électrique » d'après Denis Diderot, au couvent des Cordeliers

L'ambassadeur de Russie et le médium d'Istanbul.

D'après un conte inachevé de Diderot, histoire d'une « mystification ». Un spectacle fascinant et luxueux.

Un jour de septembre 1768, le prince Dimitri Alexievitch Gallitine, ambassadeur en France de Catherine II, s'en vint demander à Diderot un service particulier : récupérer chez une ex-danseuse de l'Opéra, M^{lle} Dornay, quelques tableaux qu'il avait laissés là.

Malgré son goût prononcé pour les bonnes et les mauvaises plaisanteries, Diderot n'était, cet automne-là, plus un enfant : cinquante-cinq ans. En outre, il connaissait Gallitine depuis que le diplomate était arrivé à Paris en 1762. Il savait qu'en mai 1765 Gallitine avait succombé à l'enlèvement de M^{lle} Dornay. Mais voici une information que Diderot recopia sur un journal d'août 1768 : « Gallitine s'en va aux eaux d'Aix-la-Chapelle. Il y trouve la jeune et belle comtesse Amélie de Schmettau, fille d'un général prussien. En huit jours, il en devient amoureux. Il le dit, il est écopé. Il est écopé. Le mariage eut lieu le 13 août. La nouvelle princesse Gallitine était très jalouse : elle apprit que plusieurs portraits de son mari restaient chez M^{lle} Dornay. Elle voulut que cela cesse.

Lorsque Diderot, quelques semaines plus tard, raconte par écrit sa tentative de récupération des portraits, sous la forme d'un conte inachevé qui porte le titre de *Mystification*, il commence par nous dire que M^{lle} Dornay était « une grande fille, assez belle, mais d'une mauvaise santé », et il ajoute : « ignorante comme une danseuse d'opéra, et toute propre à donner dans un tourquet ». Torquet veut dire : piège, traquenard. Quant à croire qu'une danseuse d'opéra est *ipso facto* « ignorante », c'est l'effet du sermo ordinaire, qui affectait Diderot comme tous les hommes de tous les temps.

Il est toujours très difficile de deviner si Denis Diderot, ici ou là, ment ou ne ment pas. « Le mensonge a ses avantages, et la vérité ses inconvénients », dit-il. En l'occurrence, Diderot croit ou fait semblant de croire que M^{lle} Dornay est amoureuse de Gallitine, et que le mariage du prince lui est douloureux. La douleur ne va-t-elle pas s'accroître si Diderot vient sans doute réclamer les portraits de l'infidèle ? Ou bien alors, comme Diderot est un champion du cheveu comté en quatre, mais coupé avec un briol fou, la pauvre amoureuse dédaigne, si elle en vient à consentir à restituer les portraits, ne va-t-elle pas découvrir, par la faute de Diderot, qu'elle se détache déjà de Gallitine — occasion pour Diderot de plaquer d'une voix fausse, d'un oeil torve,



Fabrice Luchini

l'une de ces parfaites formules dont il a l'exclusivité : « C'est un grand malheur que d'apprendre qu'on aime moins qu'on ne croyait ».

Diderot dit la vérité sur un point : M^{lle} Dornay n'était pas bien portante. Mais amoureuse du prince, non, sans doute pas. Elle ne savait pas danser, mais la protection d'un M. de Villeneuve la fit admettre à l'Opéra, où elle fut, peu de temps, figurante. Elle eut pour protecteurs le « commissaire des guerres », de Forceville, et un officier supérieur des gendarmes, le baron de Vangen, ainsi qu'un certain Schutz, secrétaire de la légation du Danemark, puis un chambellan de l'empereur de Saxe, entre autres, et nous ne savons pas si ces « rencontres étrangères » suscitèrent l'indignité de la police, ou si au contraire la police fut responsable de ces interférences, toujours est-il que des inspecteurs de haut rang, tels que Mennier, Marais, citent constamment M^{lle} Dornay dans leurs rapports.

N'est-elle pas passionnante, M^{lle} Dornay, belle, intelligente, qui sait mener sa barque d'une main sûre, et qui subjugue ses hommes par l'esprit puisque les « accointances » la rendent malade ?

Diderot la croit-il vraiment « ignorante » et « propre à donner dans un tourquet » ? Il ne va pas la voir chez elle, dans l'hôtel particulier que lui payait Gallitine, à la Barrière blanche, c'est-à-dire près de l'actuelle place Blanche. Non, il la fait venir rue d'Anjou, dans une autre charmante demeure, celle du sculpteur Falconet, qui se trouve alors à Saint-Petersbourg (Catherine II lui a commandé une statue de Pierre le Grand). La demeure est occupée par une artiste allemande, peintre, amie de Diderot, M^{lle} Therbouche (une fois Diderot s'est mis tout nu pour poser devant elle, histoire de voir, mais elle n'a pas bronché). Et Diderot envoie là, en renfort, une relation bizarre, Bonvalet-Desbrosse, financier véreux, beau parleur. Sur une idée

de Diderot, il se présente déguisé en médecin, un médecin venu de Constantinople. Et il s'emploie à convaincre M^{lle} Dornay que ses malaises viennent tout bêtement des lettres, bijoux et portraits, cadeaux du prince, qu'elle a gardés là, sous les yeux, et qui la rendent malade. Il évoque une femme délaissée, morte de douleur parce que sa femme donnait sur un jardin où ils s'étaient quelquefois promenés, elle et l'inconstant.

« Réveils de mémoire »

Diderot, dans son conte *Mystification*, décrit avec beaucoup de cœur ces effets des objets, des « réveils de mémoire », sur un esprit blessé. Mais M^{lle} Dornay reste de glace, Diderot et son médecin turent échouent lamentablement, et Diderot attribue l'échec au suicide de Bonvalet-Desbrosse, et il ment, car celui-ci s'est suicidé, en effet, mais plus tard, quand Diderot avait abandonné la partie : « Il s'est cassé la tête de deux coups de pistolet, il y a huit jours », écrit Diderot en novembre 1770. Il dit aussi : « Si l'on vous dit que ceux qui se tuent sont fous, n'en croyez rien ».

Mystification est actuellement porté au théâtre, et joué par Hélène Duc (M^{lle} Therbouche), Fabrice Luchini (Desbrosse), et Françoise Dorner (M^{lle} Dornay). L'adaptation de Françoise Thyron est remarquable, jusque dans les infidélités faites au texte. La mise en scène de Michel Valmer est d'un luxe inusité, et efficace : le spectacle a été subventionné par l'électricité de France, qui a vu grand, qui a loué pour la circonstance le réfectoire du couvent des Cordeliers à Paris, qui a construit un parterre de public entièrement mobile. Décors et costumes magnifiques. Un phénomène de curiosité. Seule entorse à l'EDF : les fameux portraits ont été remplacés par une très belle « machine à électricité statique », comme il s'en créait du temps de Diderot, et cet échange s'accorde bien à l'histoire.

MICHEL COURNOT.

★ Couvent des Cordeliers, 21 heures, 15, rue de l'École-de-Médecine. Tél. 43-29-40-63.

« La Forêt » d'Alexandre d'Ostrovski

Une si douce mangeuse d'hommes

Décidément Bernard Sobel, dans son beau théâtre de Genevilliers, a la pêche : après les réussites de *Nathan le Sage*, de Lessing, et de *l'Hécatombe*, d'Euripide, il nous présente une très belle mise en scène de l'un des chefs-d'œuvre d'Ostrovski : *La Forêt*.

La pièce est de 1871, et elle est si vive, si chaleureuse, et surtout si « estomacante » par sa liberté de réflexe, d'idées, que c'est une pièce d'aujourd'hui, qui nous atteint tout droit, il faut dire que la traduction française de Lily Denis est superbe, souvent est difficile, hasardeuse, de célébrer une traduction, mais là, vraiment, c'est très beau, toutes les paroles ont une lumière, une fraîcheur, un ton de nature, un allant, une vigueur, c'est un vrai écrivain qui a écrit cela, et des dialogues si étonnants d'Ostrovski rien n'est perdu.

La pièce, adorée des Russes comme des Soviétiques depuis plus de cent ans, est bien arrivée mais très riche, non résumable. Il y a une dame, plus jeune depuis assez longtemps, Raïssa Pavlovna, veuve, propriétaire d'une grande demeure et d'une forêt, et cette femme en apparence est plutôt douce, bienfaisante, et stricte sur le chapitre des mœurs, et en vérité elle est hantée par le désir lancinant de se faire étreindre par des hommes, par de très jeunes hommes, et elle y parvient, pas seulement parce qu'elle dilapide sa fortune, ses arbres, pour couvrir ces hommes d'argent, de cadeaux, mais aussi parce qu'elle a un charme singulier, une finesse d'esprit, une jeunesse de répliques, un grain de joliesse. C'est l'un des beaux personnages du théâtre russe, et là, à Genevilliers, il se trouve que Michelle Marquis joue Raïssa Pavlovna avec un art d'une subtilité, d'une gaucherie d'imagination, extraordinaires, d'autant plus que cet art a l'air improvisé, plutôt amateur si l'on veut, avec tout le temps des choses instantanées. Un enchantement.

Il y a aussi dans cette pièce deux ostrogots devenus des figures très populaires en Russie, deux comédiens ambulants ratés, l'un tragédien et l'autre comique. Le « tragédien », neveu de Raïssa Pavlovna, fait, après vingt ans d'absence, son entrée dans le salon du château, il est l'horreur, le diable, la grossièreté, face à ces aristos tirés à quatre épingles, et cependant c'est lui qui sauve du désastre, plusieurs fois, par générosité foncière, ces gens qui ne le méritent pas. Joseph Barbour joue le comique avec un art acide, retenu, et la soirée serait mille fois plus belle encore si l'acteur Serge Merlin, dans le rôle du tragédien, se montrait moins tourmenté, moins désordonné, d'une pseudo-ironie moins envahissante. A force de gesticuler, brailler, pleurnicher, il démolit son personnage. Les fauves comme Frédéric Lemaître, Pierre Brasseur, ont su jusqu'à quel degré de bouffonnerie ils pouvaient aller trop loin.

Alain Mac-Moy est étonnant dans le rôle du vieux serviteur de la vieille propriété, qui sait tout et n'avoue presque jamais rien. Antoine Basler ému dans celui du nouveau jeune homme repéré et mangé par Raïssa la douce ogresse. Philippe Faure et Claude Guyonnet sont deux vains de campagne, justes. Dans le rôle d'Adoucha, la jeune fille à marier qui sait choisir son amoureux, l'actrice Dominique Raymond reste fidèle à sa technique particulière d'une voix barytonneuse de nez, ou plutôt de sinus, accompagnée d'un jeu résolu, ment boudeur, raide, monocorde. Ce jeu, cette actrice, ont leurs fanatiques. Belles toiles peintes de Nicky Rieth. Encore une fois, quel que soit le goût personnel pour tel ou tel comédien, c'est chez Sobel une très grande pièce, une mise en scène d'une intelligence et d'un tact rares, un réel bonheur de théâtre.

M. C.

★ Théâtre de Genevilliers, 20 à 30, jusqu'au 2 avril. Tél. 47-93-26-30.

« Le Songe d'une nuit d'été », de Shakespeare

Flânerie en pays d'enfance

Couleurs acidulées et culottes de golf : Sophie Louchevsky signe un Songe naïf et désinvolte. Un peu trop.

Prenez un homme, enduisez-le d'un peu de plâtre, ou d'argile, et faites-lui tenir les doigts d'une certaine manière : il fait fort bien l'affaire, nous dit Shakespeare, pour figurer un mur, et une fenêtre par laquelle se parlent les amoureux. Au théâtre, tout est permis. Ainsi les princes athéniens peuvent coexister sans incongruité avec les elfes légers et de balourds artisans acteurs.

Avec le théâtre, l'enfance partage le privilège de cette liberté fabuleuse. Forte de cela, Sophie Louchevsky monte, le Songe d'une nuit d'été comme une comédie naïve. Sa mise en scène ne manque ni de charme, ni de ruse. Elle a, de surcroît, choisi la souriante traduction de Supervielle.

Le rideau de velours s'ouvre sur un autre rideau : une toile peinte (astucieux décalque de Lou Goussé) devant laquelle Hippolyte, reine des amazones, et son fiancé Thésée apparaissent démesurément grands, comme dans les rêves. Pour le reste, il suffit d'une lumière plus ou moins lunaire, de deux piliers qui ouvrent ou resserrent l'espace, de petites lampes électriques qui tracent le noir en fond de scène, de deux escarpins rouges pour inviter au voyage. Le Songe s'achève là où il a commencé : devant la même toile peinte, les couples réconciliés assis sagement sur des chaises de velours (rouge encore) assistent à la représentation d'autres amours : celles de Pyrame et Thisbé, jouées avec

maladresse et conviction par un charpentier, un tisserand, un accordeur de soufflet, un chaudronnier... Les amants semblent éluder la tragédie, ils l'applaudissent poliment, et sortent. Reste l'heureux Puck, son sourire et son « Bonsoir ».

Jean-Yves Chatais, malgré ses culottes de golf et sa cartouchière à la ceinture, ne joue pas un Puck satisfaisant, mais un homme sûr, consciencieux de ses actes et c'est bien. Tous les costumes prennent le modernisme un peu fou-tout du sien. Ceux des jeunes amants semblent issus de Titine (pour les garçons) et d'Alice au pays des merveilles (pour les filles).

Pour finir, dans le Songe, chacun retrouve sa chance. Mais entre temps, Shakespeare a tout de même raconté deux ou trois terribles

vérités sur l'amour. Et c'est là où pèche le spectacle de Sophie Louchevsky : il reste à la surface de la pièce, des personnages notamment, ou du merveilleux de la nature. C'est un parti pris, bien sûr, puisqu'il faut les retrouvailles de Titine et d'Obéron sont celles de deux amoureux sur musique de fond (la Petite Cantate, de Barbara).

Sophie Louchevsky maîtrise avec talent la mise en scène — elle l'a déjà prouvé avec *Madame de Sade*, de Mishima, et *la Mort de Judas*, le point de vue de Ponce-Pilate, de Claudel. Mais on attendait plus de ce premier propos shakespearien.

ODILE QUIROT.

★ Les 3 et 4 mars à Fécamp, du 14 au 18 mars à Evreux. Reprise à l'automne à la MC du Havre et de Petit-Quevilly.

NOTE

Quel directeur au Théâtre du VIII^e à Lyon ?

A la veille des élections municipales, la ville de Lyon a mis la culture en sommeil. Le torchon brûle entre le maire, M. Francique Colomb, et l'actuel adjoint aux affaires culturelles, M. André Mura, chargé de mission auprès de M. Jack Lang. De ce fait, l'équipe municipale s'abstient de toute décision concernant le domaine de M. Mura.

L'un des premiers effets de cette « vacance » a été le silence opposé par le maire à la candidature d'Alain François, que l'Etat avait

retenu comme possible directeur du Théâtre du VIII^e pour remplacer Jérôme Savary. Un autre candidat, Carlo Bosio, avait le soutien de M. Raymond Barre, et M. Colomb a mal senti, semble-t-il, le fait que l'Etat ne lui propose pas de choisir entre deux noms.

Tandis qu'Alain François, incertain de son avenir, se demande s'il pourra réaliser ses projets pour 1990, les petites compagnies lyonnaises de théâtre et de danse, et un certain nombre de centres de production, connaissent également une situation critique. La ville a en effet reporté à l'après-19 mars le vote des subventions accordées à ces structures.

B. B.

La plomberie a été entièrement refaite. Le carrelage a moins de deux mois. Le miroir mural est neuf. Nous avons la facture du carrelage. Non, du miroir... enfin, du carrelage aussi.



LA
SALLE
DE BAIN
Un film de John Loeff



LE RETOUR DE
**L'ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
DE LENINGRAD**
direction
MARISS JANSONS
soliste
NIKOLAI PETROV

"Cet orchestre ne peut se
comparer qu'aux Philhar-
monies de Berlin ou de
Vienne."
LE MONDE

"Mariss Jansons: un
grand et jeune chef, bril-
lant, qui perpétue la tradi-
tion de Mravinsky dans la
Capitale des Tsars."
LE FIGARO

SALLE PLEYEL
28 et 29 avril 20h30

LOCATION OUVERTE
Salle Pleyel, Agences, FNAC
et par tél. 45 63 88 73

DES FRANÇAISES

Claire LACOMBE
Berty ALBRECHT
de Michèle FABIEN
sur une idée originale
de Laurence FEVRIER
MISE EN SCÈNE
LAURENCE FEVRIER
Du 9 au 29 Mars 1989
C.A.C. LES GEMEAUX
49, av. G. Clemenceau
92330 SCEAUX
46 61 36 67

THEATRE RIVIN GEMER
du 23 FEVRIER au 3 AVRIL 1989
ANTONY
MARCEL AYME
LES MAXIBULES
RAYMOND AGOQUAVIVA

PIANO
Récital
ANNIE FISCHER
BEETHOVEN - SCHUMANN
Mardi 7 mars, 20 h 30
SALLE PLEYEL
LOCATION 45 63 88 73

du 1^{er} au 25 mars
THEATRE 14
adaptation, réalisation, interprétation
Aurore PRIETO
Un spectacle d'une extraordinaire poésie 7A PARIS. Une virtuosité pleine
de charme REVOLUTION. Le bonheur du jeu de la comédienne éclate à
tous moments LE MONDE. Aurore Prieto nous laisse tout frémissant
d'émotion TELERAMA.

Culture

THÉÂTRE

Arias et Piazzolla

Quelque chose de Buenos-Aires

A Aubervilliers,
Alfredo Arias fait revivre
sa ville de Buenos-Aires
à travers une famille
d'artistes
un peu folingues
et très argentins.

Avec le calme que procure le
succès public, Alfredo Arias dirige
le Théâtre de la Commune, centre
dramatique d'Aubervilliers - où il
présente depuis le 3 mars son der-
nier spectacle, *Famille d'artistes*.
Quand il a été nommé en juillet
1984, on imaginait mal comment cet
Argentin, grand maître de la sophis-
tication, pourrait vivre dans un bâti-
ment en béton de la banlieue nord.
Son exotisme risquait de ne pas être
facilement accepté. Mais puisque
toujours et partout, y compris dans
son pays natal, il s'est senti exotique,
il a appris à s'adapter. Il n'a pas joué
l'« argentin », il a misé sur
l'enchantement universel de la fêre

- la Tempête, l'Oiseau bleu, un
Robert Macaire qui rencontrait
Marguerite Gautier, un *Jeu de
l'amour et du hasard* joué par des
masques de singes...

Cet insolite spectacle Marivaux a
été tourné en Amérique latine, et
pour la première fois depuis vingt
ans Alfredo Arias retournait dans sa
ville de Buenos-Aires. Il en a
retrouvé l'intensité fiévreuse, agres-
sive, a ressenti l'impression « d'une
richesse humaine, d'un débordement
». Il s'est promené « dans ce
magma, cette accumulation de
signes empilés qu'on ne voit pas
quand on est là-bas, qu'on reconnaît
quand on a passé vingt ans en
Europe. On sait alors ce qu'ils dési-
gnent. C'était pour moi un étonne-
ment plus fort que quand je suis
arrivé en France ».

Alfredo Arias a retrouvé « la
façon particulière dont les Argen-
tins savent contourner la réalité,
chercher des solutions dans une
sorte de surréalisme ». En revenant,

il était prêt à monter *Famille
d'artistes*, pièce écrite avec Kado
Kostze. « Elle interroge la folie des
Argentins, une aptitude au rêve qui
les condamne à ne jamais trouver de
solution concrète. Je veux raconter
ce vertige. Je l'ai vécu dans ma
famille. Mais la famille que je
montre n'a rien à voir avec la
mienne. Il s'agit de vieux artistes.
Pas du tout des ringards, des gens
qui vivent dans un monde clos. Leur
monde hors du monde. Ils ont pour
seule ambition de continuer. De tra-
vailler, de survivre sans avoir besoin
de changer. »

Naturellement, puisqu'il s'agit de
faire resurgir quelque chose de
Buenos-Aires sur la scène d'Auber-
villiers, il fallait de la musique, il
fallait Astor Piazzolla. Est-ce que le
tango raconte encore Buenos-Aires ?
« Le tango a eu son âge d'or entre
1930 et 1965, dit Astor Piazzolla.
Beaucoup d'artistes sont partis,
avant et pendant le gouvernement
des militaires. Ce n'est pas telle-

ment une question politique, plutôt
une affaire de cycle.

« J'ai commencé ma carrière en
France, en 1954. J'ai rencontré
Nadia Boulanger. J'avais composé
des centaines de pages, que je lui ai
montrées. Quinze ans de travail !
Elle m'a dit : « Oui, c'est bien écrit. »
Pour moi, c'était la fin du monde.
Bien écrit ! Elle m'a demandé ce
que je faisais. J'avais honte
d'avouer que je jouais du bandon-
néon. Mais elle m'a dit : « J'adore
le tango. » J'ai jeté mes symphonies.
J'ai bien fait.

« Le bandonéon, comme le violon,
transmet une nostalgie très Mitzel-
Europe. Et le tango est aussi médi-
téranéen. On dit toujours qu'il est
la rencontre de deux solitudes, celle
de l'homme dans les vastes cam-
pagnes désertes et celle de l'émigré
dans la grande ville. Voilà ce que
pleure le tango. »

« Cette famille d'artistes, dit
Alfredo Arias, est marquée par
l'histoire de l'émigration. C'est à
dire le choc subi par des Européens
projetés dans un autre monde. Venir
était déjà un défi à la raison. Se
trouver mêlé à un grouillement de
cultures provoque certainement des
réactions excessives, une exaltation
des sentiments qui devient une façon
de vivre, une manière d'être, et se
transmet de génération en généra-
tion. Les artistes de cette famille ne
pourraient pas être autre chose
qu'argentins. »

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de la Commune, 20 h 30.
Tél. : 48-34-61-67.

« Alice » d'après Lewis Carroll

Sans asile

Nathalie Schmidt
s'inspire de Lewis Carroll
pour mettre en scène
un pays où les êtres
plus que les mots
sont habités
par le non-sens.
Domage.

Il peut être dangereux de porter à
la scène un livre, une œuvre dont on
rêve depuis longtemps. On veut trop
dire, trop montrer, surtout s'il s'agit
d'un premier spectacle. C'est ce qui
arrive à Nathalie Schmidt, qui s'ins-
pire (« très librement », spécifie le
programme) de Lewis Carroll et met
en scène *Alice*.

Que veut-elle nous raconter, dans
quel pays des merveilles veut-elle
nous faire voyager ? *Alice* s'ouvre et
se clôt sur une image trop univoque

pour nous convaincre : un asile
d'aliénés où des pensionnaires infan-
tiles, incapables de manger ou d'être
propres, sont pris en charge par une
aide-soignante sèche, mais plutôt
dévoquée. Une voix off décline mots
et chiffres en anglais et en français.
Alice est assise de dos, nue, elle est
agitée de soubresauts, devant un
mur où une main infantile a dessiné
des mots, des graffiti. (Décor de
Fred Comdom, tout comme les cos-
tumes.)

Puis (heureusement) Alice et ses
collègues cessent de jouer la folie
pour nous entraîner vers d'autres
aventures sous l'œil fasciné de Lewis
Carroll en personne qui, pour finir,
survient avec un Polaroid : on se
serait volontiers passé de ce cliché
sur le photographe des petites filles.
Ça et là, on retrouve des bribes
d'*Alice au pays des merveilles*, dont

on perd malheureusement le sens.
Restent quelques images plaisantes
et réussies, mais exploitées à satiété.
Ainsi, l'apparition d'une petite
actrice dans une robe de tulle bleu
Cong Shan : elle a apporté avec elle
une guirlande d'ampoules, un
magnétophone et elle raconte, en
chinois, une histoire aux pension-
naires qui font cercle autour d'elle.
Ainsi encore, Olivier Py et Jacques
Verzier sont impeccables dans leurs
duos chantés très music-hall. L'on
aurait d'ailleurs mauvaise grâce à
dénier du talent à l'ensemble des
comédiens. Malgré eux, demeure
l'impression d'assister à une
camyzeuse lecture psychanalytique
de Lewis Carroll.

Od. Gz.

★ Jusqu'au 18 mars, 18 h 30 (dim.,
17 h), Théâtre de la Bastille. Tél. : 43-57-
42-14. Les 21 et 22 mars à la Comédie
de Caen.



PRÉSENTE

ZÉNITH MADE IN NOUGARO!

A PARTIR DU 18 AVRIL

LOCATIONS : 3 FNAC • AGENCES • PAR TEL. 45 72 11 22

NOUVEL ALBUM "PACIFIQUE" K7 ET CD wea

هكذا من الأصل

Le Monde CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

THOMSON

La vidéo de demain
• INGENIEURS PROCEDES ELECTRONIQUE
• INGENIEURS PROCEDES MECANIQUE

Réf. VM 52/1126 AA

Réf. VM 52/1126 AC

Electricité Industrielle

• DEVELOPPER
UN CENTRE DE PROFIT

Réf. VM 50/2826 B

YORK INTERNATIONAL

Equipements Industriels
• INGENIEUR ETUDES DEVELOPPEMENT

Réf. VM 17/1017 X

ROHDE & SCHWARZ

Systèmes Electroniques de Mesures et de Tests

• INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Réf. VM 24/2894 B



INGENIEUR

Emballages et Conditionnement

Réf. VM 6/114 CD

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la réf. choisie à :

GROUPE EGOR
8, rue de Béri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Pour la création d'un nouveau service à BESANCON

RESPONSABLE EUROGUICHET

- Diplômé Ecole de Commerce ou assimilé
- Expérience professionnelle affaires communautaires si possible en entreprise
- Trois langues dont français et anglais parfaits
- Qualités d'animateur + exp. micro-informatique



Envoyer CV et prétentions
à M. le Secrétaire général
191, rue de Belfort - 25043 Besançon Cedex

INVESTISSEZ 0,73 F

C'est le prix de votre appel pour découvrir :

- un organisme important dans un marché porteur,
- un métier passionnant,
- une formation,
- une rémunération motivante.

Répondez-nous en téléphonant au 45-53-20-50, poste 105.

CORRECTEURS QUALIFIES

dispon. à partir de 15.03, niveau terminales math. phys. philo. franc. Tél. 43-98-16-56.

MECANIQUE NUCLEAIRE

Ingénieur

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la réf. choisie à :

GROUPE EGOR
8, rue de Béri - 75008 PARIS

EGOR

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER (ILE DE FRANCE)

recherche dans le cadre de son développement

CHEF DE PROJET

Vous assurerez le montage et la réalisation des opérations immobilières, depuis la recherche foncière jusqu'à la livraison.

Vous avez acquis la maîtrise de l'ensemble des tâches administratives, juridiques, techniques, financières et commerciales par au moins 5 années d'expérience de la fonction chez un promoteur.

Si vous avez de 30 à 35 ans, une formation supérieure (ingénieur, IEP, école de commerce), adressez candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence "Recrutement CP 02/MOD" à :



Groupe Foncier Habitat
16 rue Provigny - 94230 CACHAN

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

12^e arrdt

12^e PRÈS BOIS

Rég. stand. habitation s/2 rénové, 120 m², cuisine, s.v. + 3 pièces, 2 bains, box, 2 650 000 F. Samedi 11-17 h
Rue des Minimes n° 14.

16^e arrdt

MARCHE DES NOTAIRES

90, AV. HENRI-MARTIN
Fagade pierre de taille 7 pos. 204 m² env. 2-3 + 3 pces en étage, garage sous sol 800 000 F. Samedi 11-17 h
M^{me} J.-L. REGNIER
(1) 42-50-51-27.

92

Hauts-de-Seine

NEUILLY STUDIO EXCEP.

sur jardin privé.
Prix 1 150 000 F.
R.N.C. 45-72-50-20.

94

Val-de-Marne

ST MANDÉ 200

Imm. stand 1980 liv. + 3 ch. + 3 b. s/v. bois, box 3 800 000 F. 43-44-45-47.

CHARENTON ECOLES PR. M^{me}

Après 10 ans, 3 ch., s.v., w.c., hall, rech. empl. de PNE-PNE. Tél. 42-40-98-52 (rép.1)

appartements achats

12^e arrdt

12^e PRÈS BOIS

Rég. stand. habitation s/2 rénové, 120 m², cuisine, s.v. + 3 pièces, 2 bains, box, 2 650 000 F. Samedi 11-17 h
Rue des Minimes n° 14.

16^e arrdt

MARCHE DES NOTAIRES

90, AV. HENRI-MARTIN
Fagade pierre de taille 7 pos. 204 m² env. 2-3 + 3 pces en étage, garage sous sol 800 000 F. Samedi 11-17 h
M^{me} J.-L. REGNIER
(1) 42-50-51-27.

92

Hauts-de-Seine

NEUILLY STUDIO EXCEP.

sur jardin privé.
Prix 1 150 000 F.
R.N.C. 45-72-50-20.

94

Val-de-Marne

ST MANDÉ 200

Imm. stand 1980 liv. + 3 ch. + 3 b. s/v. bois, box 3 800 000 F. 43-44-45-47.

CHARENTON ECOLES PR. M^{me}

Après 10 ans, 3 ch., s.v., w.c., hall, rech. empl. de PNE-PNE. Tél. 42-40-98-52 (rép.1)

bureaux

Locations

VOTRE SEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Consultation de sociétés et tous services 43-55-17-50.

OPERA

Bureaux prestige équipés, salle de réunion, domiciliation, téléphone, télécopie.

Tél. (1) 42-40-01-60.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles. Bureaux. Constitution de sociétés. Télés. Télécopie. Secrétaire. ACCESS. 40-28-15-12.

immobilier information

ENTREPRISES

HOMMES D'AFFAIRES vos déplacements à Paris

HALL STUDIOS

réf. pl. cent. RER, parkings, offre locat. et accord. + serv. CHANGE, COURRIER, MINTEL FAX

Comm. à la carte

42-21-06-17.

Permis de construire

et direction de travaux par architecte DPLG pour vos appartements, pavillons, boutiques, bureaux.

47-33-63-12.

L'AGENDA

Antiquités

POUR DÉCORATION

ACHETE A VOTRE PRIX

MEUBLES-OBJETS ART

EMPIRE

43-87-92-80

62, bd Malesherbes, 8^e

Palais national

Tout déplacement gratuit

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

ASSOCIATIONS

Appel

Grande Maison

Bois de Boulogne

après 10 ans, 3 ch., s.v., w.c., hall, rech. empl. de PNE-PNE. Tél. 42-40-98-52 (rép.1)

43-87-92-80

62, bd Malesherbes, 8^e

Palais national

Tout déplacement gratuit

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

de 5 à 7 C.V.

Manifestation

ARVEL VACANCES

Assemblée générale samedi 4 mars 14 h 30.

Salle de conférences.

Palais du Travail

Ouvrez aux adhérents individuels et collectifs

Pour recevoir le programme des :

scènes AFV.

54, rue Paul-Vaillant

93100 Villeurbanne

Stages

ANIMATION ET CREATIVITE

DANS LA ASSOCIATIVE

Economie

Deux études sur la situation et les perspectives de l'économie

• INSEE : la France en position de faiblesse pour l'Europe de 1993

Dans une Europe déjà elle-même « sur la défensive », la France dispose d'une industrie « fragile ». Un document de l'INSEE, intitulé *Horizon 1993 : la France dans la perspective du grand marché européen*, publié le vendredi 3 mars, vient tirer la sonnette d'alarme (1). On a beau se réjouir du redressement des marges des entreprises et de l'annonce répétée de profits mirobolants, cela ne suffit pas, comme le prouve le creusement du déficit commercial industriel. Face au Japon, aux pays du Sud-Est asiatique, à des Etats-Unis revigorés et même face à nos partenaires de la CEE, la France perd de considérables parts du marché mondial.

La raison est qu'elle ne dispose d'aucun avantage, ni de prix (salaires bas ou franc faible), comme l'Allemagne, ni d'avantages hors-prix (bonne structure industrielle), comme le Japon ou l'Allemagne fédérale. En outre, premier handicap, les entreprises françaises ayant en moyenne commencé leur restructuration en 1985, plus tardivement que leurs concurrents, elles souffrent d'un endettement supérieur.

Le document de l'INSEE commence par reprendre l'essentiel des travaux récents du CEPPII (2) sur les échanges commerciaux mondiaux depuis vingt ans (*Le Monde*

daté 18-19 février), qui mettent en lumière de vastes modifications. Le Japon domine désormais les filières de l'électronique, de l'automobile et de la construction mécanique. Les filières textile, sidérurgie, bois-papier sont attaquées par les pays du Sud-Est asiatique, et il reste à l'Europe deux bastions : la mécanique et la chimie, où l'Allemagne fédérale règne.

Dans ce contexte difficile, la position de la France est mauvaise. « Ses exportations restent orientées vers les mêmes partenaires que dans les années 70, tandis que les produits vendus coïncident mal avec la demande internationale en pleine mutation », écrit l'INSEE, qui poursuit : « La France ne réussit pas à percer sur des zones dynamiques (Etats-Unis, Asie). Elle perd des parts de marché à l'intérieur de la CEE et sur des secteurs porteurs (automobile, informatique) ».

L'exact inverse du Japon, la France s'est spécialisée schématiquement dans la vente de produits agro-alimentaires en Afrique, alors qu'il faut désormais vendre de l'électronique dans la zone Pacifique. Le regain de croissance de l'Europe depuis deux ans vient apporter des opportunités aux exportateurs français. S'il se confirme, sa spécialisation géographique serait alors meilleure, puisque le pays serait placé devant une plus forte demande.

fine, en distinguant une spécialisation sur des « créneaux porteurs » et une autre sur « des pôles ».

Le premier choix (fait par l'Italie avec le vin, le bois, les chaussures, etc.) assure une position sinon monopolistique sur certains produits, du moins une nette supériorité qui met à l'abri des variations des taux de change. Le deuxième choix (fait par la RFA avec la mécanique et la chimie) permet de tenir une large gamme de produits d'une même branche, afin de rentabiliser les coûts d'innovation et de maîtriser totalement son avenir.

Or la France, comme d'ailleurs la Grande-Bretagne, n'a ni créneau ni pôle. Elle ne peut ni esquiver, à l'italienne, les chocs des variations monétaires sur ses créneaux, ni faire la loi à l'Allemagne sur ses pôles. La France, qui fabrique de tout un peu, subit. En Europe tout particulièrement, où la RFA « laisse le champ libre à l'Italie sur ses créneaux (...) mais pèse de tout son poids sur le Royaume-Uni et la Suède ».

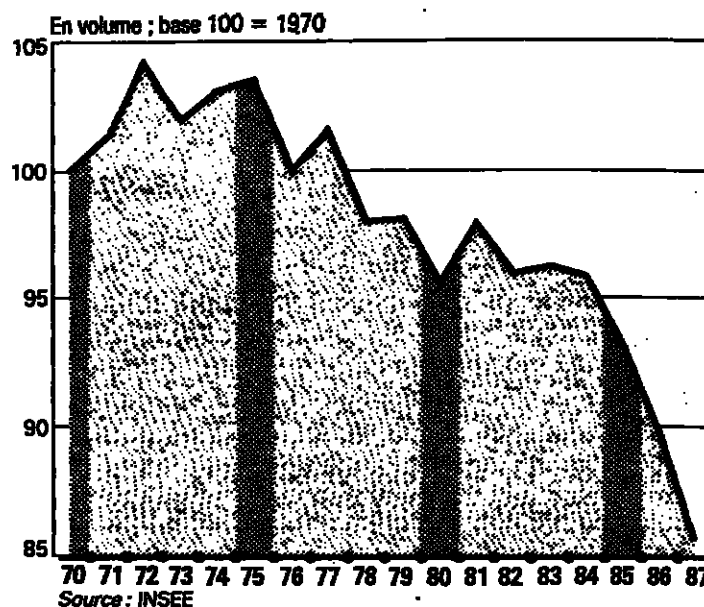
L'INSEE termine en s'arrêtant sur l'étude des entreprises. L'uniformisation en cours en Europe des conditions générales de production (coûts de main-d'œuvre, fiscalité...) fait disparaître les avantages comparatifs des différents pays et fait donc dépendre les échanges des qualités des seules firmes. Or l'INSEE a calculé que leur taille est meilleure — c'est-à-dire qu'elle correspond à un optimum de productivité — en RFA et en Grande-Bretagne qu'en France dans beaucoup de secteurs (agro-alimentaire, chimie, fonderie, mécanique, constructions mécaniques, papier-carton). La France n'est la mieux placée que dans l'industrie du caoutchouc et dans celle des matières plastiques.

ERIC LE BOUCHER.

(1) *Economie et Statistique*, n° 217-218, janvier-février 1989, INSEE.

(2) *Commerce international : la fin des avantages acquis*, Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) ; Gérard Lafay et Colette Herzog, Editions Economica.

LA CHUTE DES PARTS DE MARCHÉ À L'EXPORTATION DE LA FRANCE



Les parts de marché à l'exportation (produits manufacturés) sont mesurées par le rapport entre le volume d'exportation et la demande mondiale adressée à la France. La demande mondiale est la somme des importations des clients de la France pondérées par la part de chacun dans les exportations de la France.

Les chefs d'entreprise prévoient une modération de la hausse des prix

L'enquête réalisée par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise, au mois de février, révèle qu'au cours des trois derniers mois, la production a augmenté à un rythme plus rapide qu'au cours des trois mois précédents. Cette affirmation concerne toutes les branches de l'industrie, à l'exception de celle des biens d'équipement professionnels, dans laquelle la croissance de la production a faibli et les carnets de commandes globaux et étrangers ne connaissent plus d'amélioration depuis quelque temps.

Dans l'ensemble de l'industrie, sauf dans la branche des biens à la consommation, les stocks sont jugés inférieurs à leur niveau normal. L'enquête de l'INSEE conclut : « Au cours des prochains mois et malgré la bonne orientation des perspectives générales, les industriels ont des perspectives d'activité moins favorables. Les hausses de prix devraient être plus modérées. »

Deux handicaps

Toutefois, il resterait, même en cas, deux autres handicaps très sérieux. D'abord, selon l'INSEE, une dégradation de la compétitivité-prix depuis 1985. Si, au regard de nos partenaires européens, les prix des produits français ont évolué dans la moyenne, grâce aux dévaluations, en revanche, la chute du dollar, depuis 1985, les a beaucoup renchérissés vis-à-vis des produits des concurrents de la zone dollar. Autrement dit, nos prix sont bons par rapport aux Allemands, ils deviennent élevés face aux Américains.

Le second handicap est encore plus grave. C'est la baisse de la « compétitivité hors-prix » des produits français. En clair, la France fabrique trop de biens dont la demande mondiale baisse et pas assez de ceux dont la demande croît. Cette mauvaise spécialisation « sectorielle » est désormais bien connue. Mais l'INSEE en fait une analyse

OCDE : sur la bonne voie, mais...

« L'économie française est engagée, depuis 1983, dans une stratégie d'ajustement cohérente (...) et, depuis 1987, des résultats très substantiels ont été obtenus », écrit l'OCDE dans le rapport annuel qu'elle consacre à la France.

Effort de maîtrise des finances publiques, relative stabilité du taux de change du franc, modération des salaires, assainissement financier des entreprises, rajeunissement de l'appareil productif : l'OCDE n'en finit pas de détailler la longue liste des actions positives qu'ont menées avec constance les différents gouvernements depuis six ans, n'oubliant pas que l'année exceptionnelle qu'a été finalement 1988. Une année qui a bien arrangé les choses.

Partie sur d'aussi bonnes bases, l'économie française « devrait continuer à enregistrer, au cours des deux années à venir, de nouveaux progrès sur la voie d'un redressement durable ». L'OCDE estime en effet que la croissance en France devrait rester soutenue : + 3 % cette année et encore + 2,5 % en 1990 (1). Soutenue et équilibrée parce que tirée par l'investissement et l'exportation, dans un contexte de poursuite de la désinflation, « la hausse des prix oscillerait désormais autour de niveaux très bas ». A

l'heure où résonnent, ici et là, des sinistres prévisions portant sur une reprise de l'inflation dans le monde, la tranquille certitude des experts du château de la Muette est réconfortante.

Un redressement inachevé

Une condition tout de même : la modération des salaires, dont la croissance doit rester dans les limites de la productivité. L'OCDE, qui estime ce point « essentiel », ne précise pas si la croissance des salaires réels doit être inférieure aux gains de productivité, comme cela a été le cas en France pendant des années, ou si les uns et les autres peuvent désormais croître de conserve. Un peu plus de clarté aurait été intéressante car il y a sur ce point, on le sait, une hésitation manifeste de la part des pouvoirs publics : trancher ? faut-il oui ou non continuer à favoriser un partage de la valeur ajoutée des entreprises, de plus en plus bénéfique au profit, et cela au détriment des salariés ?

Beaucoup commencent à douter, estimant que les entreprises ont maintenant suffisamment redressé la barre. Mais l'OCDE ne semble pas tout à fait de cet avis, qualifiant

d'« inachevé » le redressement de la situation financière des firmes. Ce que craignent les économistes de l'OCDE, c'est manifestement un dérapage salarial. « Des risques existent dans ce domaine », écrivent-ils. La situation actuelle est « moins propice à l'acceptation de nouvelles concessions » des salariés du secteur productif tandis que, dans le secteur public, les revendications « témoignent de la difficulté de mettre en place une politique différenciée d'évolution des rémunérations ». Il importe donc que l'évolution des salaires dans la fonction publique ne mette pas en péril « la stratégie globale d'assainissement », ajoute l'OCDE, qui ne craint pas d'insister sur « la responsabilité » qui retombe aux pouvoirs publics mais aussi aux partenaires sociaux.

Au chapitre des mises en garde, l'OCDE invoque évidemment les déboires de la France avec son commerce extérieur de produits industriels, dont le solde, positif il y a encore quelques années, s'est brusquement dégradé au point de devenir largement déficitaire. Ce qui est étrange, c'est l'affirmation selon laquelle l'amélioration de la compétitivité-prix des produits français et le renforcement de l'offre auraient permis « de réduire les

pertes de parts de marché au cours de 1987 » et, pour la première fois depuis 1983, « de réaliser de légers gains en 1988 ».

S'il est vrai que jamais la France n'avait autant exporté chaque mois à l'étranger, la demande mondiale étant très forte depuis deux ans, il n'est pas certain du tout que nos concurrents n'aient pas, en moyenne, fait encore mieux que nous. De tels calculs sont très difficiles et sans cesse révisés. Mais ils sont tout à fait essentiels car de la réponse qu'ils apporteront dépendra en grande partie la qualité du jugement qu'on pourra porter sur les années à venir : pessimiste ou optimiste.

Or il semble bien que, contrairement à ce qu'écrit l'OCDE, les dernières analyses faites en France par les économistes montrent que nos appareils industriels ont perdu beaucoup de parts de marché en 1987 et qu'ils n'en ont pas regagné en 1988. Hélas !

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Le ministre de l'économie et des finances, M. Bérégovoy a officiellement révisé les perspectives de croissance pour 1989, les portant à 3 % (contre 2,6 % précédemment).

SOCIAL

Conflit chez Ruffa

Violents incidents à Caen

CAEN
de notre correspondante

Un fonctionnaire de police et un cadre de l'entreprise de bâtiment et de travaux publics Ruffa à Caen (trois cent cinquante salariés) ont été grièvement blessés, jeudi 2 mars, lors d'incidents entre les forces de l'ordre et des grévistes (nos dernières éditions du 3 mars).

Quarante-quatre ouvriers de l'usine de préfabrication de cette filiale du groupe Fougerolles ont en effet cessé le travail depuis le 14 novembre (*Le Monde* du 9 février).

Soutenus par la CGT et la CFDT, ils revendiquent notamment un troisième mois, un relèvement des salaires, la réintégration de cinq ouvriers licenciés et une amélioration des conditions de travail. Après l'échec des négociations avec la direction, il a été décidé, le 16 janvier, au cours d'un comité d'entreprise extraordinaire, d'arrêter l'exploitation de l'usine de préfabrication et de passer à un licenciement collectif du personnel pour motif économique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS LUCHAIRE SA COMMUNIQUE

Luchaire, filiale du groupe Epéard-Bertrand Faure, a cédé la majorité du capital de sa filiale Siliat — fabricant des amortisseurs Allinquant — au groupe allemand Fichtel und Sachs, l'un des principaux producteurs mondiaux d'amortisseurs. Ce dernier apportera à Siliat un appui financier et technique qui devrait lui permettre d'accéder à la dimension européenne.

Par ailleurs, un accord de distribution a été signé entre Siliat et Eli-Distribution pour que cette filiale de Luchaire poursuive son activité de distribution d'amortisseurs de rechange sous la marque Allinquant.

Le 28 février, après une rencontre à Paris au ministère du travail, les salariés de l'atelier de préfabrication ont reçu cependant leur lettre de licenciement. Le conflit, qui s'était jusqu'à présent déroulé dans un climat relativement serein, a dégénéré en affrontements violents jeudi matin. Les quatre policiers affectés à la surveillance du siège de l'entreprise, avenue Henry-Chéron, ont été, selon les termes du directeur départemental des polices urbaines, « sauvagement agressés ».

Les syndicats, qui invoquent le refus de négocier de la direction, parlent, quant à eux, d'« éléments incontrôlés » dont certains ne sont pas même des grévistes de chez Ruffa. Une délégation CGT et CFDT a été reçue par M. Joël Thoraval, préfet de région. Un médiateur a été désigné en la personne de M. Dominique Bonne, conseiller à la cour d'appel de Caen, à qui il appartient de proposer une solution à un conflit qui est l'un des plus durs qu'ait connus l'entreprise normande.

PASCALE MONNIER.

● Journée d'action de la CFDT le 7 mars à EDF. — La fédération du gaz-électricité CFDT a appelé, le 2 mars, à une journée d'action pour l'emploi le 7 mars, avec deux manifestations nationales et des arrêts de travail au plan local. La CFDT a déjà appelé à une grève de quatre heures le même jour pour les mêmes motifs, la commission supérieure nationale du personnel devant se réunir également le 7 mars. Cette commission doit débattre d'une réduction des flux de recrutement des écoles de métiers aussi bien que de la promotion ouvrière et de la promotion sociale», précise la CFDT. Selon le syndicat, les directions « prévoient aussi une dégradation des niveaux d'embauche et de classement des jeunes techniciens en les recrutant en excédent ».

Deux nouvelles mesures

- Aide à la première embauche
- Contrat de retour à l'emploi

Coup sur coup, deux des mesures contenues dans le plan gouvernemental pour l'emploi du 15 septembre viennent d'être officiellement lancées. Le 27 février, M. François Doublin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, a annoncé la campagne sur l'embauche du premier salarié.

Le 1^{er} mars, le *Journal officiel* a publié les décrets d'application de la nouvelle formule des « contrats de retour à l'emploi » (CRE).

Les mesures en faveur de l'embauche d'un premier salarié s'appliquent rétroactivement depuis le 15 octobre 1988, et seront maintenues à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 1989. Elles consistent, pour l'essentiel, en une exonération des charges sociales patronales pendant deux ans lors d'une embauche avec un contrat à durée indéterminée, à temps plein ou partiel. S'adressant aux entreprises individuelles qui n'ont actuellement aucun salarié, elles devraient permettre aux artisans et commerçants concernés de franchir un « seuil psychologique » et faciliteront leur premier recrutement.

Au total, on compte 500 000 entreprises sans salarié en France, et, sur la foi des indications fournies par M. Jean Paquet, président de l'Assemblée permanente des chambres de métier (APCM), M. François Doublin a estimé à « environ 100 000 », le nombre des « emplois qui pourraient être créés rapidement ».

Le contrat de retour à l'emploi, en partie inventé pour limiter l'aug-

mentation du chômage qui pourrait être provoquée par la montée en puissance du revenu minimum d'insertion (RMI), est conçu pour favoriser l'embauche temporaire de chômeurs de longue durée par les entreprises. Le ministère du travail espère 100 000 recrutements quand la mesure sera parvenue à son plein régime.

Le public visé est celui des bénéficiaires du RMI ou leurs conjoints, et des chômeurs indemnisés au titre de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), financée par l'Etat et versée après l'allocation de fin de droits. L'entreprise pourra recruter l'une de ces personnes soit pour un contrat à durée indéterminée, soit pour un contrat à durée déterminée qui ne pourra être inférieur à six mois, y compris pour un travail à temps partiel (vingt-deux heures par semaine au minimum). Dans ce cas, et pour cet emploi, elle sera exonérée des charges patronales de sécurité sociale pendant six mois. Elle percevra également une aide forfaitaire de 9 000 francs pour un contrat à temps plein, ou proportionnelle à cette somme en fonction du temps de travail. Cette aide lui sera versée pour moitié au moment de l'embauche et, pour le solde, à l'issue du sixième mois.

Si une rupture du contrat de travail devait intervenir avant le terme du CRE, sauf pour faute grave ou force majeure, l'employeur sera tenu de reverser l'intégralité des sommes forfaitaires perçues et de régulariser sa situation à l'égard de la Sécurité sociale.

Le pouvoir d'achat moyen des salariés a augmenté de 4,3 % entre 1982 et 1987

Le pouvoir d'achat moyen d'un salarié a crû de 4,3 % entre 1982 et 1987, selon une enquête de l'institut Adia auprès d'un échantillon constant de 352 entreprises regroupant environ 40 % des effectifs concernés par l'obligation annuelle d'élaborer un bilan social (1 861 197 salariés en 1987) et publiée le vendredi 3 mars par *Gestion sociale*. Sur la période 1979-1987, la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée a atteint son niveau le plus élevé en 1982 (63,79 %), puis a décliné jusqu'à 57,56 % en 1987.

Ainsi, l'enquête fait bien ressortir que « le partage de la valeur ajoutée s'est effectué de plus en plus au bénéfice principal des entreprises, favorisant dans un premier temps le désendettement », et depuis 1987 l'investissement. « Sur la période 1979-1987, le pouvoir d'achat moyen s'est accru malgré un léger ralentissement : le gain annuel moyen de pouvoir d'achat a été de 1,23 % entre 1979 et 1982 et de 0,87 % entre 1982 et 1987. Les évolutions sont variables suivant les catégories sociales entre 1982 et 1987 : + 3,60 % pour les ouvriers, + 1,66 % pour les employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM) et - 1,24 % pour les cadres.

La légère érosion du pouvoir d'achat des cadres est interprétée avec prudence par les auteurs de l'enquête, qui indiquent que « tout au long des dix années couvertes par les bilans sociaux d'entreprise, la population cadre est la seule à avoir notablement progressé, à partir d'un double mouvement de sortie de cadres anciens, à salaires relatifs élevés, et d'entrée de jeunes cadres à salaires relatifs moins élevés ». Les

cadres dirigeants ont retrouvé en 1987 leur pouvoir d'achat de 1979, avec deux périodes différentes : - 0,79 % annuellement jusqu'en 1984, et + 1,34 % annuellement depuis 1984.

Fermeture de l'éventail

L'enquête confirme également que la recomposition socioprofessionnelle de la population salariée (hausse de la part des cadres dans les effectifs, stabilisation des ETAM et baisse des ouvriers) s'est effectuée « au bénéfice des populations à salaire moyen élevé ». 6,11 % des entreprises distribuent un salaire moyen supérieur à 18 000 F en 1987, contre 3,91 % en 1982 ; 15,41 % distribuent un salaire moyen inférieur à 8 000 F en 1987, contre 20,50 % en 1982.

Globalement, cependant, la distribution des salaires moyens entre 1982 et 1987 révèle une stabilité relative. En 1987, 0,29 % des entreprises distribuaient un salaire mensuel moyen de moins de 6 000 F ; 15,12 % entre 6 000 et 8 000 F ; 26,16 % entre 8 000 et 10 000 F ; 25,58 % entre 10 000 et 12 000 F ; 18,31 % entre 12 000 et 14 000 F ; 8,43 % entre 14 000 et 16 000 F ; 4,07 % entre 16 000 et 18 000 F ; enfin, 2,04 % plus de 18 000 F. Enfin, le mouvement de fermeture de l'éventail des salaires s'est poursuivi « avec régularité » depuis le début de la décennie : le rapport salaire moyen cadre/salaire moyen ouvrier est passé de 3,09 en 1979 à 2,96 en 1982 et à 2,82 en 1987.

هكذا من الأصل

Le Crédit Lyonnais Lauréat du Prix de l'Innovation Financière 1989*

La Direction des Marchés de Capitaux du Crédit Lyonnais vient d'être distinguée par un jury prestigieux qui rassemblait, sous la présidence de Monsieur Georges Plescoff, des personnalités industrielles, financières et universitaires de renom.

Ce jury a ainsi récompensé la capacité d'innovation montrée par les équipes financières du Crédit Lyonnais pour la promotion des Bons du Trésor de l'État Français aux États-Unis.

Cette capacité d'innovation, le Crédit Lyonnais la met quotidiennement au service des entreprises et des investisseurs, sur les principaux marchés du monde.

 **CREDIT LYONNAIS**
LE POUVOIR DE DIRE OUI

*Les initiateurs de ce Prix sont : le Crédit National, le Centre National des Professions Financières, la Tribune de l'Expansion.
Le jury était composé de Messieurs Christian de Boissieu, Jean Boissonnat, Dominique Chatillon, Pierre Conso, Michel Crouhy, Jean Dromer, Peter Kahn, Jean-Luc Lagardère, Philippe Lagayette, Georges Py, Régis Rousselle.

Économie

La restructuration du textile français pourrait être achevée en 1991

A l'occasion de la réunion des préfets au ministère de l'Industrie le vendredi 3 mars, le gouvernement devait présenter quatre des huit décrets relatifs aux mesures annoncées le 14 décembre (le Monde du 15 décembre 1988). Parmi les professionnels que fonctionnaires, ces décrets seront

notamment chargés de distribuer les 500 millions de francs débloqués en 1989 pour aider à redynamiser les entreprises de ce secteur. Huit régions sont principalement concernées : Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Champagne-Ardenne, Picardie, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Alsace.

A peine ces premières mesures mises en place, les industriels du textile peaufinent déjà leurs revendications pour le second volet promis par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Sur fond de licenciements et de restructurations inachevées.

En 1988, les 2.400 entreprises textiles, qui emploient 207.000 salariés, ont réalisé 112 milliards de francs de chiffre d'affaires. Les exportations ont augmenté de 5 % en volume (11 % en valeur) et le taux de couverture de la balance commerciale est passé de 66 % à 70 % entre 1987 et 1988.

Avec 4,8 milliards de francs, les investissements sont restés relativement importants. Ils ont notamment permis de dégager de nouvelles réserves de productivité dont les conséquences sur l'emploi sont plutôt négatives (7,6 % de baisse des effectifs). Ils ont aussi été consacrés à la croissance externe.

Face à cette évolution de leur profession et aux enjeux de 1993, les responsables de l'UIT (Union des industries textiles) demandent à être soutenus dans trois domaines : la recherche technologique par un crédit d'impôt recherche, un aménagement du chômage partiel qui permettrait de pallier les à-coups de production en évitant les licenciements, et face à la concurrence internationale, ils réaffirment leur attachement à l'accord multifibres. « En ce qui concerne le marché unique de 1993, il faut que le gouvernement français reconnaisse le principe de l'harmonisation des prélèvements obligatoires à la charge des entreprises », a insisté M. Louis-Charles Bary, président de l'UIT.

M. Bary a, par ailleurs, annoncé la mise au point d'une stratégie commune entre les professionnels du textile et ceux de l'habillement. Une première qui se concrétisera à l'occasion du tour de France qui devrait débuter après les élections municipales.

« Il ne peut pas y avoir de textile fort sans, en aval, une industrie de la confection et de la bonneterie suffisamment dynamique pour le tirer », confirme M. Christian Dervoy, PDG du groupe Proust. Certains industriels estiment que deux ou trois ans seront encore nécessaires pour que le textile français achève sa restructuration.

F.Ch.

Sony sur les rangs pour la télévision haute définition américaine

L'appel d'offres lancé par la Defense Advanced Research Project Agency (DARPA), un organisme du Pentagone américain, pour la mise au point d'un système de télévision à haute définition (TVHD) propre aux Etats-Unis, suscite un très vif intérêt. Après la soumission faite par Zenith (le Monde du 3 mars), le dernier fabricant de postes de télévision outre-Atlantique, en association avec ATT, Sony et America Inc., filiale du groupe japonais, à son tour a posé sa candidature.

L'appel de la DARPA s'adresse, en effet, aussi bien aux entreprises américaines qu'étrangères. Et si l'initiateur de cette opération vise en premier lieu des applications militaires de la TVHD, en particulier des simulateurs pour l'entraînement, il entend fournir aussi l'occasion à l'industrie électronique américaine de rattraper son retard dans le développement de la télévision de l'an 2000.

Après avoir indiqué qu'un budget de 30 millions de dollars (189 millions de francs) était attaché à l'offre présentée, le porte-parole de Sony a estimé que la participation de la filiale américaine d'un groupe japonais à un programme alimenté par des fonds publics ne devrait pas soulever d'objections politiques aux Etats-Unis. « Sony of America est une entreprise américaine qui se met en position de contribuer à la revitalisation de l'industrie électronique américaine dans son ensemble », a-t-il affirmé.

Il a ajouté que des discussions étaient en cours avec le Pentagone sur la propriété et l'usage commercial futur des technologies qui seraient mises au point grâce à ce programme. La TVHD est à l'image ce que le laser est au son. Son lancement est prévu vers 1995. Elle permettra aux usagers de recevoir des images d'une très grande qualité (doublement de la définition) sur un écran large, type cinéma, d'un rapport 16/9 (4/3 actuellement). Le renouvellement du parc des téléviseurs entre 1995 et 2005 est au bas mot évalué à 300 milliards de dollars (1.890 milliards de francs), ce qui explique l'intérêt des fabricants pour ce marché.

Avec un bénéfice en hausse de 35 %

Succès européen pour Bull en 1988

Vive l'Europe ! Ainsi pourraient être résumées les performances du groupe informatique Bull en 1988, qui intègre pour la première fois la filiale américaine rachetée à Honeywell il y a deux ans et rebaptisée récemment Bull HN (le Monde du 3 février).

Le groupe, dans son ensemble, affiche un bénéfice net consolidé de 303 millions de francs, en hausse de près de 35 %, qu'il tire exclusivement de sa filiale Bull SA, son unique composante jusqu'à l'arrivée de la société américaine. Celle-ci, détenue pour 65 % par le groupe français depuis la fin de l'année dernière, ne réalise qu'un bénéfice minime (0,5 million de dollars, soit 3,2 millions de francs) pour un chiffre d'affaires en hausse modeste (7 % à 2.204 millions de dollars, soit 14 milliards de francs).

Pour sa première prestation, Bull HN a donc un peu déçu. Ce n'est guère étonnant, compte tenu des problèmes d'intégration traditionnellement posés par une prise de contrôle. Le désappointement le plus grand vient, sans doute, de la chute des ventes de Bull HN aux Etats-Unis : elles sont tombées de 982 millions de dollars en 1987 à 916 millions de dollars l'an passé.

En revanche, Bull HN a réussi hors des Etats-Unis : son chiffre d'affaires est monté de 20 % à 1,29 milliard de dollars (8,25 milliards de francs). Et, ce n'est pas là le moindre paradoxe de Bull : le rachat d'une société américaine lui a permis de se consolider... en Europe ! Bull HN, qui réalise 31 % de son chiffre d'affaires en Italie et 17 % en Grande-Bretagne, a en effet permis au constructeur de se renforcer sur ces deux marchés. Désormais, le groupe Bull dans sa totalité réalise les trois quarts de ses ventes sur le Vieux Continent (y compris l'Hexagone pour 39 %), contre 18 % en Amérique du Nord.

Bull SA, la composante traditionnelle du groupe, poursuit en revanche son petit bonhomme de chemin. Frappée l'an passé par un tassement

de ses ventes, elle a renoué en 1988 avec la croissance, affichant une hausse de 8 % de son chiffre d'affaires. Là aussi, les performances sur la terre natale sont moins bonnes qu'à l'étranger : progression de 15 % du chiffre d'affaires en Suisse et de 20 % en Espagne.

Les réductions d'effectifs (- 700 personnes) se sont poursuivies à peu près au même rythme que l'an passé dans l'Hexagone. En outre, le rythme des investissements s'est ralenti, dans l'attente de l'harmonisation des politiques avec la filiale américaine.

Bull a donc encore des défis à relever. M. Jacques Stern, qui doit quitter ses fonctions en juillet, ne l'a pas caché : « Bull était en 1982 au fond d'une vallée, protégé des vents par les grands arbres de l'administration française. Nous sommes à un col. Le chemin qui reste à faire est encore difficile. Il y a encore des ruisseaux », a-t-il expliqué devant son dauphin, M. Francis Lorenz, avec cette chaleur qui lui est toute personnelle.

F.V.

Une année 1988 décevante pour Shell

Le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch-Shell a annoncé, jeudi 2 mars, une hausse très modérée de son bénéfice net pour 1988 (+ 3,9 %) à 2,9 milliards de livres sterling (30,7 milliards de francs) et une baisse de son résultat d'exploitation de 2,9 %. Les ventes nettes ont également chuté de 7,9 % à 44 milliards de livres (466,4 milliards de francs) contre 47,8 milliards de livres en 1987.

Ces mauvais résultats sont dus, selon le groupe, à la baisse des bénéfices réalisés dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz. La société a souffert de la diminution des cours du brut. Quant au gaz, c'est la douceur de l'hiver européen qui a causé la baisse des volumes livrés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

la seigneurie

Membre du Groupe ELF AQUITAINE

vient d'acquérir
via sa filiale anglaise LS UK PLC

JOHNSTONE'S PAINTS PLC

à l'issue d'une Offre Publique d'Achat

**CL Alexanders Laing & Cruickshank
et le Crédit Lyonnais**

ont initié cette opération

et ont agi comme conseil financier de LA SEIGNEURIE

CL-ALEXANDERS LAING
& CRUICKSHANK
Mergers & Acquisitions
Piercy House
7, Copthall Avenue
London EC2R 7BE

CREDIT LYONNAIS
Direction Centrale
des Marchés de Capitaux
Affaires Industrielles
20 bis, rue Lafayette
75009 PARIS



GROUPE CREDIT LYONNAIS

(Publicité)

FORUM DES NOUVELLES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT EN ALGERIE

PROGRAMME GENERAL

ESPACE D'ECHANGES ET DE COMMUNICATION

6-8 AVRIL 1989

Palais des congrès, niveau IV, sur une surface de 3.000 m², s'étendront un carrefour d'information et de mise en relation d'affaires entre chefs d'entreprises algériennes et étrangères (CPA, HDL, ERA, SONELGAZ, ENERS, CHAN, ALB-ALGERIE, SNVI, ENCC, TCA, SONATRE, ENERPT, ENICAR, ENTC, SITEL, NATAL, ONAFEX, SONATRACH, SIDER, ENIE, ONAT, ONAR, ONAPRA, OFFICE AVICOLE, IRACIMA, SOLEL, AVIS, PEUGEOT, RENAULT, TELIC-ALCATEL, MATRA COMMUNICATION, ALSTHOM, TOTAL, KOTRA-HYUNDAI, LUCKY GOLDSTAR, KOREA HEAVY INDUSTRIES, SONG YONG, MIHANG, SANG YANG, PAMEC-WESTINGHOUSE, POSTER WHEELER, HONNEY WELL, LOWERT-ALGERIAN INVESTMENT COMPANY...). Les participants actifs des ministères algériens de l'Information, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Industrie, de l'Energie, du Travail, de l'Habitat... et la participation d'organismes nationaux et internationaux (Chambre Nationale du Commerce, Association Algérienne pour la Création d'Entreprise, CNRC, FAS, PRUD, HIT, BANQUE MONDIALE...).

ATELIERS TECHNIQUES

L'ensemble des stands du Forum sera organisé autour d'ateliers spécialisés qui fonctionneront tous les jours du 6 au 8 avril selon les tranches horaires suivantes, avec inscription à l'accueil :

MATIN : 10 h 30 - 12 h 30 **APRES-MIDI : 15 h - 17 h**

● 1 - La création d'entreprises en Algérie ● 2 - Bourse de partenariat ● 3 - Gestion hôtelière et management ● 4 - Technopoles et incubateurs.

COLLOQUES

SALLE BLEUE : 9 h 30 - 18 h 00

A/ INVESTISSEURS ALGERIENS

♦ JOURNEE DU 6 AVRIL 1989
THEME : Etapes économiques et juridiques de la création d'entreprise en Algérie.
ANIMATEURS : Ministère du Commerce, CNRC, CNC, ACPE.
THEME : Créneaux d'activité et sous-traitance.
ANIMATEURS : Ministères (Industrie, Tourisme, Agriculture, PTT), PRUD...

♦ JOURNEE DU 7 AVRIL 1989
THEME : Wilayas et régions en quête d'investisseurs.
ANIMATEURS : Ministère de l'Intérieur, Wallis.
THEME : Entreprise, financement bancaire et fiscalité.
ANIMATEURS : Ministère des Finances, Banques, Douanes.

B/ INVESTISSEURS ETRANGERS

♦ JOURNEE DU 8 AVRIL 1989
THEME : Climat d'investissements étrangers en Algérie.
ANIMATEURS : Ministères (Finances, Commerce...), Banque Mondiale, Fonds de participation...
THEME : Opportunités d'investissements en Algérie.
ANIMATEURS : Ministères (Industrie, Agriculture, PTT, Tourisme, Energie...).
THEME : Sociétés mixtes, aspects économiques et juridiques.
ANIMATEURS : Fonds de participation, ministères, organismes internationaux.

FORUM - ENERIM

FIGE DE PARTICIPATION

Aux journées d'études du Forum des nouvelles opportunités d'investissements en Algérie.

A : Les jeudi 6 et vendredi 7 avril 1989 : 5.000 FF

(Choisir l'option)

B : Le samedi 8 avril 1989 : 3.000 FF

Joindre un chèque bancaire ou postal à l'ordre de : CDS, Paris

Nom : Prénoms :
Fonction : Organisme :
Adresse : Téléphone :

A retourner à Correspondant FORUM-ENERIM (C.D.S.) 19, rue de Stèves, 75006 Paris - France

PALAIS DES CONGRES - PORTE MAILLOT - PARIS 5/8 AVRIL 1989

**Secrétariat Général
du Forum
Cabinet d'études IPC**
12, Rue Ali Boumendjel - Alger
Tél. : (02) 63.87.39 et 41

anep/alger

مكتبة من الأصل

Économie

TRANSPORTS

Boeing laisse aux compagnies le soin d'entretenir leurs vieux avions

Boeing, dont la réputation pèse de la succession de catastrophes aériennes dans lesquelles ses avions sont impliqués, réagit en tenant des réunions de presse dans le monde entier pour prouver qu'il n'est pas pour grand-chose dans ces accidents.

A Paris, c'est M. Dick Johnson, ingénieur responsable de la conception des structures des avions, qui a, le 2 mars, expliqué la politique de Boeing pour prévenir les conséquences du vieillissement. Il a rappelé que, depuis trois ans, l'ingénieur américain participe à un programme de surveillance des appareils qui volent au-delà de leur vie théorique, soit vingt ans, vingt mille vols soixante mille heures de vol. En coopération avec les compagnies, il surveille les effets de la corrosion et l'évolution des microfissures sous l'effet des fortes variations de température et de pression. Les marges de sécurité sont importantes, car Boeing a fatigué artificiellement des exemplaires de ses 756 et 766, pour voir comment vieillit un avion dont la durée d'exploitation est deux fois plus longue que prévu.

Selon M. Johnson, les appareils modernes vieillissent bien et peuvent indéfiniment être exploités à condition d'être bien entretenus. Il a cité 16 à 14 % le pourcentage des accidents imputables à des défauts de maintenance, et à 3 % celui des accidents provoqués par une défaillance de structure. A ce sujet, il a précisé que le 747 d'United Airlines, dont neuf passagers ont été projetés dans le vide, la semaine dernière, n'avait aucun problème de structure, mais que les recherches sur les causes de

l'accident se concentraient désormais sur le mécanisme de verrouillage de la porte de soute.

L'administration américaine de l'aviation civile (FAA) a reçu, le 28 février, un rapport recommandant de rendre obligatoires les réparations et les remplacements nécessaires au maintien de la sécurité sur les avions âgés. Mille trois cents Boeing seraient concernés et cette mise à jour coûterait, chaque année, de 1,5 à 2 millions de dollars par avion.

Pas question pour Boeing de supporter ces frais. « C'est aux compagnies de le faire », a déclaré M. Johnson, car elles les exploitent au-delà de leur vie théorique. D'ailleurs, aucune n'a dit qu'elle retirerait ces appareils du service parce que les réparations coûteraient trop cher. »

A. F.

● Un Français nommé PDG d'Air Afrique. — M. Yves Roland-Billecart, directeur général de la Caisse centrale de coopération économique française, a été nommé, le 2 mars, président-directeur général de la compagnie multinationale Air Afrique. M. Roland-Billecart, soixante-deux ans, qui est inspecteur des finances, est le premier PDG non africain de cette compagnie, créée en 1967, et qui appartient notamment aux Etats de Côte d'Ivoire, du Bénin, du Burkina-Faso, de la République centrafricaine, du Tchad, du Congo, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo. Il aura la tâche périlleuse de redresser un transporteur aérien au bord du dépôt de bilan et qu'aucune compagnie étrangère n'a voulu prendre en charge.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

n° 65 mars

La longue marche du budget de l'Etat
17 F

REPÈRES

Emprunt

L'URSS veut lever 100 millions de francs suisses

Une banque soviétique, la banque des relations économiques extérieures, a confié à Euroco Zurich AG, une institution financière basée en Suisse et fondée l'an dernier, la direction d'un emprunt syndiqué de 100 millions de francs suisses. La Vneshekonbank avait, pour la première fois depuis la Révolution de 1917, lancé un emprunt d'un même montant en janvier 1988, accueilli par les milieux financiers comme une importante confirmation de la volonté d'ouverture de l'équipe Gorbatchev. En juillet, la même banque avait lancé un emprunt sur le marché des euro-obligations de 500 millions de deutschemarks. Cette fois-ci, elle passe pour la première fois par Euroco, fondée en octobre 1988 par cette même Vneshekonbank et la Landesbank Rheinland-Pfalz, d'Allemagne fédérale.

Inflation

Accélération en Italie...

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,8 % en février en Italie et de 0,3 % par rapport à février 1988, indique l'Institut national des statistiques italien (ISTAT). En janvier, la progression était déjà de 0,5 % en glissement. Ces premières estimations de l'ISTAT préoccupent d'autant plus les dirigeants italiens qu'elles sont supérieures à un autre indicateur, propre à l'Italie, celui de la hausse des prix dans les principales villes du pays. Ce dernier avait déjà accusé un certain écart en février d'une hausse de 0,1 % en février.

... baisse de 0,2 % au Japon

L'indice des prix à la consommation a baissé, en janvier, de 0,1 % par rapport à décembre 1988. Sur janvier 1987, la hausse atteint toutefois 1,1 %, indique l'agence de gestion et de coordination. Cette agence gouvernementale précise que la progression de l'inflation, sur un an, est

essentiellement due à la flambée de 17 % des légumes et de 15,8 % des fruits frais.

Logement

Augmentation des mises en chantier

Le nombre des logements mis en chantier en 1988 aura atteint 327 100, en progression de 5,5 % sur 1987, où 310 100 logements avaient été commencés. Sur ce total on compte 5 200 « équivalents-logements », c'est-à-dire des foyers (pour jeunes, pour personnes âgées...), des résidences-touristes, etc. Sur les 321 900 logements proprement dits, on dénombre 182 900 maisons individuelles, contre 188 400 en 1987, soit une baisse de 2,9 %. A l'inverse, le nombre des logements en immeubles collectifs a progressé de 18,9 %, passant de 116 900 à 139 000.

La construction d'immeubles destinés à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, et aux bureaux, a progressé de 21,8 % en surface, la construction de mètres carrés de bureaux ayant augmenté de 13,2 %, moins vite que les locaux industriels (+ 30,1 %) ou les locaux commerciaux (+ 35 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

I.D.I.A.

Institut de développement des industries agricoles et alimentaires

Le Conseil d'administration réuni le 22 février 1989 a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui font apparaître un bénéfice net après impôt de 67,8 MF.

La croissance du résultat net (+ 16 MF, soit + 31 % par rapport à 1987) résulte de la bonne tenue des dernières années : 11,9 MF en 1984, 23,4 MF en 1985, 37,7 MF en 1986, 51,8 MF en 1987, 67,8 MF en 1988.

Depuis son introduction au second marché, en avril 1987, le bénéfice a connu une progression de 80 % environ et aura été presque multiplié par 6 en 5 ans.

A côté de cette progression d'ordre quantitatif, doivent être soulignées aussi d'autres aspects, d'une part sur le marché du capital, d'autre part sur le plan de la qualité des résultats.

En ce qui concerne le marché des fonds propres, malgré sa spécialisation dans le seul secteur agro-alimentaire, ou à cause de l'expérience qu'elle lui confère, I.D.I.A. a confirmé sa position centrale pour les apports de capitaux aux P.M.E. du secteur.

L'année 1988 établit un record avec 50 autorisations d'engagements (15 opérations nouvelles et 15 opérations à des affiliés) pour un montant global de 124,4 MF, contre 30 opérations pour 69,6 MF en 1987.

Malgré cette forte augmentation des engagements, une forte rotation du capital (27 cessions représentant 45 millions de francs de plus-values) a encore permis un taux d'autofinancement élevé : 81 % des nouveaux engagements sont financés par le résultat net courant et les cessions.

Au total, I.D.I.A. se trouve maintenant présent dans 170 entreprises agro-alimentaires.

En ce qui concerne la qualité des résultats, il convient de noter :

— la progression des revenus du portefeuille (19.492.000 francs de dividendes d'intérêts d'obligations convertibles au lieu de 17.253.000 francs en 1987) ;

— la croissance des honoraires de l'ingénierie financière (5.470.000 francs au lieu de 1.929.000 francs).

Les perspectives de l'exercice 1989 s'annoncent au moins aussi satisfaisantes que celles de l'exercice passé.

Il sera donc proposé à l'Assemblée générale la distribution d'un dividende représentant 5 francs par action, au lieu de 4 francs, soit une progression de 25 %.

Il est rappelé que ce dividende ne donne pas droit à un avoir fiscal, mais bénéficie d'une imposition forfaitaire à 15 % pour les personnes morales et à 16 % pour les personnes physiques, quel que soit le niveau de leur revenu (statut de capital risque).

C P R

COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE

59,61 rue La Fayette
75009 PARIS
Tél.: 40 23 24 25

COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE

RÉSULTATS 1988

La COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE a réalisé en 1988 un bénéfice net consolidé de 271 millions de francs, en hausse de 28 % par rapport à 1987.

Au cours de sa séance du 1^{er} mars 1989, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes et a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Mixte pour le 19 avril prochain.

Au cas probable où le quorum ne serait pas réuni, les actionnaires seraient à nouveau convoqués pour le 26 avril 1989. Le Conseil proposera à l'Assemblée la mise en distribution, pour une action portant pleine jouissance, d'un dividende net de 20,52F contre 18,30F l'année précédente.

La CPR sur Minitel 3617 CPRINFO

Nos innovations en classe affaires changent la vie des hommes d'affaires.

“ SAS continue à être le plus innovateur des transporteurs européens. ”

(EXECUTIVE TRAVEL, AVRIL 1988)

“ En Europe, pour les voyages d'affaires, SAS est la compagnie aérienne par excellence. ”

(BUSINESS TRAVELLER, MAI 1988)

Nous trouvons souvent ce genre de commentaires dans la presse professionnelle internationale. Nous ne les publions pas sans rougir, mais en même temps — pour quoi le nier — nous en ressentons une grande fierté. Mettez-vous à notre place...

SAS
EUROCLASS

Marchés financiers

La Banque mondiale suspend ses prêts à l'Argentine

La Banque mondiale a suspendu le versement de ses crédits à l'Argentine, estimant que ce pays n'a pas rempli les conditions imposées en matière de réforme commerciale et bancaire. A annoncé, jeudi 2 mars à Washington, l'organisation multilatérale. Cette suspension touche la deuxième tranche, pour 150 millions de dollars (900 millions de francs), d'un prêt

d'ajustement structurel destiné à l'amélioration de la politique commerciale argentine et le premier versement, pour un montant de 200 millions, d'un crédit du même type destiné au secteur bancaire. En octobre dernier, la Banque mondiale avait annoncé l'attribution de 1,25 milliard de dollars de crédits à Buenos Aires dont seuls 254 millions ont jusqu'à présent été versés.

Soulagement des marchés obligataires après le maintien des taux directeurs allemands

La décision des membres du conseil de la Bundesbank, réunis le 2 mars, de ne pas relever les taux directeurs de la RFA a soulagé les marchés obligataires, sur lesquels les taux se sont légèrement détendus.

Dans les jours précédant la réunion, la publication de mauvais indices des prix concernant la RFA et plusieurs de ses partenaires économiques avait fait redouter un relèvement des taux d'intérêt allemands. Cependant, le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, a affirmé que la hausse des prix ne devait pas être dramatisée et que, par ailleurs, la « fermeté accrue du mark sur les marchés des devises ne permettait pas une modification des taux directeurs ».

La décision de la Bundesbank a été accueillie avec soulagement par plusieurs pays qui auraient été obligés de suivre l'Institut allemand dans le relèvement des taux. C'est le cas, en particulier, de la Grande-Bretagne, où, pour parer à une chute du cours de la livre, la Banque d'Angleterre aurait dû augmenter une nouvelle fois son taux de base (actuellement, 13 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS SLIGOS

Le conseil d'administration de SLIGOS, réuni le 2 mars 1989, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 043,3 MF, soit une croissance de +46,2 % (dont +17,9 % à périmètre constant).

Le résultat consolidé, avant impôts et participation, a été de 188,5 MF (+43,2 %).

La marge nette de l'ensemble s'établit à 4,85 % du chiffre d'affaires contre 5,1 % en 1987.

Le résultat net consolidé, part du Groupe, ressort à 98,5 MF contre 76,3 MF en 1987.

Il en découle un bénéfice net par action de 46 F.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale le versement d'un dividende net de 9,00 F, correspondant à un dividende global de 13,50 F, après fiscalité de 5 %, appliqué à un chiffre d'affaires qui devrait être en progression d'environ 20 %, avant éventuelles opérations de croissance externe.

L'action de SLIGOS est cotée au Règlement Mémoriel de la Bourse de Paris.

Liquidation de la Banque de participations et de placements : indemnisation partielle des déposants

Après la décision de la commission bancaire de retirer son agrément à la Banque de participations et de placements (BPP), banque française contrôlée par le groupe financier libanais Ibra Investiment (le Monde du 2 mars), l'Association française de banques (AFB) a annoncé le 3 mars la mise en œuvre du mécanisme de solidarité. Celui-ci prévoit qu'en cas de faillite l'AFB fait appel à ses adhérents pour verser des sommes (calculées au prorata de leurs dépôts) qui permettent d'indemniser les déposants victimes de la faillite d'un établissement bancaire. En l'occurrence, l'AFB a annoncé que les déposants de la BPP pourront se faire rembourser partiellement, dans un plafond fixé à 400 000 francs par déposant, en se présentant au Crédit du Nord, avec une attestation des sommes remboursables délivrée par le liquidateur, M. Jean Durand, désigné par la commission bancaire.

Siparex élargit son actionnariat étranger

Siparex, société lyonnaise de capital-risque, a annoncé le 2 mars, à l'occasion d'une augmentation de capital (50 millions de francs portant le capital à 500 millions), l'arrivée de cinq nouveaux actionnaires étrangers : la Caisse de dépôt et de placement du Québec, principal investisseur canadien (pour 15 millions de francs) ; JAFCO, principale société de capital-risque japonaise et filiale du groupe Nomura (pour 10 millions de francs) ; enfin trois investisseurs britanniques, Gresham Trust de la compagnie d'assurances Eagle Star, Dillon Read International Asset Management et M. & G. Group, société indépendante cotée à Londres. Ces trois derniers viennent rejoindre quatre de leurs compatriotes déjà présents dans le tour de table de Siparex. Avec 8,78 % du capital, les britanniques sont désormais les principaux actionnaires étrangers (qui détiennent à eux tous 30 % du capital) de Siparex, devant les koweïtiens (7 %), et loin devant les canadiens (2,5 %) et les autres étrangers.

Le président de Siparex, M. Dominique Nouvellet, a par ailleurs annoncé les résultats de 1988. Le bénéfice « satisfaisant sans être excellent » est stable à 25 millions de francs. Siparex a pris seul ou en pool près de 200 millions de francs de participations nouvelles l'an dernier et dégagé pour 20 millions de plus-values à l'occasion de sept cessions.

C.B.



Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 9 février 1989 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988. Le revenu distribuable permet de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se sera réunie sur première convocation le 30 mars 1989, de fixer le dividende de l'exercice 1988 à 25,00 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 0,99 F. Ce dividende sera détaché le 6 avril 1989 et mis en paiement le 7 avril 1989 contre remise du coupon n° 32.

siège social : 56, rue de Lille 75007 PARIS
bureaux : 5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - tél. : 49.27.63.00

NEW-YORK, 2 mars ↑

Redressement

Semblait-il, remis de ses émotions, le marché new-yorkais s'est très sensiblement redressé jeudi. Timidement amorcé la veille en fin de séance, le mouvement de hausse s'est progressivement développé au fil des cotations, et, sans terminer au plus haut, l'indice des industrielles s'inscrivait quand même à 2 265,71, avec un gain de 22,67 points. Le bilan général a reflété ce résultat. Sur 1 948 valeurs traitées, 972 ont monté, 451 ont baissé et 525 n'ont pas varié.

La décision de la Bundesbank de maintenir ses taux directeurs sans relèvement a visiblement soulagé le communisme financier américain. Wall Street a, d'autre part, profité du raffermissement du dollar et du marché obligataire. Cependant, si un certain optimisme est revenu, les craintes de tension monétaire ne se sont pas atténuées pour autant.

D'après les professionnels, il faut, à court terme, écarter toute idée de nouvelle hausse. Beaucoup sont affirmatifs : le marché est entré dans une phase de consolidation. Mais personne ne sait quand il en sortira. L'activité a diminué, portant sur 161,98 millions de titres échangés, contre 177,21 millions.

VALEURS	Cours du 1 ^{er} mars	Cours du 2 mars
Alcoa	61 1/8	61 1/2
AT&T	30 1/8	30 1/4
Boeing	62 1/8	63 1/2
Chemical Bank	31 3/8	32 1/8
Du Pont de Nemours	54 3/8	54 3/4
General Electric	45 1/2	46
IBM	118 1/8	119 1/4
Johnson & Johnson	45 1/2	46
Merck	45 1/2	46
Motorola	33 3/8	34 1/8
Rockwell	118 1/8	119 1/4
Union Carbide	28 1/2	29
US Steel	30 1/8	31 1/4
Verizon	60 3/8	60 1/2

LONDRES, 2 mars ↑

Poursuite de la hausse

Pour la troisième séance consécutive, les cours des valeurs ont continué à monter. L'indice Footsie gagnant 18,4 points (+0,91 %), revenant à 2 039,7. Le volume d'activité a été de 1,39 milliard de titres échangés. L'éloignement de l'échéance d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt britanniques à la suite de la décision par le conseil de la Bundesbank de ne pas relever les taux en Allemagne a encouragé la tendance. A cela s'est ajouté le raffermissement de Wall Street, qui a également encouragé les optimistes. Le marché a également été soutenu par le redressement de la livre à la suite des interventions de la Banque d'Angleterre. La majorité des secteurs s'est appréciée, les électroniques (Astron), les aéronautiques (British Aerospace), les pharmaceutiques (Glaxo) et les assurances (General Accident). La banque Barclays a baissé, malgré l'annonce d'un record de bénéfices impensables d'un milliard de livres (14 milliards de francs). Le groupe pétrolier Enterprise Oil a encore progressé, ainsi que la compagnie Lloyds. La chaîne de magasins Sainsbury a été légèrement déçue à la suite de l'augmentation à 7 % de la participation de l'arbitrage américain Asher Edelman.

FAITS ET RÉSULTATS

● Progression de 276 % des résultats de la Barclays. — La banque de dépôt britannique Barclays, la plus ancienne des quatre grandes, a publié ses résultats pour l'année 1988, a annoncé, jeudi 2 mars, que son bénéfice impensable avait augmenté de 276 %, à 1 391 millions de livres (14 milliards de francs), contre 369 millions en 1987, atteignant ainsi un niveau record. Barclays talonne Natwest, qui est restée la première banque de dépôts britannique, avec un bénéfice de 1,4 milliard de livres pour 1988.

● Plus de 1 milliard de francs de bénéfices en 1988 pour l'assureur italien Generali. M. Enrico Randone, président du groupe d'assurance italien Generali, a annoncé, le 2 mars, une hausse de 20 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe en 1988, à 11 000 milliards de francs (environ 500 milliards de francs), et un bénéfice net à 254 millions de francs (près de 1,2 milliard de francs). M. Randone a assuré qu'il ne ferait pas appel à ses actionnaires pour financer l'opération Compagnie du Midi, tout en affirmant que la victoire au sein de celle-ci de M. Bédès, patron du groupe AXA, aux côtés duquel les Generali se sont rangés (le Monde du 2 mars), était un objectif « décisif » pour son groupe. D'autre part, refusé de commenter l'hyphothèse selon laquelle le Generali porterait leur part à 33 % dans la Compagnie du Midi, ne souhaitant pas provoquer de remous à la Bourse de Paris.

● Agitation autour des actions Clause. — La plupart des sociétés

PARIS, 3 mars ↑

La reprise s'accroît

Commencée sous le signe de la baisse, la semaine s'est achevée sur l'optimisme sous le signe de la hausse. L'ouverture matinale avait été prometteuse (+0,74 %). Les espoirs devaient se vérifier. A 13 heures, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 1,18 %. Malgré le relèvement des taux, la progression était encore de 1,11 % dans l'après-midi.

Tous les grands noms de la cote sont revenus sur le devant de la scène. Saint-Gobain, Société Générale, CCE, Alcatel, Michelin, Peugeot, CSE, Pernod-Ricard, Bouygues, Hechtel, Compagnie bancaire, Alstom, BSN, Pernod, Saint-Louis, Rhône-Poulenc (certificat d'investissement) et les autres. Même Audencia d'Entreprises a monté malgré l'affaire des fausses factures. Hier, la décision de la Bundesbank de surcroît décisif au relèvement de ses taux directeurs a soulagé le communisme financier.

Le marché pècherait-il par excès d'optimisme après avoir un peu trop brossé du noir ? Les valeurs françaises sont sous-évaluées, nous confie le spécialiste d'une banque étrangère. Et d'ajouter : « Après tout, la situation est bonne, avec les réserves d'usage, l'OCDE assure que la France continuera à résister les fruits des efforts européens depuis six ans. La reprise des finances est certaine. Notre inflation est raisonnable ».

Ses collègues ne se privent pas, eux, de dire que les valeurs françaises sont sous-évaluées depuis la dernière purge.

Ajoutons que la réaction très positive de Wall Street (voir ci-contre) a fait une excellente impression sous les lambris.

Reste que bien des investisseurs ne se sont pas départis d'une certaine prudence. En témoigne le niveau toujours assez bas de l'activité (1,3 milliard de francs la veille). Des statistiques américaines doivent encore être publiées. Leur consultation peut être importante pour définir des stratégies.

Fermé du MATIF et des obligations.

TOKYO, 3 mars ↓

Tassement

Les séances se suivent mais ne se ressemblent pas nécessairement. Vendredi, la baisse a succédé à la reprise commencée la veille. Le mouvement de repli a, toutefois, pas été immédiat. En fin de matinée, la Bourse tokyoaise était encore en légère hausse. En début d'après-midi, la tendance s'est inversée, toutefois, et, à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 32 000,10, en baisse de 73,63 points (-0,23 %). Selon les professionnels, les investisseurs n'ont pas perdu de vue la détermination du gouvernement de la Banque du Japon d'éviter tout dérapage inflationniste. Ce dernier a, en effet, déclaré qu'il prendrait les mesures adéquates pour maintenir la stabilité des prix. La communauté financière a en début de séance des craintes de durcissement de la politique de crédit étaient pas écartées.

Le calvaire a toutefois régné, comme en témoigne la relative faiblesse de l'activité, avec 1 milliard de titres échangés comme la veille.

VALEURS	Cours du 2 mars	Cours du 3 mars
Air	730	713
Brigance	1 380	1 380
Daewoo	1 380	1 380
Fujitsu	3 800	3 800
Honda Motor	2 000	2 000
Hyundai	2 400	2 400
Isuzu	1 100	1 100
Sony Corp.	2 000	2 000
Toyota Motor	2 800	2 800

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances	485	485	Le gélif de nuit	329	329
Asphal	280	280	Lois Investissement	282	282
BAC	328	328	Lorient	152	152
B. Dandely & Associés	530	540	Médoc	189	189
BICM	524	524	Médoc Invest	622	622
BIP	482	482	Médoc	135	135
Bolton	482	500	Médoc	710	710
Bolton Technologies	570	580	Médoc	224	224
Châlon de la	184	184	Médoc	500	500
Cabestan	815	815	Médoc	347	347
Canal	884	884	Médoc	310	310
C.A.I. de P. (C.C.I.)	380	380	Médoc	420	420
C.A.T.C.	122 50	122 50	Médoc	400	400
CDME	1287	1287	Médoc	100	100
C. Epix. Bact.	340	340	Médoc	400	400
CEGID	814	814	Médoc	572	572
CESEP	1730	1730	Médoc	651	651
CEP-Communication	1980	1980	Médoc	318 40	318 40
C.I.I. Information	1163	1163	Médoc	400	400
Chemotex	570	570	Médoc	221 10	221 10
CHLM	505	505	Médoc	383	383
Concept	331	340	Médoc	380	380
Confiance	789	789	Médoc	100 00	100 00
Cordia	350 50	350 50	Médoc	440 00	440 00
Dalme	1280	1280	Médoc	430	430
Danubio	1083	1084	Médoc	338	338
Deville	580	580	Médoc	710	710
Editions Bédès	101	101	Médoc	225 10	225 10
Editions Bédès	21 80	21 80	Médoc	388	388
Finor	245 50	245 50	Médoc	194	194
Gencor	378	378	Médoc	448	448
Gr. Fonderie (B.F.F.)	245	245	Médoc	212	212
Guilmet	586	586			
LEC	220	220			
EM	257	257			
LEF	90 20	90 80			
N2	258	258			
Int. Méd. Santé	710	710			
La Commande Bédès	281	281			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 2 mars 1989

Nombre de contrats : 9 725.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	juin dernier	Mars dernier	juin dernier
Accor	680	18	32	24,50	-
CEG	360	26	41	5,20	-
EN-Aquitaine	400	25	-	3,90	10,95
Lafarge-Coppée	1 400	98	-	12	36
Michelin	132	15	25	2	7
Midi	1 500	114	-	31	-
Paribas	440	17	33	9	-
Pengot	1 400	234	278	4,50	17
Saint-Gobain	560	28,90	46	12,50	25
Société Générale	490	18	-	25	-
Thomson-CSF	240	5	14	20	23

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 mars 1989

Nombre de contrats : 97 020.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	juin 89	Sept. 89
Dernier	103,94	103,24	103,58
Précédent	104	103,30	103,70

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 89	Sept. 89	juin 89	Sept. 89
104	0,78	1,53	1,39	1,67

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,2680 F ↓

Le dollar, qui s'était raffermi quelque peu en début de séance, à 6,2750 F (contre 6,2690 F jeudi) est redescendu à 6,2660 F. La Banque d'Angleterre est intervenue à plusieurs reprises pour soutenir la livre sterling, à nouveau attaquée.

FRANCFORT 2 mars 3 mars

Dollar (en DM) .. 1,897 1,896

TOKYO 2 mars 3 mars

Dollar (en yen) .. 128 128

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (3 mois) .. 85/84 84/84

New-York (2 mars) .. 97/8

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

Valeurs françaises .. 182,5 182,5

Valeurs étrangères .. 186,4 185,9

(SIF, base 100: 31-12-81)

Indice global CAC .. 428,3 425,6

(SIF, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 .. 1 574,67 1 583,01

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 .. 445,96 447,49

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles .. 2 243,84 2 245,71

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles .. 1 664,1 1 679,7

Mines d'or .. 171,8 170,3

Fonds d'Etat .. 87,82 87,98

TOKYO

Nikkei Dow Jones .. 32 073,73 32 000,10

Indice général .. 2 402,48 2 405,98

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEIZ MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
\$E-U	6,2899	6,2850	- 56 - 43	- 110 - 85	- 386 - 219	
\$ can.	5,2618	5,2704	- 137 - 111	- 263 - 225	- 755 - 656	
Yen (100) ..	4,9085	4,9409	+ 166 + 193	+ 345 + 396	+ 1183 + 1223	
DM	3,4810	3,4847	+ 61 + 78	+ 127 + 152	+ 488 + 464	
Franc	3,8127	3,8166	+ 47 + 58	+ 98 + 113	+ 318 + 368	
FR (100) ..	162,190	162,403	+ 182 + 201	+ 219 + 249	+ 748 + 1391	
FS	3,9747	3,9884	+ 182 + 119	+ 198 + 228	+ 623 + 711	
L (1 000) ..	4,6126	4,6172	- 129 - 99	- 148 - 118	- 474 - 374	
C	16,7733	16,7822	- 388 - 331	- 734 - 651	- 1721 - 1751	

Marchés financiers

BOURSE DU 3 MARS

[illegible]**Comptant** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Euro 8,80 % 77	123 08	6 847	C.I.C. (Fin. del	....	191	Mediobank Bull	....	103 80	Volpux	....	1240
8,00 % 76/93	100 05	6 297	C.I. Matheis	....	834	Magnat Union	....	140	Viva	....	145 80
10,00 % 78/94	103 30	5 328	Credit Ind.	2360	2200	Magnat S.A.	....	100 40	Wolffmann S.A.	....	820
13,25 % 80/90	104 46	5 910	Clarens Ind.	1102	1115	Minervet	....	381	Yves	1475	....
16,20 % 82/90	105 63	2 176	Cogit	....	361	Minervet	....	501	de la Marine	....	....
16 % jui 82	107 60	11 704	Comptex	....	360	Mons. (Fin. del	....	134			
14,80 % fin. 83	109 45	0 400	Co Industrielle	....	392	Norval	....	395			
13,40 % fin. 83	115 35	2 943	Cos. Lyon-Alain	....	470	Oréal	....	465			
72,50 % oct. 84	109 50	4 880	Cos. (S.T. del	....	785	Oréal	226	465			
11 % fin. 85	110 70	0 301	C.M.P.	....	15 60	Origny-Doverain	....	2110	A.E.G.	700	700
10,25 % oct. 85	104 70	10 007	Céd. Gds. Ind.	580	501	Palmy-Henri	....	1180	Alco	425	....
CAT 12,75 % 83	2030	....	Co. (Unionnel) C.I.	614	614	Palmy-Henri	....	700	Alcan Alcan	203	....
OAT 10 % 2000	104 55	7 671	Citibank	....	157	Palmy-Henri	217	217	Algemene Bank	122	123
OAT 5,80 % 1987	105 20	2 170	Citibank S.A.	....	234	Palmy-Henri	....	200	American Pacific	389	389
OAT 5,80 % 1986	102 55	0 869	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Am. Pacific	415	418
Ch. France 3 %	....	....	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Autism	600	....
CHS Reg. jui. 82	107 70	1 498	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Autism	171	170
CHS Paris	102 75	1 498	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
CHS Sme	102 75	1 498	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
CHS jui. 82	101 70	1 498	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
FTI 11,20 % 85	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	105 36	2 708	Dalmeida S.A.	....	1500	Palmy-Henri	....	230	Banque de Santander	333 80	335 80
GF 10,50 % 89	103 12	1 037	D								

SICAV (selection)

VALEURS	Emission Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prime incl.	Rachet net
A.I.A.	952 08	528 84	France Régions	1127 80	1094 27	Paribas	616 76	588 90
Adicor	222 90	231 00	Trustco-Accord	280 00	28 80	Pharos-Pactamont	262 57	281 26
Adia France	608 89	490 59	Rachet-Europe	28 51	27 81	Pharos Invest.	703 87	675 02
Adia Services	609 39	597 38	Rachet-Sci	33	32 51	Pharos J.A.	1046 57	1046 57
Adia Services	616 17	589 28	Procredit	13046 82	13046 32	Pharos-Sci-Invest.	7576 95	7367 95
Adia Services (Inc-OP)	1009 01	949 28	Procredit	239 18	235 65	Pharos-Sci	5749 82	6749 82
A.E.I. S.O.O.	500 00	578 84	Procredit	68 55	62 84	Pharos-Sci	115 13	115 13
A.E.I. S.O.O.	198 27	1078 48	Procredit	21	26 53	Pharos-Sci	19523 77	25254 94
A.E.I. S.O.O.	1010 17	107 48	Procredit	4403 98	421 98	Pharos-Sci	1033 07	11042 03
A.E.I. S.O.O.	441 90	431 12	Procredit	576 54	570 38	Pharos-Sci	1135	110 42
A.E.I. S.O.O.	119 97	117 04	Rachet-Prime	1134 38	1117 77	Pharos-Sci	2203 51	2203 51
A.E.I. S.O.O.	1102 08	1039 50	Rachet-Prime	1142 03	1107 94	Pharos-Sci	120 86	117 72
A.E.I. S.O.O.	1037 92	1037 92	Rachet-Prime	6025 57	6007 58	Pharos-Sci	1 08	1 08
A.E.I. S.O.O.	638 24	628 65	Rachet-Prime	189 05	153 20	Pharos-Sci	163 17	161 16
A.E.I. S.O.O.	212 72	210 81	Rachet-Prime	1025 81	1029 81	Pharos-Sci	1506 18	1532 65
A.E.I. S.O.O.	188 72	181 90	Rachet-Prime	143 18	110 88	Pharos-Sci	1189 01	1151 73
A.E.I. S.O.O.	352 31	555 08	Rachet-Prime	10149 11	8946 25	Pharos-Sci	847 82	809 37
A.E.I. S.O.O.	68 08	673 03	Rachet-Prime	1239 41	1193 28	Pharos-Sci	289 20	254 22
A.E.I. S.O.O.	659 67	673 03	Rachet-Prime	197 81	181 61	Pharos-Sci	189 40	189 40
A.E.I. S.O.O.	628 69	620 30	Rachet-Prime	244 47	221 35	Pharos-Sci	587 17	581 12
A.E.I. S.O.O.	1108 36	1108 36	Rachet-Prime	231 86	221 35	Pharos-Sci	478 10	454 61
A.E.I. S.O.O.	328 78	314 04	Rachet-Prime	257 57	246 88	Pharos-Sci	420 47	420 34
A.E.I. S.O.O.	1434 46	1332 08	Rachet-Prime	282 74	269 92	Pharos-Sci	497 47	475 26
A.E.I. S.O.O.	1416 29	1387 54	Rachet-Prime	334 44	314 32	Pharos-Sci	520 10	520 10
A.E.I. S.O.O.	165 68	102 68	Rachet-Prime	246 98	224 81	Pharos-Sci	125 90	125 90
A.E.I. S.O.O.	121 76	115 76	Rachet-Prime	408 98	385 51	Pharos-Sci	1054 10	1054 10
A.E.I. S.O.O.	123 95	115 47	Rachet-Prime	142 03	135 58	Pharos-Sci	555 17	559 58
A.E.I. S.O.O.	114 44	100 25	Rachet-Prime	38 72	189 28	Pharos-Sci	710 70	700 25
A.E.I. S.O.O.	2467 87	2460 49	Rachet-Prime	219 34	354 50	Pharos-Sci	140 50	140 50
A.E.I. S.O.O.	1746 95	1746 95	Rachet-Prime	1070 19	1070 19	Pharos-Sci	672 18	653 18
A.E.I. S.O.O.	25 85	25 28	Rachet-Prime	2311 07	2235 39	Pharos-Sci	356 75	374 87
A.E.I. S.O.O.	623 80	623 76	Rachet-Prime	767 80	760	Pharos-Sci	810 17	795 48
A.E.I. S.O.O.	119 53	119 22	Rachet-Prime	2117 80	2088 53	Pharos-Sci	891 98	686 08
A.E.I. S.O.O.	369 56	365 35	Rachet-Prime	489 84	475 67	Pharos-Sci	435 45	434 46
A.E.I. S.O.O.	617 89	602 81	Rachet-Prime	657 38	677 07	Pharos-Sci	218 94	218 94
A.E.I. S.O.O.	768 21	720 51	Rachet-Prime	177 81	189 46	Pharos-Sci	427 11	427 11
A.E.I. S.O.O.	1053 90	1006 20	Rachet-Prime	475 68	415 63	Pharos-Sci	1210 17	1015 40
A.E.I. S.O.O.	258 94	248 08	Rachet-Prime	570 62	570 62	Pharos-Sci	361 33	338 32
A.E.I. S.O.O.	14 10	137 57	Rachet-Prime	5308 46	5308 46	Pharos-Sci	1089 37	1008 98
A.E.I. S.O.O.	198 81	198 81	Rachet-Prime	5308 46	5308 46	Pharos-Sci	1089 37	1008 98
A.E.I. S.O.O.	1982 67	1982 67	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	389 48	389 48	Rachet-Prime	1070 19	1070 19	Pharos-Sci	1210 17	1015 40
A.E.I. S.O.O.	2010 98	1981 07	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	206000	206000	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	247 21	252 26	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	2872 81	2872 81	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	4321 22	4320 42	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	25767 67	25767 67	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	1988 52	1987 49	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	514 16	514 16	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	1952 28	1952 28	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	80 66	77	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	628 28	608 58	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	52421 08	52421 08	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	180 10	170 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	1246 58	1243 19	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	2027 87	1930	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	128 28	168 08	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422 22
A.E.I. S.O.O.	100 10	100 10	Rachet-Prime	1483 55	1483 55	Pharos-Sci	516 61	422

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	cents prof.	3/3	0/0	Vente
Etats-Unis (51)	6 289	6 288	6 270	6 470
ECU	7 089	7 085		
Allemagne (100 DM)	340 485	340 525	330	
Autriche (100 S)	18 243	18 233	18 660	18 850
Payes Ben (100 FF)	301 580	301 470	281 800	311 500
Canada (100 \$)	67 370	67 310	64 250	61 250
Norvège (100 N)	32 850	32 820	36 500	36 500
Suède (100 Kr)	10 745	10 680	10 580	11 200
Suisse (100 Sfr)	4 068	4 047	3 900	4 400
Italie (1 000 L)	4 815	4 814	4 450	5 000
Belges (100 F)	398 450	397 830	385 800	407 900
Grèce (100 dr)	98	97	95	100
Espagne (100 pes)	56 300	48 370	48 900	50
Portugal (100 esc)	4 447	5 460		5 700
France (100 F)	4 117	4 116	3 950	4 850
Monnaie (100 scs)	5 228	5 245		5 250
Canada (100 scs)	4 882	4 882	4 870	4 870

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS- parc.	COURS 3/3
Or fin (600 au bureau)	77500	78200
Or fin (au lingot)	77750	78300
Pièces étrangères (20 fr)	400	481
Pièces indiennes (20 fr)	380	478
Pièces indiennes (20 fr)	479	478
Pièces indiennes (20 fr)	453	452
Souverains	574	572
Pièces de 20 dollars	2706	2710
Pièces de 10 dollars	1620	1620
Pièces de 5 dollars	870	870
Pièces de 50 pesos	2510	2515
Pièces de 10 florins	468	467
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

Hors-cote

Alques Hydro-Energie	334	.....
Alstom	1050	.....
Calsonic	170	178
Chambre (ML)	978	.....
Cibach	235	.....
Ci. Crist. Forestale	89	89 60
Compt	180	180
Sachet	340	342
C. Degussa	610	60 50
Industrie Miniere-Zinc	210	.....
Hydrogen	170	.....
Merle Imprimerie	240	.....
Compagnie (Banc)	24	25 50
Minerals	880	860
Paribas Paribas	378	.....
Paribas-Genève	482	418
Paribas N.Y.	482	188
Paribas	381	381
Comp. Ag. Veh.	55 20	.....
S.P.R.	505	.....
Les Lacteurs de Montre	445	448 00
Alstom	380	.....
Industrie Chimique	144	.....

c : coupon détaché - o : offre

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2-3 L'affaire des Versets sataniques.	7 L'enjeu européen dans la campagne municipale.	11 L'affaire des fausses factures du Sud-Est.	19-20 Théâtre : Une folie électrique, d'après Diderot ; La Forêt, d'Alexandre Ostrowski ; Alice, d'après Lewis Carroll.	26 Deux études sur la situation et les perspectives de l'économie française.	Abonnements 2	• Calculez vos impôts... IMPOTS
4 Pologne : le pouvoir veut accélérer la conclusion d'un accord avec l'opposition.	8 M. Le Pen : « Mon public a le droit de siffler les journalistes ».	13 La grève des enseignants.	21 Cinéma : Une autre femme, de Woody Allen.	28 La restructuration du textile français pourrait être achevée en 1991.	Annances classées 24	• Si : choisissez votre station..... SEJOUR
5 Venezuela : après les émeutes.	10 Marseille : déjà trente-six exclus au sein du PS.	14 SPORTS : révélations accablantes de l'entraîneur de Ben Johnson.	— Communication : le contrôle déontologique de la publicité télévisée.	29 Boeing laisse aux compagnies le soin d'entretenir leurs vieux avions.	Philatélie 25	• Les hauteurs de neige... GORUS
6 La réunion de la CSCE et le débat sur les armes nucléaires tactiques.	— « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.			30-31 Marchés financiers.	Campus 13	3615 tapez LJM
					Carnet 25	• Consultez votre portefeuille..... BOURSE
					Loto 25	• Le mini-journal de la rédaction..... JOUR
					Météorologie 25	3615 tapez LEMONDE
					Mots croisés 18	
					Radio-télévision 23	

L'affaire Pechiney

M. Max Théret devait être inculpé vendredi à son domicile

M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction chargée du dossier de l'affaire Pechiney, devait se rendre, vendredi 3 mars, dans la résidence secondaire de M. Max Théret, où celui-ci est allé depuis le 3 février, jour de

sa sortie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Ce contretemps ayant jusqu'ici empêché l'inculpation de M. Théret, M^{me} Boizette a décidé de venir la lui notifier à domicile.

Judi 2 mars, le magistrat instructeur avait entendu cinq témoins, hauts fonctionnaires membres des cabinets du président de la République, du premier ministre et du ministre de l'Industrie, et ayant à ce titre suivi le dossier Pechiney.

Perquisitions tous azimuts de la brigade financière de la police judiciaire parisienne dès l'ouverture de l'information judiciaire ; cinq inculpations, le 16 février, pour délit d'initié ou recel de ce délit accompagnées de cautions très lourdes équivalant au double des plus-values réalisées pour prix du maintien en liberté ; longues auditions de M^{me} Jean Gandois, PDG de Pechiney, Alain Bouill, ancien directeur du cabinet du ministre de l'Économie, Samir Traboulsi, conseiller des propriétaires américains de la société American National Can, Antoine Riboud, ami de M. Gandois

et administrateur de Pechiney ; voyage en Suisse les 22 et 23 février en compagnie du procureur de la République de Paris afin d'obtenir le concours de la justice genevoise ; audition enfin de M^{me} Didier Oury, conseiller technique à l'Elysée, chargé des affaires industrielles, Jean-François Vincensini et Alain Prestat, conseillers techniques au cabinet de M. Michel Rocard, Jean-Pierre Joyet et Benoît Maes, respectivement directeur du cabinet et chargé de mission au ministère de l'Industrie.

Depuis qu'elle a été désignée pour instruire l'affaire Pechiney,

M^{me} Boizette ne chôme pas. Manquait cependant l'acte de procédure essentiel : l'inculpation de M. Théret, désigné par le rapport de la Commission des opérations de Bourse (COB) comme le principal « initié » français lors des achats d'actions Triangle dans la semaine précédant le rachat de sa filiale ANC par Pechiney. Victime d'un accident cardiaque en octobre 1988, puis d'une subite perte de conscience fin janvier, M. Théret doit, selon ses médecins, se rétablir. C'est pourquoi, certificats médicaux à l'appui, il n'a pu se rendre aux convocations du juge d'instruction. Impatiente, M^{me} Boizette a finalement décidé de venir l'inculper à domicile, dans sa maison de campagne en région parisienne. Des perquisitions ont auparavant été effectuées dans les locaux de la Compagnie parisienne de placement (C.P.P.), la société de M. Théret et de M. Robert Reiplinger, qui a acheté 32 300 actions Triangle, ainsi

qu'au domicile parisien de l'ancien dirigeant de la FNAC.

Défendu par M^{me} Jean-François Prat, M. Théret entend rester ferme sur la ligne de défense qu'il a adoptée depuis le début de l'affaire : il maintient ne pas avoir été « initié », assure pouvoir produire plusieurs témoignages attestant de son intérêt pour le secteur de l'emballage, mais en même temps, l'essentiel des risques pécuniaires à son compte en affirmant toujours être à l'origine des achats d'actions Triangle effectués par M. Roger-Patrice Pelat, à qui il aurait conseillé ce placement.

Télu, M. Théret semble également déterminé à contester le bien-fondé des cautions imposées par le juge d'instruction qui, dans son cas, devrait atteindre 8 835 913 F. Il estime, en effet, ne pas s'être enrichi personnellement lors de cette transaction, les gains ayant été versés dans son fonds commun de placement et ayant donc bénéficié aux sociétés qui y ont adhéré.

E. P.

Sur le vif

Oh ! les beaux vols !

Comment vous les trouvez, vous, ces employés planqués derrière leurs comptoirs et leurs guichets dans les aéroports et dans les gares ? Nuls, non ? Désagréables, désinvoltes, méprisants. Oui, ben, ils en ont autant pour notre service, figurez-vous. Ils sont complètement déboussolés, les voyageurs, nuls, casse-pieds, ignorants. Témoin ce sottisier recueilli auprès de ses collègues par une lectrice qui bosse pour une compagnie aérienne. Elle veut pas que je vous dise laquelle, de peur de se faire taper sur les doigts par ses supérieurs.

— Le tarif jeune, en avion, ça comprend le prix de la couchette ou non ?

— Je peux avoir la réduction du commerçant qui travaille ?

— Si je paye en espèces, est-ce que j'aurai le droit à une ristourne ?

— Question siège, je veux un hublot-couloir.

— Moi, une place près du carreau d'où que c'est qu'on voit la mer.

— Je voudrais un vol bleu décès, j'ai perdu mon frère et j'ai pas encore soigné ses amis.

— À quelle heure il arrive à Paris, le vol Air-sans-frontières ?

— Quel est l'aéroport le plus proche de Roissy ?

— Je voudrais une place par Orly.

— Réservez-moi un vol à la compagnie LATA pour Ajaccio.

— Je veux aller à New-York, dans la ville de Bastia.

— Mon petit chien voyage avec moi, alors je vous donne son prénom.

— Marquez le nom de la personne à réserver : Arlette Rattanassamy. Je vous l'épelle : A.R.L.E.T.T.E. Rattanassamy, comme ça se prononce.

— Est-ce qu'il y a un vol pour Bordeaux le 24 ? — Le 24 de quel mois ? — Décembre.

— Non, aucun. — Alors, est-ce qu'il y a un vol bleu ?

— Je voudrais, pour le vendredi 24 mars, un vol pour n'importe quelle date.

— C'est quoi, un billet ouvert ? Un billet open.

On comprend peut-être pas le français, mais on parle anglais, c'est déjà ça !

CLAUDE SARRAUTE.

Les oublis du président

M. Max Théret est un soldat : militant dans l'armée, il ne laissera jamais paraître une quelconque amertume devant les oublis surprenants de certains socialistes. Mais ses amis parlent pour lui. Et n'hésitent pas à confier leur surprise, sinon leur déception, à l'écoute des propos présidentiels, le 12 février, à « 7 sur 7 ». Après avoir longuement parlé de son ami de captivité et de résistance, M. Pelat, dont il devait notamment mentionner « les qualités tout à fait remarquables », M. François Mitterrand parle en casernes de M. Théret : « M. Max Théret n'est pas du cercle de mes amis. C'est comme ça. Même pas de mes relations. Je ne sais pas où il habite, quelle est sa famille, je n'ai jamais pris de repas dans sa vie avec lui, j'ai rencontré deux ou trois fois avec d'autres... »

En réalité, s'il est vrai que M. Théret n'est pas du cercle présidentiel, M. Mitterrand le connaît depuis les années 60, après avoir rencontré à un dîner chez des amis. Depuis, ils ont bien dû se croiser une dizaine de fois. Surtout, le président de la République sur se montrer reconnaissant envers ce socialiste qui ne rendait jamais à l'effort financier pour la cause en lui remettant lui-même le ruban de commandeur dans l'Ordre national du mérite, à l'Elysée, le 3 juin 1986. Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, M. Mitterrand montra avec humour une bonne connaissance de l'itinéraire de M. Théret en rappelant son passé trotskiste : « Il a été pour la révolution permanente, ce qui ne signifie pas qu'il soit pour la révolution en permanence. »

EDWY PLENEL.

M. Fauroux entendu par la commission des finances de l'Assemblée nationale

Le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, a été entendu, jeudi 2 mars, par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Le député de l'Union du centre (UDC), M. Edmond Alphandéry (Maine-et-Loire), avait sollicité cette audition, notamment pour obtenir du ministre des explications au sujet de ses déclarations à l'« Express » (du 13 janvier) concernant les « affaires » Pechiney et Société générale. M. Fauroux avait alors déclaré que « l'affaire » Société générale lui apparaissait comme « d'une tout autre gravité » que l'affaire Pechiney (1). Devant les commissaires des finances (seuls ceux du groupe communiste étaient absents), M. Fauroux a confirmé son propos, en précisant que son démenti

fait à l'époque ne portait que sur « les précautions et les mesures » qui avaient disparu de son entretien : « Un mot sur quatre a été retenu », a-t-il expliqué, estimant que la disparition de ces « nuances » avait « altéré » son analyse.

A la question de M. Alphandéry : « Disposez-vous d'informations particulières ? », le ministre de l'Industrie a répondu que s'il en avait eu, il les aurait données à la COB, mais que ce n'était pas le cas.

(1) M. Fauroux avait ajouté : « Les plus-values réalisées ont été beaucoup plus importantes et (...) un secteur public. La Caisse des dépôts et consignations, a joué un rôle-clé dans cette opération sur laquelle la COB aurait dû enquêter. »

Trafic quasiment normal à la RATP

À la RATP, les syndicats CGT, SAT (autonomes) et CFTD ont appelé, le 2 mars, à la suspension du mouvement de débrayages sur la ligne A du RER jusqu'à l'ouverture des négociations prévues à partir du 14 avril. Lors d'une entrevue avec les syndicats, la direction de la RATP a apporté des apaisements aux conducteurs en décidant de reporter à fin mai l'entrée en

vigueur des nouveaux horaires liés à la mise en place du système SACEM (permettant de faire circuler les trains toutes les deux minutes aux heures de pointe).

Dans le métro, la situation était redevenue « quasiment normale » le vendredi 3 mars, selon la direction sur la ligne 7 (La Courneuve-Ivry-Villejuif).

Bagarres entre grévistes et non-grévistes de la COMATEC

Des bagarres ont eu lieu entre grévistes et non-grévistes de la COMATEC, entreprise de nettoyage du métro, vendredi 3 mars, en fin de matinée. L'une, à la Gare-de-Lyon, où des grévistes s'en sont pris à des non-grévistes, a fait trois

blessés légers, dont un souffrant d'une plaie à la tête. Quatre personnes ont été interpellées.

Une autre bagarre s'est produite à peu près au même moment au métro Nation.

Saint-Gobain achète le numéro deux italien du verre d'emballage

Le groupe verrier Saint-Gobain prend le contrôle du deuxième producteur italien de verre d'emballage, la société Vetri, en achetant la société Valos détenue à 100 % par des familles italiennes. Avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs environ et un bénéfice de 90 millions de francs, Valos a pour principal actif Vetri, dont 25 % sont cotés à la Bourse de Milan. Cette acquisition donne au français une part de marché de 20 % dans la péninsule, et quatre usines situées dans le nord du pays. Elle lui permet de reprendre pied dans un pays où il n'était plus depuis qu'il avait vendu, il y a quelques années, sa participation minoritaire dans le numéro un italien du verre d'emballage, la société Maderna.

Saint-Gobain poursuit ainsi la politique d'acquisition menée depuis deux ans en Europe pour consolider ses positions ou acquérir des implantations dans ses spécialités (vitrage, cancellations, isolation...).

C. B.

Le suédois Modo veut aider Arjomari à reprendre Aussedat-Rey. — Le papeter suédois Modo a fait savoir le 2 mars qu'il serait prêt à épauler le groupe français Arjomari pour reprendre Aussedat-Rey, actuellement convoité par l'américain International Paper. Concrètement, Modo mettrait à la disposition d'Arjomari « une certaine capacité financière ».

RFA : démantèlement d'un réseau d'espionnage informatique

Trois jeunes « pirates » travaillaient pour le KGB

BONN de notre correspondant

Les secrétaires-espionnes qui défrayaient régulièrement la chronique ouest-allemande des dernières années sont, apparemment, dépassées par la technologie moderne. La nouvelle affaire d'espionnage en faveur du KGB qui vient d'éclater en République fédérale est la première qui fasse appel au piratage informatique sophistiqué sur une grande échelle.

Les enquêteurs de l'Office fédéral de la Constitution ont arrêté deux personnes à Hanovre et une autre à

Berlin-Ouest, soupçonnées d'avoir fourni des informations aux services secrets soviétiques. Après plusieurs mois d'enquête, le contre-espionnage ouest-allemand avait acquis la conviction qu'une équipe de « pirates » informatiques basée à Hanovre était parvenue à percer les défenses de plusieurs banques de données réparties sur toute la planète : celles du centre de recherche nucléaire de Los Alamos aux États-Unis, de la NASA, du Pentagone, du Centre européen de recherche nucléaire à Genève, de Thomson en France.

Ces « pirates » de Hanovre ne s'étaient pas contentés, comme ceux du Chaos Computer Club de Hambourg l'année dernière, de procéder à ces intrusions dans les banques de données ultra-sensibles pour le plaisir ou la gloire. Selon la chaîne de télévision ouest-allemande ARD, qui était sur la trace de ces espions d'un nouveau

genre depuis plusieurs mois, il s'agit de deux très jeunes gens (dix-neuf et vingt ans) passionnés d'informatique, mais aussi consommateurs de drogue. Ils auraient été recrutés en 1985 par des agents du KGB résidant à Berlin-Ouest, qui les ont poussés à travailler pour les services secrets soviétiques d'abord en leur procurant des stupéfiants et de l'argent, puis en usant de la menace. Des mille entières de travail sur leur ordinateur personnel et une simple ligne téléphonique leur ont permis de décrypter les codes d'accès aux ordinateurs sensibles. Ces clés d'accès étaient ensuite transmises à un attaché commercial soviétique résidant à Berlin-Est, dans la Leipziger Strasse. L'URSS et la RDA pouvaient ainsi

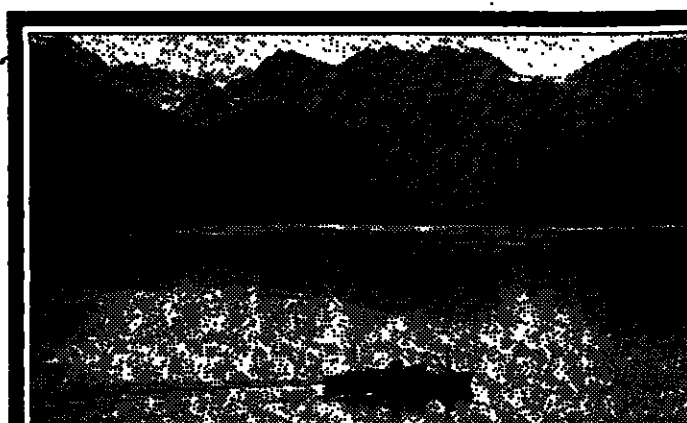
« pirater » des informations leur permettant de détourner les réglementations du COCOM qui interdisent l'exportation à l'Est de technologies susceptibles d'être utilisées dans le domaine militaire.

Contrairement à ce qui se passe dans le cas de la découverte d'un espion « classique », l'arrestation ne tarit pas la source d'informations. La protection des banques de données informatiques, selon des experts ouest-allemands, toujours un temps de retard sur le développement des réseaux interconnectés : elle est à la merci de « pirates » toujours plus ingénieux.

LUC ROSENZWEIG.

Préservez votre dos fragile avec **TRECAFLEX** sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles. Inclinaison tête et pied.

CAPELOU
37 AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 16 35 - MÉTRO PARNETIER



En Norvège, la nature fascine, sereinement...

Un pays humain où les êtres et les choses sont en accord avec la nature.

Les mille facettes de la mer et de la montagne : fjords, côtes escarpées, vallées verdoyantes avec cascades, forêts sauvages, glaciers...

En avion, en train, en bateau ou en voiture, vous vivrez la vraie nature tout en appréciant les loisirs et l'accueil des Norvégiens.

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les différentes formules de voyages et de séjours, renvoyez ce coupon accompagné de 5 timbres à 2,20 F à **Mailings Express-Norvège**, BP 221, 75005 PARIS CEDEX 10.

M. _____ NORVÈGE

Si vous avez un Minitel, composez le 36.16 Code d'accès OTINOR ou VOYAGEUR.

du 3 au 12 mars 1989

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 47.70.88.78

MODE: QUELS ACHATS POUR UN BILLET DE 500 F ?

C'est un défi : « au prix d'un simple accessoire, une nouvelle garde-robe de printemps ! » Mais c'est possible, avec les fibres Rodin. En choisissant dans les promotions et les bonnes affaires, vous repartirez avec des métrages et des métrages de beaux tissus : imprimés pimpants, toiles d'été, linages, polyester, soie, etc. A moins que vous ne préfériez pour cette somme, finalement très raisonnable, un seul et très beau tissu. Car vous avez tout le choix des prix, depuis 30 F, le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

هكذا من الأصل